

**QUATRE-VINGT-DOUZIÈME SESSION**

---

**RAPPORT FINANCIER**

**DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

<b><u>TABLE DES MATIERES</u></b>	<b><u>Page</u></b>
Principales données financières	2
Arrière-plan organisationnel	6
Etat de l'actif, du passif et des fonds	10
Etat des recettes et des dépenses – Programme administratif	11
Etat des recettes et des dépenses – Programmes d'opérations	13
Notes concernant les états financiers	14
 <u>Appendices</u>	
Appendice 1 – Programme administratif – Contributions assignées	19
Appendice 2 – Programme administratif – Contributions assignées restant dues	21
Appendice 3 – Programmes d'opérations – Etats des recettes et des dépenses par service et par région	23
Appendice 4 – Mécanisme de sécurité du personnel	24
Appendice 5 – Dépenses administratives et de personnel par pays	25
Appendice 6 – Fonds de prêt aux réfugiés	27
Appendice 7 – Programmes de dédommagement	29
Appendice 8 – Fonds de réponse rapide pour les transports	31
Appendice 9 – Gouvernement du Guatemala – Fonds fiduciaires	32
Appendice 10 – Liste des contributions volontaires par donateur – Programmes d'opérations	34
Appendice 11 – Liste des contributions volontaires par donateur et par programme – Programmes d'opérations	35
Appendice 12 – Opinion des vérificateurs externes des comptes	54
Appendice 13 – Caisse de prévoyance du personnel	55

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES****Aperçu général**

En 2005, les opérations de l'OIM ont encore pris de l'ampleur. Le total cumulé des dépenses pour le programme administratif et les programmes d'opérations a atteint 952 millions de dollars, ce qui représente un bond de 49 % par rapport au niveau de 2004, qui était de 637,8 millions de dollars, et une augmentation de 116 % par rapport au niveau de 2003, qui était de 440,6 millions de dollars.

Dépenses	2005	2004
	(en millions) USD	(en millions) USD
Programme administratif	30,0	29,9
Programmes d'opérations	<u>922,0</u>	<u>607,9</u>
<b>Total des dépenses pour l'exercice</b>	<b><u>952,0</u></b>	<b><u>637,8</u></b>

Les dépenses effectuées dans le cadre des Programmes de dédommagement ont augmenté de 166,9 millions de dollars, ce qui représente un bond de 144 %, passant de 146 millions en 2004 à 312,9 millions de dollars en 2005, tandis que les Programmes de dédommagement ont représenté 34 % de l'ensemble des dépenses d'opérations durant l'année (contre 24 % en 2004). Hormis les dépenses encourues dans le cadre des Programmes de dédommagement, les dépenses totales d'opérations ont augmenté de 147,2 millions de dollars en 2005, ce qui représente un bond de 32 %. Les augmentations les plus significatives sont dues à l'organisation des élections iraqiennes hors du pays (55,7 millions de dollars), aux activités liées au tsunami (42,9 millions de dollars), à l'élargissement des activités de reconstruction en Afghanistan (22,1 millions de dollars) et aux activités de secours d'urgence à la suite du tremblement de terre au Pakistan (9,5 millions de dollars).

Sept nouveaux Etats Membres se sont ralliés à l'OIM en 2005, portant ainsi le nombre total des membres à 116 au 31 décembre 2005, contre 109 au 31 décembre 2004. Plus de 410 nouvelles activités de projet ont été démarrées en 2005 (contre 350 en 2004), et le nombre de membres du personnel est passé de 4.040 à plus de 5.400. Le nombre de représentations de l'OIM sur le terrain est quant à lui passé de 212 à 286.

En 2005, on a recensé 142.863 mouvements internationaux assistés par l'OIM, soit une diminution de 91.071 mouvements depuis 2004 (233.934 mouvements). La principale raison de cette diminution tient à l'absence de l'élément mouvement dans l'aide d'après-crise en 2005. Les mouvements relevant du Programme de réinstallation aux Etats-Unis qui s'effectuent avec l'aide de l'OIM ont représenté 37 % de l'ensemble des mouvements en 2005, mais ont diminué de 8 % par rapport à 2004.

Afin de gérer la croissance significative des activités de l'Organisation, l'OIM a continué à renforcer les fonctions administratives d'appui et à forte intensité de main-d'œuvre au sein du Centre administratif de Manille, et plus particulièrement celles liées à la technologie de l'information, à la comptabilité, aux opérations de trésorerie, aux statistiques de mouvements et à l'administration des ressources humaines. En outre, certaines missions à fonctions régionales ont bénéficié d'une formation et ont été davantage alertées aux zones à haut risque, ce qui leur permet d'assurer un soutien renforcé au niveau régional.

**Programme administratif**

L'allocation approuvée au titre du programme administratif pour 2005 est restée au même niveau qu'en 2004: 37.119.000 francs suisses. Les dépenses pour 2005 se sont élevées à 37.222.183 CHF. Ce surcroît de dépenses de 103.183 CHF s'explique essentiellement par les dépenses de technologie de l'information liées au Système de gestion intégré des ressources humaines, lancé en janvier 2006, et aux dépenses additionnelles de formation liées au système de mise en valeur du comportement professionnel.

Etant donné qu'un certain nombre d'Etats Membres se sont acquittés en 2005 de leur arriérés de contributions assignées, la provision pour créances douteuses a été réduite de 264.425 CHF, alors qu'elle avait dû être augmentée de 194.298 CHF en 2004. C'est la première fois depuis 2000 que l'OIM enregistre une diminution de la provision pour créances douteuses. Le total des contributions assignées restant dues exigeant le maintien d'une provision est ainsi passé de 5.693.352 CHF au 31 décembre 2004 à 5.428.927 CHF au 31 décembre 2005.

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)**

Au 31 décembre 2005, le total des contributions assignées restant dues s'élevait à 8.733.471 CHF (contre 7.523.009 CHF en 2004). Un nombre restreint d'Etats Membres sont responsables de la majeure partie des sommes restant dues (voir l'appendice 2 pour la liste des contributions assignées restant dues au 31 décembre 2005).

Le résultat net de cette diminution de la provision pour créances douteuses à hauteur de 264.425 CHF, plus les contributions assignées versées par les nouveaux Etats Membres à hauteur de 832.344 CHF, moins le déficit reporté de 2004 à hauteur de 637.548 CHF et l'excédent de dépenses de 103.183 CHF est un excédent de 356.038 CHF (271.785 USD), qui a été reporté.

**Programmes d'opérations**

La réactualisation succincte du Programme et Budget pour 2005 (MC/2175) projetait un budget de 1,0957 milliard USD, selon les informations disponibles à l'époque. Les dépenses réelles au titre des programmes d'opérations (922 millions USD) ont été inférieures à cette estimation de 173,7 millions USD. La principale différence vient des programmes de dédommagement, en raison d'une surestimation du nombre de recours intentés avec succès et des successeurs légitimes pouvant prétendre à obtenir un paiement en 2005, ainsi qu'à un report des paiements en 2006 (53,5 millions USD). Les dépenses des projets relevant de la coopération technique ont été inférieures de 49,8 millions USD au budget de 2005, la majeure partie des "économies" réalisées dans ce domaine ayant été enregistrées dans le cadre des activités liées au tsunami et des programmes déployés en Afghanistan. Les dépenses liées aux mouvements ont été inférieures de 13,4 millions USD au budget de 2005, et les programmes de retours volontaires assistés sont restés en deçà des prévisions pour une somme de 21,5 millions USD.

Les programmes d'opérations se sont clôturés en 2005 avec un report sans affectation spéciale de 1.873.433 USD (contre 1.960.927 USD en 2004) s'articulant comme suit:

- 1) un report sans affectation spéciale des opérations à hauteur de 16.691 USD (contre 74.018 USD en 2004);
- 2) un report de 1.856.742 USD dans le cadre du mécanisme de sécurité du personnel (contre 1.866.909 USD en 2004). Voir l'appendice 4 pour plus de détails.

Les revenus discrétionnaires (composés des revenus divers et de la commission sur frais généraux liés aux projets) ont été plus importants que prévus dans le budget, en raison des rentrées accrues produites par la commission sur frais généraux (dus à l'augmentation des dépenses de personnel et de bureau) et à des intérêts créditeurs accrus. Une partie des revenus discrétionnaires additionnels en 2005 a été réservée et reportée comme suit:

- a) 2 million USD ont été reportés de 2005 sur 2006 en application du Programme et Budget pour 2006, tel qu'approuvé par la résolution du conseil n° 1128 (XC), le 2 décembre 2005;
- b) 1,65 million USD ont été reportés en vue du financement des besoins de technologies de l'information liés au nouveau système de gestion des ressources financières.

Par ailleurs, des revenus discrétionnaires supplémentaires ont été utilisés en 2005 pour couvrir le financement insuffisant des opérations au Soudan (remboursement du prêt du Fonds central auto-renouvelable d'urgence), au Liberia, en République de Moldova (pour cofinancer un projet financé par la CE), en Allemagne (pour le transfert des bureaux de Bonn à Nuremberg), à Vienne (Centre de coopération technique), en Azerbaïdjan, en Grèce et en Espagne.

Le total des dépenses au titre des programmes d'opérations s'est élevé à 922 millions USD (soit 52 % de plus qu'en 2004). Dans le même temps, le niveau des nouvelles ressources s'est accru de 40 % (passant ainsi de 689,4 millions USD en 2004 à 962,2 millions USD en 2005). Les ressources reportées de l'OIM sont passées de 172,1 millions USD à la fin de 2004 à 212,2 millions USD à la fin de 2005.

En ce qui concerne l'actif, le passif et les fonds, l'actif total de l'Organisation a augmenté de 13 % en 2005, passant ainsi à 350,8 millions USD, contre 311 millions en 2004. Les sommes à recevoir dans le cadre des opérations sont passées en 2005 à 52 millions USD contre 41,5 millions en 2004. Cette hausse s'accorde avec la croissance générale de l'Organisation. L'Administration s'efforce de recouvrer toutes les sommes dues dans les meilleurs délais possibles et de négocier le versement direct des fonds.

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)**

Le total des dépenses de personnel et de bureau s'est accru de 41,9 millions USD, passant ainsi de 158,9 millions USD en 2004 à 200,8 millions USD en 2005. La quasi-totalité de cette augmentation (96 %) a été enregistrée dans les bureaux extérieurs, l'augmentation la plus marquée en 2005 ayant été constatée en Asie. Les bureaux suivants ont enregistré une augmentation significative de leurs dépenses de personnel et de bureau (énumérés en fonction de l'augmentation des dépenses, par ordre décroissant: Indonésie, Iraq, Sri Lanka, Soudan, Afghanistan, Thaïlande, Allemagne, Royaume-Uni, Etats-Unis, Philippines et Fédération de Russie.

Les dépenses directes d'opérations ont-elles aussi augmenté de manière considérable, passant de 449 millions USD en 2004 à 721,2 millions USD en 2005, soit une progression de 272,2 millions. L'augmentation la plus importante a concerné les paiements effectués au titre de l'aide à la réintégration, des subventions et des dédommagements (en hausse de 188 millions USD) reflétant le rehaussement des paiements effectués à titre de dédommagement en 2005, à hauteur de 78,7 millions USD. L'aide aux déplacés internes et les micro-projets ont également enregistré une hausse de 58,7 millions USD, essentiellement due à l'expansion des activités de fabrication d'abris en Indonésie, au Sri Lanka et au Pakistan, ainsi qu'à d'autres micro-projets en Afghanistan et en Haïti. Les services sous-traités, les activités d'information publique et de diffusion d'informations, ainsi que les loyers et entretien de locaux ont tous progressé dans une mesure considérable en 2005, essentiellement du fait du Programme d'organisation des élections iraqiennes depuis l'étranger.

Les dépenses totales par service, au titre des programmes d'opérations, sont résumées ci-dessous:

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>millions USD</b>	<b>millions USD</b>
<b>Programmes d'opérations– dépenses par service</b>		
Mouvements	147,8	157,5
Migration et santé	31,9	23,5
Coopération technique en matière de migration	322,9	191,4
Retours volontaires assistés et Intégration	70,5	56,9
Lutte contre la traite des êtres humains	24,8	19,7
Migration de main-d'œuvre	3,4	6,4
Programmes de dédommagement	312,9	146,0
Appui aux programmes de caractère général	<u>7,8</u>	<u>6,5</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>922,0</u></b>	<b><u>607,9</u></b>

Les fluctuations de dépenses les plus notables, par service, sont les suivantes:

- La diminution des **Mouvements** (9,7 millions USD) s'explique essentiellement par une chute des activités dans le cadre du programme de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis (8,5 millions USD), principalement en Afrique, mais aussi à une diminution des activités déployées en Angola (3,9 millions USD) et au Liberia (2,7 millions USD). Ces diminutions ont été en partie compensées par une augmentation des mouvements de réfugiés originaires de Zambie vers l'Angola (4,5 millions USD);
- L'augmentation des dépenses de **Migration et santé** (8,4 millions USD) a essentiellement résulté des nouveaux projets menés au Guatemala (2,6 millions USD) et en Colombie (1,8 million USD), ainsi que d'une augmentation des activités d'évaluation sanitaire en liaison avec le Programme de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis (1,7 million USD);
- L'augmentation des dépenses de **Coopération technique en matière de migration** (131,5 millions USD) a été due pour l'essentiel au Programme d'organisation des élections iraqiennes depuis l'étranger (55,7 millions USD), aux projets relatifs au tsunami (41,2 millions USD), au projet de reconstruction en Afghanistan (22,1 millions USD), aux activités d'urgence faisant suite au tremblement de terre au Pakistan (9,5 millions USD), à l'accroissement des activités déployées en Colombie (7,9 millions USD), aux activités de secours au Zimbabwe (5,9 millions USD) et à l'enregistrement des déplacés internes et aux retours vers le Soudan (5,2 millions USD). Ces augmentations ont été compensées par une diminution des dépenses résultant de la clôture du Programme d'enregistrement des votants et des suffrages organisé en faveur de l'Afghanistan (22,9 millions USD);
- L'augmentation des dépenses relevant des **Retours volontaires assistés et de l'Intégration** (13,6 millions USD) a été due pour l'essentiel à l'augmentation des programmes de retour depuis l'Europe (7,5 millions USD) et de l'aide à la réintégration en Afghanistan (2,4 millions USD);

**PRINCIPALES DONNEES FINANCIERES (suite)**

- L'augmentation des dépenses relevant de la **Lutte contre la traite des êtres humains** (5,1 millions USD) a été due à l'expansion des activités essentiellement en Asie et en Europe, avec un nombre de projets actifs ayant progressé de manière considérable en 2005;
- Les dépenses relevant des **Programmes de dédommagement** ont augmenté en 2005 de 166,9 millions USD à la suite des paiements accrus effectués à titre de dédommagement pour le travail forcé (76,3 millions USD) et des paiements effectués à titre de dédommagement pour les pertes de biens subies sous le régime nazi (98,1 millions USD); cette augmentation a été compensée par une diminution des dépenses dans le cadre du Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (10,3 millions USD)

Le total des dépenses par région, dans le cadre des programmes d'opérations, est résumé ci-dessous:

	<b>2005</b> en millions USD	<b>2004</b> en millions USD
<b>Programmes d'opérations – dépenses par région</b>		
Afrique et Moyen-Orient	166,4	105,3
Amériques	99,4	75,8
Asie et Océanie	214,2	159,4
Europe	433,6	260,0
Activités d'envergure mondiale	<u>8,4</u>	<u>7,4</u>
<b>Total des dépenses</b>	<b><u>922,0</u></b>	<b><u>607,9</u></b>

Les fluctuations de dépenses les plus importantes, par région, sont les suivantes:

- L'augmentation des dépenses en faveur de **l'Afrique et du Moyen-Orient**, à hauteur de 61,1 millions USD, est due au projet d'organisation des élections iraqiennes depuis l'étranger (55,7 millions USD), à l'aide d'urgence au Zimbabwe (5,9 millions USD), à l'accroissement des activités déployées au Soudan (5,2 millions USD), aux observateurs de l'UE chargés de surveiller le bon déroulement des élections en Palestine et en Guinée-Bissau (3,9 millions USD) et au projet de dédommagement pour pertes de biens en Iraq (2,7 millions USD). Ces augmentations ont été compensées par une diminution des activités relatives au Programme de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis (16 millions USD) et à l'enregistrement et à l'encadrement des soldats démobilisés de l'armée iraquienne (4,3 millions USD);
- L'augmentation des dépenses en faveur des **Amériques**, à hauteur de 23,6 millions USD a essentiellement résulté d'un accroissement des activités de coopération technique en Colombie (7,9 millions USD), de l'initiative transitoire en faveur d'Haïti (4,6 millions USD), des projets de migration et santé en Colombie et au Guatemala (4,4 millions USD), des initiatives de renforcement des communautés en Equateur (2,6 millions USD) et de la mission des observateurs de l'UE chargés de surveiller le bon déroulement des élections au Venezuela et en Haïti (2,5 millions USD);
- L'augmentation des dépenses en faveur de **l'Asie et l'Océanie**, à hauteur de 54,8 millions USD s'explique par les projets de secours mis sur pied à la suite du tsunami et par des projets de réintégration (42,9 millions USD), par l'intensification des activités de reconstruction en Afghanistan (22,1 millions USD), par les secours apportés au Pakistan à la suite du tremblement de terre (9,5 millions USD) et par l'augmentation des mouvements opérés au titre du Programme de réinstallation de réfugiés aux Etats-Unis et à destination de l'Australie et du Canada (7,5 millions USD). Ces augmentations ont été compensées par une diminution des dépenses résultant de la clôture du projet d'enregistrement des votants et des suffrages depuis l'étranger, mis sur pied en faveur de l'Afghanistan (22,9 millions USD) et de l'activité des observateurs de l'UE chargés de surveiller le bon déroulement des élections en Indonésie (5,5 millions USD);
- Les augmentations de dépenses les plus significatives en faveur de **l'Europe** (173,6 millions USD) sont imputables à l'augmentation des indemnités versées au titre des programmes de dédommagement (augmentation totale de 164,1 millions USD) et à l'accroissement du Programme de retours volontaires assistés du Royaume-Uni (5,7 millions USD).

## **ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL**

### **CONSTITUTION ET GOUVERNANCE**

L'Organisation, créée en décembre 1951, a commencé ses opérations au début de 1952 en tant que Comité intergouvernemental pour les migrations européennes. Son acte constitutif a été adopté le 19 octobre 1953 et est entré en vigueur le 30 novembre 1954. Un certain nombre d'amendements apportés à cet acte constitutif sont entrés en vigueur le 14 novembre 1989 et le nom de l'Organisation a été modifié en Organisation internationale pour les migrations. L'Organisation possède la pleine personnalité juridique et son siège se trouve à Genève. L'Organisation comptait 116 Etats Membres au 31 décembre 2005, contre 109 à la fin de 2004.

Les organes de l'Organisation sont le Conseil, le Comité exécutif et l'Administration. Le Conseil, au sein duquel chaque Etat Membre a un représentant qui dispose d'une voix, est la plus haute autorité de l'Organisation et c'est lui qui détermine ses grandes orientations. Le Comité exécutif qui compte en ce moment 23 Etats Membres élus pour deux ans, supervise les politiques, les opérations et la gestion de l'Organisation. Le Sous-Comité du budget et des finances, où siègent l'ensemble des Membres, se réunit deux fois par an pour débattre des questions budgétaires et financières.

L'Administration, comprenant un directeur général, un directeur général adjoint et un personnel dont l'effectif peut être déterminé par le Conseil, est responsable de la gestion et de la direction des services de l'Organisation conformément à la Constitution et aux politiques et décisions du Conseil et du Comité exécutif. Le Directeur général est le chef de secrétariat de l'Organisation et est élu par le Conseil pour une durée de 5 ans.

### **BUTS ET FONCTIONS**

L'OIM est attachée au principe selon lequel les migrations qui s'effectuent en bon ordre et dans le respect de la dignité humaine sont bénéfiques aux migrants et à la société, et elle agit avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de: contribuer à relever concrètement les défis de la migration, favoriser la compréhension des questions de migration; promouvoir le développement économique et social par le biais de la migration; veiller au respect de la dignité humaine et au bien-être des migrants.

Conformément à sa Constitution, les objectifs et les fonctions de l'Organisation sont:

- De prendre toute mesure utile en vue d'assurer le transfert organisé des migrants pour lesquels les facilités existantes sont inadéquates ou de ceux qui ne seraient pas en mesure de partir sans assistance spéciale vers des pays offrant des possibilités de migration ordonnée;
- De s'occuper du transfert organisé des réfugiés, des personnes déplacées et d'autres personnes ayant besoin de services internationaux de migration, et pour lesquels des arrangements peuvent être conclus entre l'Organisation et les Etats intéressés, notamment ceux qui s'engagent à les accueillir;
- De fournir, à la demande des Etats intéressés et avec leur accord, des services de migration tels que le recrutement, la sélection, la préparation à la migration, les cours de langues, les activités d'orientation, les examens médicaux, le placement, les activités facilitant l'accueil et l'intégration, des services de consultation en matière de migration, ainsi que toute autre forme d'assistance s'accordant avec les buts de l'Organisation;
- De fournir des services similaires, à la demande des Etats ou en coopération avec d'autres organisations internationales intéressées, pour la migration de retour volontaire, y compris le rapatriement librement consenti;
- D'offrir aux Etats, ainsi qu'aux organisations internationales et autres organisations, une tribune pour l'échange de vues et d'expériences et pour la promotion de la coopération et de la coordination des efforts internationaux sur les questions de migration internationale, y compris des études sur de telles questions en vue d'élaborer des solutions pratiques.

## **ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)**

### **STRUCTURE**

L'OIM est dotée d'une structure organique fonctionnelle qui répond à une approche privilégiant la prise en compte des défis migratoires par les différents services constitués à cet effet et la mise en œuvre de ses activités sur cette base. En 2005, on dénombrait six services: Mouvements, Migration et Santé, Coopération technique en matière de migration, Retours volontaires assistés et Intégration, Lutte contre la traite des êtres humains et Migration de main-d'œuvre. Avec les Programmes de dédommagement et l'appui aux programmes de caractère général, tous les projets de l'OIM s'inscrivent dans l'un ou l'autre de ces domaines. Les bureaux de l'OIM sont organisés de la façon suivante:

**Missions à fonctions régionales (MFR):** On compte aujourd'hui sur l'ensemble du globe 16 bureaux extérieurs désignés comme missions à fonctions régionales (MFR). Les MFR apportent aux missions de pays et aux missions poursuivant un objectif spécifique dans la région un soutien administratif et financier, ainsi qu'une aide au niveau de la liaison et de l'élaboration de programmes. Les MFR assurent en outre la flexibilité structurelle autorisant le déploiement rapide et temporaire d'experts pour entreprendre des missions d'évaluation ou pour surveiller et guider la mise en œuvre d'activités de projets dans d'autres missions.

**Missions spéciales de liaison (MSL):** En 2005, sept missions spéciales de liaison (MSL) ont assuré une liaison régulière avec les gouvernements, les bureaux des Nations Unies, les autres partenaires intergouvernementaux et les interlocuteurs pertinents dans un vaste éventail de questions liées spécifiquement à l'action de l'OIM dans le domaine de la gestion des migrations.

**Missions de pays:** L'OIM compte un réseau mondial de plus de 200 missions de pays, en ce compris les bureaux auxiliaires, chargées de réaliser ses projets. La plupart de ces missions dépendent sur le plan financier des fonds des projets qu'elles mettent en œuvre.

**Missions poursuivant un objectif spécifique:** Un certain nombre de missions poursuivant un objectif spécifique sont créées pour des durées relativement courtes, principalement pour assurer des opérations d'urgence ou fonctionner comme bureau auxiliaire d'une mission de pays.

**Centre administratif de Manille (CAM):** Le CAM, que l'on considère comme une extension du Siège, apporte un soutien administratif à l'ensemble de l'Organisation et n'est donc pas considéré comme faisant partie de la structure des MFR.

### **Siège**

**Bureau du Directeur général:** Le Bureau du Directeur général est composé du Directeur général et du Directeur général adjoint, tous deux élus par le Conseil pour une durée de cinq ans. C'est le Bureau du Directeur général et le Chef de cabinet qui disposent de l'autorité constitutionnelle de gérer l'Organisation et déploient des activités relevant du mandat de celle-ci en formulant des politiques cohérentes et en veillant à ce que l'élaboration des programmes s'accorde bien avec les priorités stratégiques. En 2005, les fonctions décrites ci-après étaient rattachées au Bureau du Directeur général: Coordination de la gestion, Droit international de la migration et Affaires juridiques, Bureau de l'Inspecteur général, Coordination des questions de sexospécificité, Technologie de l'information et Communications, et Médiateur.

**Services de gestion des migrations:** Ce département apporte un soutien sur le plan de l'élaboration des projets aux opérations de l'OIM sur le terrain et aux autres unités concernées par les questions de gestion des migrations. Il fait en sorte que la planification et l'élaboration des projets s'accordent avec le mandat de l'Organisation et avec ses besoins tels qu'ils ont été évalués, tout en déployant avec les bureaux extérieurs une stratégie destinée à trouver de nouveaux moyens pour venir en aide aux gouvernements et compléter les efforts déployés par les autres organisations internationales afin de renforcer les pratiques en matière de gestion des migrations. Il met au point des normes opérationnelles, des outils et des modèles, et assure un soutien opérationnel et une formation au personnel de terrain selon les nécessités.

**Politique et recherche en matière migratoire et Communications:** Le Département de Politique et recherche en matière migratoire et Communications sert de point focal tant à la coordination des stratégies de l'OIM concernant les questions de migration internationale que dans le domaine de la recherche et de l'information sur les stratégies de politique migratoire internationale. Il met au point et assure la diffusion des informations recueillies sur les



**ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)****Politique et recherche en matière migratoire et Communications (suite):**

tendances, les politiques et les pratiques migratoires internationales à l'intention des parties prenantes internes et externes, ce qui englobe notamment les relations avec les médias; il assure la coordination du dialogue international de l'OIM sur la migration et est responsable de la coopération et des partenariats avec les organisations internationales et non gouvernementales.

**Relations extérieures:** Le Département des Relations extérieures apporte son soutien au niveau des relations générales de l'Organisation avec les Etats Membres et observateurs, et avec les autres Etats, ainsi qu'avec les organisations internationales et non gouvernementales et autres organismes multilatéraux. Il est responsable du renforcement de la coopération avec les autres organisations internationales et de la mise en place d'un cadre approprié pour assurer la cohérence de l'approche de l'OIM par rapport à celle de ses organisations partenaires – l'Organisation des Nations Unies, d'autres organisations internationales, ainsi que des organisations non gouvernementales. Ce département comprend également la Division des relations avec les donateurs, les Conseillers régionaux et diplomatiques, l'Observateur permanent auprès des Nations Unies, le Secrétariat des réunions et l'Unité de traduction.

**Gestion des ressources:** Le Département de la Gestion des ressources est responsable de l'énonciation et de l'application des politiques relatives aux ressources humaines et financières, ayant pour but de veiller à ce que les activités de l'Organisation se déroulent efficacement. Ce département met au point et applique les politiques destinées à assurer une gestion et une planification saine de la fiscalité et du personnel. Il veille en outre à articuler les propositions et les politiques relatives aux ressources humaines et financières et assure en conséquence la liaison avec les parties prenantes internes et externes. Le département se compose des divisions suivantes: Comptabilité, Budget, Trésorerie, Gestion des ressources humaines, Perfectionnement et formation du personnel, Unité de médecine du travail et Services communs.

**Appui aux opérations:** Le Département de l'Appui aux opérations est responsable de la coordination des activités de trois unités – Situations de crise et d'après-conflit, Gestion des mouvements, et Services d'aide à la migration –, et assiste le Directeur général dans la prise de décision concernant les opérations à l'échelle mondiale.

**DESCRIPTION ET RECAPITULATION DES ACTIVITES**

**Mouvements:** Les activités d'aide à la réinstallation, au rapatriement et au transport des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées sont une importante activité de l'OIM depuis sa création. L'Organisation aspire à fournir les services de mouvement les plus efficaces et les plus humains aux migrants, aux gouvernements et aux autres partenaires de mise en œuvre, et à cette fin, elle organise des transferts sûrs et fiables de migrants dans l'optique de leur réinstallation ou pour le travail, les études ou tout autre but de migration ordonnée. Les services ordinaires proposés dans le cadre des mouvements englobent les transports, l'aide à la sélection, le traitement des dossiers, la formation linguistique, les activités d'orientation et différentes autres activités destinées à faciliter l'intégration. L'un des principaux programmes de mouvements mis en œuvre par l'OIM au nom du Gouvernement des Etats-Unis depuis le début des années 50 est le Programme de réfugiés USRP. En 2005, l'USRP a occasionné près de la moitié des dépenses de l'OIM dans le cadre des activités liées aux mouvements. En plus des mouvements traditionnels de réinstallation et de retours volontaires assistés de l'OIM, une bonne part des dépenses a été occasionnée par les activités de transport de migrants du Pacifique devant être réinstallés en Australie. Les services spécialisés de l'OIM ont également déployé leurs activités en plusieurs endroits du monde où elle menait des opérations dans des situations d'après-crise, à savoir en faveur de déplacés internes en Iraq et dans le cadre d'opérations de retour entre la Zambie et l'Angola.

**Migration et santé:** L'objectif du Département Migration et santé (MHD) est de promouvoir la santé des populations mobiles et de fournir des directives sur la recherche, les politiques et la gestion de la santé dans le contexte migratoire. De ce fait les activités de MHD profitent aux migrants, aux communautés d'accueil tout comme aux Etats et aux organisations partenaires. Pour fournir des services adéquats, parfois dans des endroits difficiles, il faut une étroite coopération entre les gouvernements, les départements de l'OIM, l'ONU et les partenaires internationaux, sans oublier les autorités sanitaires nationales. En 2005, l'OMS et l'OIM ont signé un protocole portant sur le renforcement du mémorandum d'accord existant entre les deux organisations. Ce protocole reconnaissait le rôle de chef de file de l'OIM dans le domaine de la santé dans le contexte migratoire. Les questions de santé concernent tous les migrants, de même que les communautés d'origine et d'accueil, et peuvent avoir des répercussions sur tous les secteurs d'activité de l'OIM. C'est pourquoi MHD s'attache à susciter une prise de conscience de ce problème sanitaire au sein de l'Organisation et à faire en sorte que la santé des migrants soit prise en compte dans l'ensemble des activités qu'elle déploie. En 2005, les évaluations sanitaires dans la perspective des réinstallations sont restées la principale activité de MHD.

## **ARRIERE-PLAN ORGANISATIONNEL (suite)**

**Coopération technique en matière de migration:** Les gouvernements sont confrontés à une série complexe de défis lorsqu'il s'agit de gérer les migrations, et en particulier les migrations irrégulières, qui les concernent en tant que pays d'origine, de transit ou de destination des flux migratoires. L'action du service de Coopération technique en matière de migration (CTM) a surtout été centrée sur le renforcement des capacités des gouvernements et autres acteurs pertinents en vue de leur permettre de relever les défis migratoires par le biais d'initiatives nationales spécifiques et par un partenariat renforcé et une action conjointe avec d'autres Etats concernés et des partenaires compétents. Par ailleurs, la coopération technique de l'OIM en matière de migration facilite la coopération entre les gouvernements et l'élaboration des législations nécessaires et des structures administratives, des connaissances et des ressources humaines permettant de mieux gérer les migrations. Les projets de coopération technique sont censés apporter une réponse aux questions essentielles de gouvernance en matière migratoire, à savoir le cadre politique et législatif et les systèmes opérationnels, tels que les dispositifs de gestion des frontières et de délivrance de documents de voyage, et s'étendent à différents domaines dans lesquels migration et développement sont intimement liés, ce qui est particulièrement le cas des activités visant à remédier aux causes profondes des migrations à caractère économique. Les activités de CTM visent également à aider les gouvernements à tester de nouvelles approches consistant à relever de façon créative des défis migratoires particuliers. La gestion des migrations dans les situations d'après-crise relève également de la coopération technique. Durant l'année 2005, l'OIM a enregistré une progression significative de ses activités de CTM, essentiellement en raison du Programme d'organisation des élections iraqiennes depuis l'étranger, qui a entraîné une dépense totale de 55,7 millions USD. D'autres activités majeures de coopération technique en 2005 ont notamment concerné l'aide aux opérations de crise et d'après-crise en Afghanistan, en Indonésie, au Sri Lanka et au Pakistan.

**Retours volontaires assistés et Intégration:** Les retours volontaires assistés et les stratégies d'intégration de migrants sont des éléments indispensables d'une approche globale de gestion des migrations, en ce compris les migrations irrégulières. Là où les migrants sont dans l'incapacité de prolonger leur séjour dans le pays d'accueil, les retours volontaires assistés offrent une alternative plus humaine et plus rentable aux retours forcés. Il permet en outre aux personnes qui se trouvent dans l'incapacité de repartir d'un pays étranger de regagner leur pays d'origine en sécurité et dans la dignité. Là où les migrants ont la possibilité de rester dans le pays qui les a accueillis, une aide à l'intégration peut atténuer les difficultés d'adaptation à la nouvelle culture, tout en assurant l'harmonie sociale entre les membres nouveaux et anciens de la communauté. L'OIM assure plus de 20 programmes de retours volontaires assistés en faveur de demandeurs d'asile déboutés et autres migrants sans ressources dans divers pays, dont les Pays-Bas, l'Allemagne, le Royaume-Uni, la Belgique, la Norvège, le Danemark, la Suisse et la Hongrie. En 2005, les activités déployées à cet effet se sont intensifiées, tant en nombre de migrants assistés que par la portée des services offerts, en ce compris une aide à la réintégration dans plusieurs pays d'origine.

**Lutte contre la traite des êtres humains:** La traite des êtres humains est une violation manifeste des droits humains des migrants et constitue l'une des menaces les plus sérieuses aux migrations ordonnées. Un nombre croissant de migrants sont chaque année victimes de trafiquants d'êtres humains dans le monde, une activité qui génère d'énormes sommes d'argent pour les filières criminelles organisées. Celles-ci pratiquent la désinformation auprès des migrants en exploitant leur ignorance, en leur faisant souvent subir des préjudices physiques et en les exposant à des dangers, en les livrant au désespoir économique et au travail forcé et en les rendant vulnérables dans les pays de destination. L'OIM contribue à la prévention de la traite des migrants en fournissant des informations factuelles sur les dangers de la migration irrégulière. Elle apporte son aide aux victimes de la traite en leur offrant sa protection et ses conseils et en facilitant leur retour et leur réinsertion. L'action de l'OIM dans le domaine de la lutte contre la traite passe également par un travail de recherche, de compilation de données, de diffusion et d'échange d'informations et d'expériences, et d'aide aux gouvernements qu'elle met ainsi en mesure de renforcer leurs capacités de lutte contre ce phénomène. Les dépenses dans le cadre des projets de lutte contre la traite ont augmenté de 26 % en 2005, l'Asie et l'Europe étant les deux régions principalement responsables de cette augmentation.

**Migration de main-d'œuvre:** En ce vingt-et-unième siècle, la migration de main-d'œuvre, ou les déplacements transfrontières de travailleurs en quête d'emploi, s'est installée en haut de l'ordre du jour politique de bon nombre de pays d'origine, de transit et de destination. D'un bout à l'autre de l'éventail de cette forme de migration, les gouvernements et les migrants sollicitent de plus en plus l'OIM en quête d'un soutien spécialisé et pour rendre plus facile la migration de main-d'œuvre contrôlée, ainsi qu'une assistance directe aux migrants. Les principaux objectifs que poursuit l'OIM lorsqu'elle fournit de tels services sont d'encourager les formes légales de mobilité de la main-d'œuvre en tant qu'alternative à la migration irrégulière, d'assurer une protection efficace et de fournir des services de soutien aux travailleurs migrants et à leur famille, mais aussi de favoriser le développement économique et social.

**Programmes de dédommagement:** Il s'agit de programmes spécialisés ayant une portée mondiale. Dans le cadre de ces programmes, les demandes sont traitées dans une trentaine de langues, des versements sont effectués et des notifications sont adressées aux demandeurs remplissant les conditions requises, qui sont pour la plupart des migrants de la diaspora. En raison de leur caractère spécialisé et du fait qu'ils ne relèvent pas d'un service particulier mais tirent parti des capacités diverses de l'OIM, ces programmes figurent séparément dans l'organigramme. Pour plus d'informations à ce sujet, on voudra bien se reporter à l'appendice 7.

**ETAT DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DES FONDS AU 31 DECEMBRE 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b><u>ACTIF</u></b>		
<b>ACTIF A COURT TERME</b>		
Avoirs en banque et liquidités (note 3)	243 526 763	225 508 092
Sommes à recevoir:		
Gouvernements et agences bénévoles	52 009 756	41 474 023
Contributions impayées des Etats Membres (appendice 2)	6 666 772	6 657 530
Autres sommes à recevoir et dépôts	11 900 867	9 162 879
	<u>70 577 395</u>	<u>57 294 432</u>
A déduire: provision pour créances douteuses (appendice 2)	(4 144 219)	(5 038 365)
	<u>66 433 176</u>	<u>52 256 067</u>
<b>ACTIF A MOYEN TERME</b>		
Billets à ordre (note 4)	32 300 000	23 100 000
<b>CAPITAL FIXE</b>		
Bâtiment du Siège (note 5)	7 878 495	9 459 671
Bâtiments des bureaux extérieurs (note 5)	640 039	724 039
	<u>8 518 534</u>	<u>10 183 710</u>
<b><u>TOTAL DE L'ACTIF</u></b>	<b><u>350 778 473</u></b>	<b><u>311 047 869</u></b>
<b><u>PASSIF ET FONDS</u></b>		
<b>EXIGIBILITES A COURT TERME</b>		
Sommes à payer pour services de transport	4 262 502	7 377 427
Autres sommes à payer	10 620 916	11 048 545
Sommes à payer à la Caisse de prévoyance du personnel (note 6)	16 598 182	14 035 784
Charges à payer	7 229 656	6 105 936
	<u>38 711 256</u>	<u>38 567 692</u>
<b>PASSIF A LONG TERME</b>		
Indemnités dues au personnel à la cessation de service (note 7)	28 575 000	23 687 774
Emprunt pour le bâtiment du Siège (note 5)	7 878 495	9 459 671
Fonds de dotation Sasakawa (note 8)	2 000 000	2 000 000
Emprunts contractés auprès des Etats Membres (note 10)	1 680 400	1 680 400
	<u>40 133 895</u>	<u>36 827 845</u>
<b>FONDS</b>		
Avance sur contributions des gouvernements, des agences, des migrants et des répondants	10 348 999	6 342 089
Fonds de prêts aux réfugiés (appendice 6)	44 751 173	29 864 582
Compte d'opérations d'urgence (note 9)	332 094	238 000
Fonds de prêt aux migrants (note 11)	180 249	180 249
Fonds de réponse rapide pour les transports (appendice 8)	2 054 636	2 274 350
Réserve de conversion monétaire (note 12)	747 949	24 205 690
Programmes d'opérations – report de recettes réservées	210 373 004	170 150 647
Programmes d'opérations – report de recettes sans affectation spéciale (note 13)	1 873 433	1 960 927
Programme administratif – report de recettes / (du déficit)	271 785	( 564 202)
Réserve pour imprévus (note 14)	1 000 000	1 000 000
	<u>271 933 322</u>	<u>235 652 332</u>
<b><u>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS</u></b>	<b><u>350 778 473</u></b>	<b><u>311 047 869</u></b>

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2005****EN DOLLARS DES ETATS-UNIS**

Voir l'état exprimé en francs suisses à la page suivante

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b><u>RECETTES</u></b>		
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1)	32 848 672	29 695 200
(Perte)/ Gain de change (remarque a)	(2 935 357)	224 822
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>29 913 315</b>	<b>29 920 022</b>
<b><u>DEPENSES</u></b>		
Traitements et prestations dus au personnel et paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	23 986 824	23 909 315
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	871 701	878 930
<b>Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel</b>	<b>24 858 525</b>	<b>24 788 245</b>
Location et entretien des bâtiments	988 107	1 055 970
Equipement informatique et maintenance	1 730 293	1 776 337
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	622 962	409 228
<b>Total des frais généraux de bureaux</b>	<b>3 341 362</b>	<b>3 241 535</b>
Formation	594 949	503 688
Services extérieurs et recherche	470 237	547 956
<b>Total des services contractuels</b>	<b>1 065 186</b>	<b>1 051 644</b>
Communications	413 324	458 375
Secrétariat des réunions	334 961	340 017
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>30 013 358</b>	<b>29 879 816</b>
Excédent de recettes (dépendances) de l'exercice	(100 043)	40 206
Excédent de dépenses reporté en début d'exercice	(564 202)	(471 647)
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres (appendice 1)	734 179	37 676
Diminution / (augmentation) de la provision pour créances douteuses (appendice 2)	201 851	(170 437)
<b>Recettes / (dépendances) reportées en fin d'exercice</b>	<b>271 785</b>	<b>(564 202)</b>

**Remarque a:**

La perte de change en 2005 est due au fléchissement du franc suisse par rapport au dollar des Etats-Unis au cours de l'année (1 USD = 1,13 CHF au 1<sup>er</sup> janvier 2005, contre 1,31 CHF au 31 décembre 2005).

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2005****EN FRANCS SUISSES**

Voir l'état exprimé en dollars des Etats-Unis à la page précédente

	<b>BUDGET</b>		
	<b>2005</b>	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b><u>RECETTES</u></b>			
Contributions assignées des Etats Membres (appendice 1)		37 119 000	37 119 000
<b>TOTAL DES RECETTES</b>		<u>37 119 000</u>	<u>37 119 000</u>
<b><u>DEPENSES</u></b>			
Traitements et prestations dus au personnel et paiements dus au personnel à la cessation de service (note 7)	29 891 000	29 660 826	29 807 606
Indemnités pour frais de voyage, de séjour et de représentation	1 031 000	1 075 776	1 087 008
<b>Total des traitements, prestations et indemnités dus au personnel</b>	<u>30 922 000</u>	<u>30 736 602</u>	<u>30 894 614</u>
Location et entretien des bâtiments	1 268 000	1 259 319	1 284 933
Equipement informatique et maintenance	2 057 000	2 166 354	2 079 693
Fournitures de bureau, frais d'impression, équipements et véhicules	758 000	782 665	504 063
<b>Total des frais généraux de bureaux</b>	<u>4 083 000</u>	<u>4 208 338</u>	<u>3 868 689</u>
Formation	625 000	739 903	615 701
Services extérieurs et recherche	589 000	591 222	664 012
<b>Total des services contractuels</b>	<u>1 214 000</u>	<u>1 331 125</u>	<u>1 279 713</u>
Communications	465 000	515 573	562 190
Secrétariat des réunions	435 000	430 545	414 840
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<u><b>37 119 000</b></u>	<u><b>37 222 183</b></u>	<u><b>37 020 046</b></u>
Excédent de (dépendances)/recettes de l'exercice		(103 183)	98 954
Excédent de dépenses reporté en début d'exercice		( 637 548)	( 589 559)
Contributions assignées des nouveaux Etats Membres (appendice 1)		832 344	47 355
Diminution / (augmentation) de la provision pour créances douteuses (appendice 2)		<u>264 425</u>	<u>(194 298)</u>
<b>Excédent de recettes / (dépendances) reporté en fin d'exercice</b>		<u><b>356 038</b></u>	<u><b>( 637 548)</b></u>

**PROGRAMMES D'OPERATIONS****ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES AU 31 DECEMBRE 2005**

	2005	2004
	USD	USD
<b>RECETTES (appendice 10)</b>		
Contributions à affectation spéciale:		
Etats Membres	459 186 934	357 726 099
Etats non membres, agences et autres	457 267 155	287 203 604
Remboursement de billets à ordre	18 473 666	20 308 744
Réfugiés, migrants et répondants	21 927 087	19 922 872
<b>Total des contributions à affectation spéciale</b>	<b>956 854 842</b>	<b>685 161 319</b>
Contributions sans affectation spéciale:		
Etats Membres	2 310 230	3 036 803
Intérêts nets et recettes diverses	2 989 615	1 196 509
<b>Total des contributions sans affectation spéciale</b>	<b>5 299 845</b>	<b>4 233 312</b>
<b>TOTAL DES RECETTES (appendice 10)</b>	<b>962 154 687</b>	<b>689 394 631</b>
<b>DEPENSES</b>		
Transports	106 189 268	101 855 499
Visas, documents et transit	4 549 684	6 099 999
Examens médicaux, équipements et médicaments	9 622 894	9 184 598
Aide à la réintégration, subventions et indemnisations	315 424 697	127 376 678
Aide aux déplacés internes et micro-projets	145 918 620	87 177 434
Services en sous-traitance	126 551 685	112 433 388
Activités de diffusion d'informations au public	12 380 138	4 737 767
Autres dépenses d'opérations	583 103	128 376
<b>Total des dépenses directes</b>	<b>721 220 089</b>	<b>448 993 739</b>
Dépenses de personnel et de bureaux:		
Dépenses générales de personnel	123 957 387	102 933 879
Paiements dus à la cessation de service	8 823 298	7 418 270
Frais de voyage et de séjour	11 011 255	8 247 412
Ordinateurs, équipements et fournitures de bureaux	12 700 405	10 443 867
Location et entretien de locaux	20 792 234	11 396 048
Communications	7 140 568	4 642 219
Achat, location et entretien de véhicules	5 840 863	4 828 739
Services contractuels externes	7 602 677	7 973 853
Redevance de l'UNDSS (appendice 4)	2 931 048	1 049 072
<b>Total des dépenses de personnel et de bureaux (appendices 3 et 5)</b>	<b>200 799 735</b>	<b>158 933 359</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>922 019 824</b>	<b>607 927 098</b>
Recettes excédentaires de l'exercice	40 134 863	81 467 533
Recettes reportées en début d'exercice	172 111 574	90 644 041
<b>Recettes reportées en fin d'exercice</b>	<b>212 246 437</b>	<b>172 111 574</b>
<b>Comprenant:</b>		
Recettes à affectation spéciale – report	210 373 004	170 150 647
Recettes sans affectation spéciale – report (note 13)	1 873 433	1 960 927
<b>Total des recettes reportées en fin d'exercice</b>	<b>212 246 437</b>	<b>172 111 574</b>

**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS****NOTE 1 – REGLEMENT FINANCIER ET PRESENTATION DU RAPPORT FINANCIER**

Le Règlement financier exige que l'Organisation publie des états financiers, à savoir:

- i) un état de l'actif et du passif des fonds propres de l'Organisation et d'autres fonds gérés par elle;
- ii) un état des recettes et des dépenses des programmes administratif et d'opérations, ainsi que d'autres fonds gérés par l'Organisation;
- iii) toute autre indication considérée comme nécessaire pour faire ressortir clairement la situation financière ainsi que les recettes et les dépenses relatives aux activités de l'Organisation;

ainsi que tous autres rapports qui pourraient lui être demandés où qui seraient jugés nécessaires.

La forme de présentation détaillée du Rapport financier n'est pas spécifiée dans le Règlement financier et, étant donné que l'OIM mène des opérations de grande ampleur, complexes et très spécialisées, il n'existe pas de modèles applicables en l'occurrence. Le principal critère réside dans l'obligation de présenter des états financiers reflétant bien les recettes et les dépenses, ainsi que la situation financière de l'Organisation.

Les pièces comptables principales de l'Organisation sont établies en dollars des Etats-Unis, devise utilisée par l'Organisation dans son Rapport financier annuel, conformément au Règlement financier. Ce dernier exige aussi que le Programme administratif soit présenté en francs suisses, étant donné que les recettes et les dépenses administratives sont comptabilisées pour une grande part dans cette monnaie.

**NOTE 2 – ASPECTS PRINCIPAUX DE LA POLITIQUE COMPTABLE**

La politique comptable et financière de l'Organisation est régie par les articles 24, 25 et 26 de sa Constitution, ainsi que par le Règlement financier adopté par le Conseil conformément à l'article 26. Les points principaux de cette politique sont les suivants:

**Pièces comptables et devises**

Les documents comptables sont présentés en dollars des Etats-Unis comme le veut le Règlement financier. Les actifs et les passifs en devises étrangères sont convertis en dollars des Etats-Unis au taux officiel de change des Nations Unies pour le mois considéré. Les gains et les pertes de change en devises qui résultent de l'écart entre le taux de change des Nations Unies et le taux bancaire sont pris en compte dans le budget des programmes correspondants. Dans la mesure où le programme administratif est exprimé en francs suisses, le gain ou la perte de change calculé(e) est enregistré(e) dans l'état des recettes et des dépenses du programme administratif exprimé en dollars des Etats-Unis. Toutes les autres réévaluations et tous les autres gains ou pertes de change sont accumulés dans la réserve de conversion monétaire et reflétés en tant que fonds (voir aussi la note 12).

**Créances douteuses**

Une provision est constituée pour la totalité des créances dues depuis plus d'une année.

**Dépenses**

Les dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice, c'est-à-dire imputées sur l'exercice qui leur a donné naissance.

**Capital fixe**

La valeur des bâtiments est capitalisée et amortie.

Les dépenses d'équipements fixes, d'installations, de véhicules et autres biens meubles sont encourues au moment de l'achat.

**Revenus d'investissement**

Les revenus d'investissement sont comptabilisés selon le système de l'exercice.

**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****Programmes d'opérations**

En principe, les dépenses pour les programmes d'opérations s'effectuent dans les limites des fonds disponibles ou sur la base d'un engagement formel pris par les Etats participants ou d'autres donateurs.

**Recettes**

Les contributions au programme administratif sont comptabilisées selon le système de l'exercice. Les contributions assignées sont exigibles dès le 1<sup>er</sup> janvier et enregistrées en tant que recettes à cette date. Les contributions volontaires aux programmes d'opérations sont normalement comptabilisées selon la méthode de la comptabilité de caisse. Les contributions annoncées et les contributions exigeant la facturation des dépenses sont comptabilisées selon le système de l'exercice en fonction du niveau de dépenses encourues.

**Imposition**

L'OIM est une organisation intergouvernementale sans but lucratif, qui est, de manière générale, exemptée de toute imposition.

**NOTE 3 – AVOIRS EN BANQUE ET LIQUIDITES**

L'Organisation détient la totalité de son encaisse dans des comptes communs sans distinction des liquidités qu'elle détient pour son propre compte et de celles détenues pour le compte des contribuants aux divers programmes. Conformément au Règlement financier, les fonds qui ne doivent pas être utilisés immédiatement sont placés à court terme et les intérêts produits par ces placements portés au crédit des programmes appropriés.

**NOTE 4 – BILLETS A ORDRE**

Le montant de 32.300.000 USD (23.100.000 USD en 2004) est la valeur recouvrable estimative des billets à ordre signés par des réfugiés transportés conformément aux conditions du Fonds de prêt aux réfugiés. Voir l'appendice 6 pour un complément d'information, y compris l'évaluation des billets à ordre.

**NOTE 5 – CAPITAL FIXE****Bâtiment du Siège**

Le bâtiment du Siège à Genève a été acquis en 1984 pour un coût de 18 millions CHF. Ce bâtiment est situé sur un terrain loué au Canton de Genève sur une période de 99 ans pour un coût nominal de 1 franc suisse. L'achat du bâtiment est entièrement financé au moyen d'un prêt accordé par le Gouvernement suisse qui ne porte plus d'intérêts depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996. Ce prêt est remboursable sur 50 ans, soit jusqu'en 2033. Le remboursement pour 2005 a été de 368.600 CHF (comme en 2004).

Le bâtiment est amorti sur la période du prêt, l'amortissement annuel étant équivalent aux remboursements de capital. Le coût du bâtiment et le prêt correspondant en francs suisses sont convertis comme suit en dollars des Etats-Unis au taux de change en vigueur en fin d'année:

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
Coût du bâtiment	18 000 000	18 000 000
Amortissement cumulé	<u>(7 679 172)</u>	<u>(7 310 572)</u>
<b>Valeur comptable nette au 31 décembre</b>	<b><u>10 320 828</u></b>	<b><u>10 689 428</u></b>
Prêt du Gouvernement suisse	18 000 000	18 000 000
Remboursements cumulés	<u>(7 679 172)</u>	<u>(7 310 572)</u>
<b>Solde de l'emprunt au 31 décembre</b>	<b><u>10 320 828</u></b>	<b><u>10 689 428</u></b>
<b>Conversion au taux en vigueur en fin d'année</b>	<b>USD</b>	
	<b><u>7 878 495</u></b>	<b><u>9 459 671</u></b>
Taux de change appliqué en fin d'année (CHF/USD)	1,31	1,13



**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****Bâtiments des bureaux extérieurs**

L'Organisation possède cinq bâtiments à usage de bureaux pour ses représentations en Argentine, en Australie, en Bolivie, au Chili et au Pérou. Trois de ces bâtiments sont entièrement amortis. Les deux autres, au Chili et en Australie, sont amortis au taux de 5 % l'an.

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
Coût des bâtiments	1 839 751	1 839 751
Amortissement cumulé	<u>(1 199 712)</u>	<u>(1 115 712)</u>
<b>Valeur comptable nette</b>	<b><u>640 039</u></b>	<b><u>724 039</u></b>

**NOTE 6 – EXIGIBLE REPRESENTE PAR LES AVOIRS DU PERSONNEL DETENUS DANS LA CAISSE DE PREVOYANCE**

Les montants détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel atteignent un total de 16.598.182 millions USD (contre 14.035.784 millions USD en 2004) et constituent la dette de l'OIM envers son personnel au titre de la retraite. Les fonds ainsi détenus se répartissent comme suit:

Avoirs de retraite en dollars des Etats-Unis			USD 5 903 585
Avoirs de retraite en francs suisses	CHF 9 586 489	à 1,31	USD 7 317 930
Avoirs de retraite en euros	EUR 2 853 284	à 0,845	USD 3 376 667

Pour plus de détails sur les fonds détenus dans la Caisse de prévoyance du personnel, voir l'appendice 13.

**NOTE 7 - PAIEMENTS DUS AU PERSONNEL A LA CESSATION DE SERVICE**

Les paiements dus aux membres du personnel à la cessation de service sont la somme des indemnités qui leur reviennent en application du contrat d'emploi ou telles que précisées dans le Statut et Règlement du personnel et qui devront leur être versées lorsqu'ils quitteront l'Organisation. Ces paiements englobent: a) les indemnités de départ ou de licenciement; b) la compensation financière des congés annuels non utilisés; et c) d'autres indemnités dues telles que la prime de rapatriement et les frais de voyage pour ce qui concerne les fonctionnaires (catégorie Administrateurs). Pour le personnel relevant de la partie administrative du budget, une méthode budgétaire est appliquée pour le calcul des indemnités dues à la cessation de service lorsqu'ils quittent l'Organisation. Pour les membres du personnel relevant de la partie opérationnelle du budget, l'Administration constitue une réserve qui équivaut au total estimatif des indemnités dues à la cessation de service.

A sa soixante-douzième session en novembre 1996, le Conseil a adopté, dans le cadre du programme administratif, la méthode budgétaire de financement des indemnités dues au personnel à la cessation de service. Selon cette méthode, les paiements dus à la cessation de service doivent être financés moyennant une allocation annuelle dans la partie administrative du budget, calculée sur la base d'une estimation des indemnités dues au personnel appelé à quitter l'Organisation au cours de l'année suivante. Pour 2005 et 2004, le budget alloué au titre des indemnités pour cessation de service s'élevait à 620.000 CHF, alors que les indemnités effectivement versées pour 2005 ont été de 1.039.320 CHF (contre 1.149.822 CHF pour 2004). Il n'est pas possible de prévoir avec précision lors de l'établissement du budget le nombre de membres du personnel qui quitteront l'Organisation et les indemnités additionnelles à leur verser. Au 31 décembre 2005, le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations dues aux membres du personnel lors d'un départ à la retraite ou d'une cessation de service s'élevait, pour le programme administratif, à 8.979.595 USD (contre 9.738.895 USD pour 2004).

Pour les programmes d'opérations, la réserve constituée au 31 décembre 2005 s'élevait à 28.575.000 USD (contre 23.687.774 USD en 2004). Cette réserve est suffisante pour couvrir le total estimatif des engagements de paiement au titre des indemnités de départ et autres prestations que l'Organisation est tenue de verser aux membres du personnel lorsqu'ils partent à la retraite ou quittent l'Organisation. Elle comprend une provision destinée à couvrir certains paiements que l'OIM pourrait être amenée à effectuer en faveur du personnel après le départ à la retraite, tels que des contributions au titre des primes d'assurance maladie et de la Caisse de prévoyance pour ce qui concerne les membres du personnel ayant souscrits à la formule globale d'indemnisation à la cessation de service que leur a proposée l'Organisation.

**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****NOTE 8 – FONDS DE DOTATION SASAKAWA**

Le Fonds de dotation Sasakawa a été créé en 1990 aux fins de promouvoir l'expansion des programmes de transfert de ressources humaines et autres activités de migration pour le développement. En vertu de l'accord de dotation conclu avec la Fondation, le capital du Fonds doit rester intact en tout temps et seuls les intérêts qu'il produit peuvent être utilisés pour financer des activités.

	<b>2005 USD</b>	<b>2004 USD</b>
<b>COMPTE DU SOLDE DE CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>2 000 000</b>	<b>2 000 000</b>
<b>COMPTE DE PRODUITS</b>		
Intérêts créditeurs produits durant l'exercice	55 000	27 400
Transferts au titre de l'urgence créée par le tsunami	(55 000)	(27 400)
<b>SOLDE DU COMPTE DE PRODUITS EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**NOTE 9 – COMPTE D'OPERATIONS D'URGENCE (EPA)**

Le compte d'opérations d'urgence (Emergency Preparedness Account – (EPA)) a été créé le 30 août 1993 en accord avec le Bulletin général n° 1054 de l'OIM. L'EPA doit servir dans les situations d'urgence où une évaluation immédiate et d'autres dépenses d'opérations s'imposent manifestement dans l'attente de fonds en provenance de l'extérieur. Tout usage autorisé de l'EPA est à considérer comme un prêt consenti sur l'opération pour laquelle il est mis à contribution, et toutes les dépenses effectuées à l'aide de ce compte doivent être intégralement remboursées aussitôt que possible, dès que l'opération en question est assurée d'un soutien financier.

	<b>2005 USD</b>	<b>2004 USD</b>
<b>Bilan initial du compte en début d'exercice</b>	<b>238 000</b>	<b>421 000</b>
<u>Contributions à l'EPA:</u>		
Gouvernement du Royaume-Uni (DFID)	176 236	
<u>Transferts de l'EPA à divers projets:</u>		
Mission de préparation à une situation de crise à Musina (Afrique du Sud)	(30 000)	
Secours d'urgence à la suite du tremblement de terre au Pakistan	(70 000)	
Aide aux populations déplacées en Côte d'Ivoire	(40 000)	
Aide à la construction de refuges – victimes du tremblement de terre de BAM		(100 000)
Situation d'après-crise à Santa Fe		(15 000)
Soutien à la mission d'évaluation conjointe au Soudan		(18 000)
Evaluation d'après-conflit en Haïti		(15 000)
Crise du tsunami		(50 000)
<b>Total des transferts de l'EPA à divers projets</b>	<b>(140 000)</b>	<b>(198 000)</b>
<u>Remboursements de divers projets à l'EPA:</u>		
Evaluation d'après-conflit en Haïti		15 000
Aide à la construction de refuges – victimes du tremblement de terre de BAM	7 858	
Crise du tsunami	50 000	
<b>Total des remboursements de divers projets à l'EPA</b>	<b>57 858</b>	<b>15 000</b>
<b>Bilan de clôture de l'EPA en fin d'exercice</b>	<b>332 094</b>	<b>238 000</b>

**NOTES CONCERNANT LES ETATS FINANCIERS (suite)****NOTE 10 – EMPRUNTS CONTRACTES AUPRES DES ETATS MEMBRES**

Une réserve de caisse, obtenue à l'aide de prêts sans intérêts consentis par les gouvernements des Etats Membres, a été constituée en vertu de la résolution n° 70 adoptée le 30 avril 1954. Les prêts ainsi consentis ont pour but de fournir à l'Organisation une réserve de caisse devant lui permettre de parer à d'éventuels problèmes temporaires de liquidités dans le cadre des programmes administratif ou d'opérations. La réserve de caisse est régie par l'article 14 du Règlement financier.

**NOTE 11 – FONDS DE PRET AUX MIGRANTS DE L'OIM**

Le Fonds de prêt aux migrants de l'OIM a été créé en application de la résolution n° 210 (XII) en date du 12 mai 1960 pour financer en tout ou en partie les coûts de transport des migrants et les services y afférents en accordant des prêts sans intérêts garantis par des billets à ordre. Ce fonds est administré conformément aux dispositions décrites dans le document MC/743/Rev.1 du 8 décembre 1965, approuvé par la résolution n° 354 (XXIV).

**NOTE 12 – RESERVE DE CONVERSION MONETAIRE**

La réserve de conversion monétaire, de 747.949 USD (contre 24.205.690 USD en 2004) est reportée et reflétée dans les fonds. Ce montant représente la réévaluation cumulée non réalisée des actifs et des passifs en devises étrangères vis-à-vis du dollar des Etats-Unis, ainsi que les gains et les pertes de change réalisés à l'achèvement des projets, dont il est rendu compte dans une devise étrangère.

En 2005, le solde moyen des avoirs bancaires et des liquidités était de 254,2 millions USD, dont 164,5 millions (ou 65 %) détenus en euros. En raison du fléchissement de 13 % de l'euro par rapport au dollar durant l'année 2005 (passé de 1 USD = 0,737 EUR au 1<sup>er</sup> janvier 2005 à 1 USD = 0,845 EUR au 31 décembre 2005), et de l'importance des sommes détenues par l'OIM en euros, la réserve de conversion monétaire a considérablement diminué en 2005.

Il est à noter qu'il s'agit là essentiellement d'une réserve non réalisée dans la mesure où les comptes de l'OIM sont tenus en dollars, alors que les bilans réels sont exprimés dans d'autres monnaies, c'est-à-dire pour l'essentiel en euros et en francs suisses. On voudra bien se reporter à ce sujet à la note 2 – Pièces comptables et devises.

**NOTE 13 – PROGRAMMES D'OPERATIONS – REPORT DE RECETTES SANS AFFECTATION SPECIALE**

Les recettes sans affectation spéciale relevant des programmes d'opérations qui ont été reportés au 31 décembre 2005 se sont élevées à 1.873.433 USD (contre 1.960.927 USD en 2004). Ce report était constitué de deux parties, comme indiqué à l'appendice 3: Programmes d'opérations – Etat des recettes et des dépenses par service et par région:

- a) Un report de recettes sans affectation spéciale de 16.691 USD (contre 74.018 USD en 2004) au niveau des opérations;
- b) Un report de recettes sans affectation spéciale de 1.856.742 USD (contre un découvert de 1.886.908 USD en 2004) provenant de l'allocation prévue pour le mécanisme de sécurité du personnel (voir appendice 4).

**NOTE 14 – RESERVE POUR IMPREVUS**

L'utilisation de la réserve pour imprévus est régie par la résolution n° 413 (XXVIII), adoptée par le Conseil le 17 novembre 1967.

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b><u>ETATS MEMBRES</u></b>		
Afghanistan (2)	12 963	
Albanie	12 963	14 643
Algérie	31 483	28 554
Angola	12 963	14 643
Argentine	396 309	394 630
Arménie	12 963	14 643
Australie	659 651	662 597
Autriche	355 938	385 844
Azerbaïdjan	12 963	14 643
Bangladesh	12 963	14 643
Belgique	442 978	459 791
Belize	12 963	14 643
Bénin	12 963	14 643
Bolivie	12 963	14 643
Bulgarie	12 963	14 643
Burkina Faso	12 963	14 643
Cambodge	12 963	14 643
Canada	1 165 964	1 041 486
Cap-Vert	12 963	14 643
Chili	92 596	86 394
Colombie	64 076	82 001
Congo	12 963	14 643
Costa Rica	12 963	14 643
Côte d'Ivoire	12 963	14 643
Croatie	15 186	16 107
Chypre	16 297	15 741
République tchèque	75 928	82 733
République démocratique du Congo	12 963	14 643
Danemark	297 417	304 941
République dominicaine	14 445	14 643
Equateur	12 963	14 643
Egypte	49 631	33 313
El Salvador	12 963	14 643
Finlande	220 748	212 690
France	2 499 344	2 632 452
Gambie	12 963	14 643
Géorgie	12 963	14 643
Allemagne	3 590 121	3 977 049
Grèce	219 637	219 646
Guatemala	12 963	14 643
Guinée	12 963	14 643
Guinée-Bissau	12 963	14 643
Haïti	12 963	14 643
Honduras	12 963	14 643
Hongrie	52 224	49 054
Iran (République islamique d')	65 187	110 921
Irlande	145 190	119 707
Israël	193 710	169 127
Italie	2 024 513	2 062 106
Japon	7 210 613	7 144 338
Jordanie	12 963	14 643
Kazakhstan	12 963	14 643
Kenya	12 963	14 643
Kirghizistan	12 963	14 643
Lettonie	12 963	14 643
Libéria	12 963	14 643
Jamahiriya arabe libyenne(2)	54 817	
Lituanie	12 963	14 643
Luxembourg	31 853	32 581
Madagascar	12 963	14 643
Mali	12 963	14 643
Malte (1)	12 963	
Mauritanie	12 963	14 643
Mexique	780 396	442 220
Maroc	19 630	17 938
Pays-Bas	700 393	707 625
Nouvelle-Zélande	91 484	98 108

**PROGRAMME ADMINISTRATIF**

**CONTRIBUTIONS ASSIGNEES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

ETATS MEMBRES (suite)	2005 CHF	2004 CHF
Nicaragua	12 963	14 643
Niger (2)	12 963	
Nigéria	17 408	27 822
Norvège	281 491	263 209
Pakistan	22 964	24 893
Panama	12 963	14 643
Paraguay	12 963	14 643
Pérou	38 149	48 322
Philippines	39 261	41 001
Pologne	191 117	154 118
Portugal	194 821	188 163
République de Corée	665 207	677 607
République de Moldova	12 963	14 643
Roumanie	24 816	23 795
Rwanda	12 963	14 643
Sénégal	12 963	14 643
Serbie-et-Monténégro	12 963	14 643
Sierra Leone	12 963	14 643
Slovaquie	21 112	17 572
Slovénie	34 075	33 313
Afrique du Sud	121 115	166 198
Sri Lanka	12 963	14 643
Soudan	12 963	14 643
Suède	413 717	418 059
Suisse	495 942	518 730
Tadjikistan	12 963	14 643
Thaïlande	86 670	119 707
Tunisie	13 334	14 643
Ouganda	12 963	14 643
Ukraine	16 297	21 598
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2 539 345	2 253 929
République-Unie de Tanzanie	12 963	14 643
Etats-Unis d'Amérique	9 533 654	9 637 680
Uruguay	20 001	32 581
Venezuela (République bolivarienne du)	70 743	84 930
Yémen	12 963	14 643
Zambie	12 963	14 643
Zimbabwe	12 963	14 643
<b>Total partiel – Etats Membres – CHF</b>	<b>37 119 000</b>	<b>37 119 000</b>
<b>Total partiel – Etats Membres – USD</b>	<b>32 848 672</b>	<b>29 695 200</b>
<b>NOUVEAUX ETATS MEMBRES</b>		
Malte (1)		14 643
Afghanistan (2)		8 442
Jamahiriya arabe libyenne (2)		15 828
Niger (2)		8 442
Bahamas (3)	12 963	
Brésil (3)	630 391	
Estonie (3)	12 963	
Turquie (3)	154 079	
Jamaïque (4)	7 316	
Bosnie-Herzégovine (4)	7 316	
Gabon (4)	7 316	
<b>Total partiel – Nouveaux Etats Membres - CHF</b>	<b>832 344</b>	<b>47 355</b>
<b>Total partiel – Nouveaux Etats Membres - USD</b>	<b>734 179</b>	<b>37 676</b>

Remarque: A la fin de 2005, l'OIM comptait 116 Etats Membres (contre 109 à la fin de 2004). Le Cameroun, le Ghana, le Bélarus et la République du Togo ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1121 à 1124 adoptées par le Conseil le 29 novembre 2005.

1) Malte a été admise en qualité de Membre en vertu de la résolution n<sup>o</sup> 1085 adoptée par le Conseil le 18 novembre 2003.

2) La Jamahiriya arabe libyenne, le Niger et l'Afghanistan ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1098 à 1100 adoptées par le Conseil le 4 juin 2004. Leurs contributions pour 2004 ont été calculées au prorata de la date de leur adhésion à l'Organisation.

3) Les Bahamas, l'Estonie, le Brésil et la Turquie ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1103 à 1106 adoptées par le Conseil le 30 novembre 2004.

4) La Jamaïque, la Bosnie-Herzégovine et le Gabon ont été admis en qualité de Membres en vertu des résolutions n<sup>os</sup> 1114 à 1116 adoptées par le Conseil le 9 juin 2005. Leurs contributions pour 2005 sont calculées au prorata de la date de leur adhésion à l'Organisation.

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

Etats Membres	2004	2003	Années précédentes	Total	2005	Total général
Afghanistan					12 923	12 923
Albanie	14 643	1 395		16 038	12 963	29 001
Argentine (1)		469 226	2 003 174	2 472 400		2 472 400
Arménie (1)		14 393	97 422	111 815		111 815
Bahamas					12 963	12 963
Bénin	14 643			14 643	12 963	27 606
<b>Bolivie* (3)</b>	14 643	14 393	380 565	409 601	12 963	422 564
Brésil					630 391	630 391
Burkina Faso	10 944			10 944	12 963	23 907
<b>Cap-Vert*</b>	14 643	14 393	14 305	43 341	12 963	56 304
Chili					14 649	14 649
Congo	14 418			14 418	12 963	27 381
Costa Rica	4 902			4 902	12 963	17 865
Côte d'Ivoire	14 643	13		14 656	12 963	27 619
Croatie					15 186	15 186
République dém. du Congo					12 963	12 963
République dominicaine (1)	14 643		573 087	587 730		587 730
Equateur					7 456	7 456
Egypte					49 631	49 631
Gabon					7 316	7 316
<b>Gambie*</b>	14 643	14 393	24 465	53 501	12 963	66 464
<b>Géorgie*</b>	14 643	14 393	24 465	53 501	12 963	66 464
<b>Guinée*</b>	14 643	14 393	41 802	70 838	12 963	83 801
<b>Guinée-Bissau*</b>	14 643	14 393	66 167	95 203	12 963	108 166
Haïti					12 963	12 963
Honduras					8 987	8 987
Hongrie					52 224	52 224
Iran (République islamique d')		37 785	101 483	139 268		139 268
Jamaïque					7 316	7 316
Jordanie					12 963	12 963
<b>Kirghizistan* (2)</b>	14 643	14 393	3 818	32 854	12 963	45 817
<b>Libéria*</b>	14 643	14 393	166 947	195 983	12 963	208 946
Lituanie					8 472	8 472
Mali	14 643	209		14 852	12 963	27 815
Mauritanie					1 163	1 163
Nicaragua (1)		14 393	84 218	98 611		98 611
Niger	8 442			8 442	12 963	21 405
Nigéria					17 348	17 348
Pakistan					5 243	5 243
Paraguay					64	64
Pérou (1)	48 322	48 218	4 541	101 081	38 149	139 230
Philippines	14 778			14 778	39 261	54 039
République de Corée	143 693			143 693	665 207	808 900
<b>Rwanda*</b>	14 643	14 393		29 036	12 963	41 999
<b>Sierra Leone*</b>	14 643	14 393	24 465	53 501	12 963	66 464
Soudan	14 643	1 212		15 855	12 963	28 818
<b>Tadjikistan*</b>	14 643	14 393	10 182	39 218	12 963	52 181

## Appendice 2

**PROGRAMME ADMINISTRATIF****CONTRIBUTIONS ASSIGNEES RESTANT DUES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**  
**(suite)**

Etats Membres	2004	2003	Années précédentes	Total	2005	Total général
<b>Ouganda*</b>	14 643	14 393	166 367	195 403	12 963	208 366
Royaume-Uni					1 269 672	1 269 672
République-Unie de Tanzanie					179	179
<b>Uruguay*</b>	32 581	33 105	30 399	96 085	20 001	116 086
Venezuela (République bolivarienne du)	588			588	70 743	71 331
Yémen					12 962	12 962
<b>Zambie* (2)</b>	14 643	14 393	246 882	275 918	12 963	288 881
Zimbabwe	230			230	12 963	13 193
<b>Total CHF</b>	<b>557 115</b>	<b>807 058</b>	<b>4 064 754</b>	<b>5 428 927</b>	<b>3 304 544</b>	<b>8 733 471</b>
<b>Total USD (à 1,31)</b>	<b>425 278</b>	<b>616 075</b>	<b>3 102 866</b>	<b>4 144 219</b>	<b>2 522 553</b>	<b>6 666 772</b>

**Au 31 décembre 2005:**

- 1): Etats Membres ayant conclu un plan de remboursement (nombre total: 5).
- 2): Etats Membres ayant entrepris de négocier un plan de remboursement (nombre total: 2).
- 3): Etat Membre n'ayant pas honoré ses obligations en vertu d'un plan de remboursement convenu (nombre total: 1)

\* Etats Membres tombant sous le coup de l'Article 4 de la Constitution (nombre total: 14).

**Remarque – Provision pour créances douteuses:** Conformément à la politique de l'OIM, une provision complète pour créances douteuses est constituée aux fins de couvrir les créances douteuses datant de plus d'un an. Une somme de 5.428.927 CHF (4.144.219 USD) a donc été réservée pour servir de provision en considération des créances correspondant aux contributions assignées pour 2004 et les années précédentes

	<b>CHF</b>	<b>USD</b>
<b>Provision au 1<sup>er</sup> janvier 2004 (A)</b>	<b>5 499 054</b>	<b>4 399 243</b>
Contributions assignées restant dues pour l'année précédente au 1 <sup>er</sup> janvier (B)	2 332 981	2 221 838
Paiements reçus en 2004 au titre des contributions assignées restant dues pour 2003 et les années précédentes	(2 138 683)	(2 051 401)
Augmentation de la provision due à la défaillance de certains Etats Membres B-C)	194 298	170 437
Fluctuation du taux de change (D)		468 685
<b>Provision au 31 décembre 2004 (E=A+B-C-D)</b>	<b>5 693 352</b>	<b>5 038 365</b>
	<b>CHF</b>	<b>USD</b>
<b>Provision au 1<sup>er</sup> janvier 2005 (E)</b>	<b>5 693 352</b>	<b>5 038 365</b>
Contributions assignées restant dues pour 2004 au 1 <sup>er</sup> janvier 2005 (F)	1 829 657	1 619 165
Paiements reçus en 2005 au titre des contributions assignées restant dues pour 2004 et les années précédentes (G)	(2 094 082)	(1 821 016)
Diminution de la provision par suite des paiements de certains Etats Membres (F – G)	(264 425)	(201 851)
Fluctuation du taux de change (H)		(692 295)
<b>Provision au 31 décembre 2005 (E+F-G-H)</b>	<b>5 428 927</b>	<b>4 144 219</b>

**PROGRAMMES D'OPERATIONS - ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES PAR SERVICE ET PAR REGION  
POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005 (EN DOLLARS DES ETATS-UNIS)**

**Par service**

	RECETTES				DEPENSES				REPORT DE RECETTES		
	REPORTS DE 2004 (note a)	NOUVELLES RECETTES 2005	ALLOCATION DE FONDS SANS AFFECTATION SPECIALE	TOTAL DES FONDS DISPONIBLES	OPERATIONS DIRECTES	PERSONNEL ET BUREAUX	FRAIS GENERAUX	TOTAL DES DEPENSES	RECETTES A AFFECTATION SPECIALE	RECETTES SANS AFFECTATION SPECIALE	REPORTS NETS
Recettes sans affectation spéciale		5 299 845	(5 299 845)								
Mouvements	10 934 729	145 410 014	32 010	156 376 753	103 460 849	39 609 801	4 764 098	147 834 748	8 542 005		8 542 005
Migration et santé	5 332 226	35 752 737	275 000	41 359 963	15 791 950	14 453 198	1 697 841	31 942 989	9 416 974		9 416 974
Coopération technique en matière de migration	102 383 383	335 211 784	3 013 742	440 608 909	242 265 188	72 088 231	8 588 394	322 941 813	117 667 096		117 667 096
Retours volontaires assistés et Intégration	11 207 440	77 282 393	129 028	88 618 861	45 408 505	22 579 480	2 549 222	70 537 207	18 081 654		18 081 654
Lutte contre la traite des êtres humains	16 338 273	21 696 421	235 000	38 269 694	13 880 101	9 736 688	1 163 404	24 780 193	13 489 501		13 489 501
Migration de main-d'œuvre	1 221 238	3 808 880	175,659	5 205 777	2 212 187	1 036 925	114 890	3 364 002	1 841 775		1 841 775
Programmes de dédommagement (note b)	13 739 817	325 452 990		339 192 807	296 296 391	15 082 083	1 475 330	312 853 804	26 339 003		26 339 003
Appui aux programmes de caractère général	6 868 756	11 903 206	2 671 371	21 443 333	1 510 910	7 250 625	670 751	9 432 286	12 011 047		12 011 047
Dépenses de personnel et services financées par les revenus discrétionnaires	2 198 803	336 417	(1 231 965)	1 303 255	335 864	15 088 227	(17 003 049)	(1 578 958)	2 865 522	16 691	2 882 213
Mécanisme de l'UNDSS	1 886 909			1 886 909	58 144	3 874 477	(4 020 881)	( 88 260)	118 427	1 856 742	1 975 169
<b>TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS</b>	<b>172 111 574</b>	<b>962 154 687</b>	<b>0</b>	<b>1 134 266 261</b>	<b>721 220 089</b>	<b>200 799 735</b>	<b>0</b>	<b>922 019 824</b>	<b>210 373 004</b>	<b>1 873 433</b>	<b>212 246 437</b>

**Par région**

Recettes sans affectation spéciale		5 299 845	(5 299 845)								
Afrique et Moyen-Orient	76 599 011	128 903 533	1 915 385	207 417 929	109 524 712	49 941 026	6 971 036	166 436 774	40 981 155		40 981 155
Amériques	23 702 393	115 177 461	484 852	139 364 706	82 918 031	14 752 376	1 756 825	99 427 232	39 937 474		39 937 474
Asie et Océanie	23 573 146	249 334 958	300 664	273 208 768	157 753 772	50 438 380	6 039 824	214 231 976	58 976 792		58 976 792
Europe	37 088 646	449 651 327	1 063 890	487 803 863	367 578 552	59 420 572	6 540 531	433 539 655	54 264 208		54 264 208
Activités de caractère général	7 062 666	13 451 146	2 767 019	23 280 831	3 051 014	7 284 677	( 284 286)	10 051 405	13 229 426		13 229 426
Dépenses de personnel et services financées par les revenus discrétionnaires	2 198 803	336 417	(1 231 965)	1 303 255	335 864	15 088 227	(17 003 049)	(1 578 958)	2 865 522	16 691	2 882 213
Mécanisme de l'UNDSS	1 886 909			1 886 909	58 144	3 874 477	(4 020 881)	( 88 260)	118 427	1 856 742	1 975 169
<b>TOTAL EN DOLLARS DES ETATS-UNIS</b>	<b>172 111 574</b>	<b>962 154 687</b>	<b>0</b>	<b>1 134 266 261</b>	<b>721 220 089</b>	<b>200 799 735</b>	<b>0</b>	<b>922 019 824</b>	<b>210 373 004</b>	<b>1 873 433</b>	<b>212 246 437</b>

Note a: Les reliquats reportés de 2004 ont été regroupés par service et par région.

Note b: Les programmes de dédommagement comprennent le Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP), le Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP), le Programme de dédommagement pour perte de biens en Iraq, les Mécanismes de traitement des demandes de retour et de dédommagement dans le contexte palestino-israélien et les projets relatifs aux survivants roms en République de Moldova. Voir l'appendice 7 pour un complément d'informations concernant les deux premiers programmes.

**Remarque:** L'appendice 3 résume les dépenses de personnel et de bureaux par projet au sein de chaque région et de chaque service. L'appendice 5 résume les dépenses de personnel et de bureaux par lieu d'affectation où elles ont été encourues. Comme les projets peuvent couvrir simultanément plusieurs lieux et régions, la ventilation régionale des dépenses et de bureaux dans les deux appendices ne sont pas comparables.



**MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL**

**CREATION ET ROLE DU MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL**

La résolution n° 1076 (LXXXIV) adoptée par le Conseil le 4 décembre 2002 a eu pour effet de modifier le taux de la commission sur frais généraux liés aux projets, qui, de 9,5 % est passée à 12 %, en commençant par tous les projets et programmes spéciaux entrepris après l'adoption de ladite résolution, avec une période de transition raisonnable pour l'application du nouveau taux aux projets en cours et aux programmes spéciaux ayant été soit élargis soit prorogés. Les recettes provenant de cette augmentation du taux de la commission sur frais généraux sont destinées à financer les obligations financières de l'Organisation au titre de sa participation au Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS), l'organisme ayant pris le relais du mécanisme UNSECOORD pour la sécurité du personnel. La même résolution demandait en outre au Directeur général de mettre sur pied un mécanisme chargé de surveiller de façon transparente les recettes découlant de cette augmentation de 2,5 % de la commission sur frais généraux liés aux projets, ainsi que les paiements effectués, et d'en rendre compte au SCBF.

La résolution n° 1111 (LXXXVIII), adoptée par le Conseil le 3 décembre 2004, précisait que cette augmentation de 2,5 % des recettes de frais généraux liés aux projets devait être utilisée pour couvrir les frais de participation à l'UNSECOORD ou à tout mécanisme des Nations Unies devant prendre le relais de ce dernier et, dans les limites des ressources disponibles, des exigences de mise en conformité avec les normes MOSS et autres dépenses de sécurité du personnel. Une somme de 1.120.000 USD a été allouée par prélèvement sur le reliquat reporté au 31 décembre 2004 pour satisfaire aux exigences des Normes minimales de sécurité opérationnelle (MOSS) des bureaux extérieurs de l'OIM et soutenir la structure de l'unité de base actuelle de sécurité du personnel en 2005.

La résolution n° 1129 (XC) adoptée par le Conseil le 2 décembre 2005 a révisé le pourcentage des recettes provenant de la commission sur frais généraux liés aux projets devant être utilisées pour financer les dépenses de sécurité du personnel, lequel pourcentage a été ramené à 1% du nouveau taux de la commission, qui est à présent de 5 % sur l'ensemble des dépenses.

**ETAT FINANCIER DU MECANISME DE SECURITE DU PERSONNEL POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Bilan initial en début d'exercice – somme due</b>	<b>1 886 909</b>	<b>(51 687)</b>
<b>Recettes</b>		
Commission de 2,5 % sur frais généraux liés aux projets	4 020 881	2 987 668
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>5 907 790</b>	<b>2 935 981</b>
<b>Dépenses</b>		
Redevance de l'UNDSS:		
Assurance contre les actes de malveillance	351 505	283 477
Dépenses sur le terrain	2 404 953	1 024 144
Ajustement des années précédentes en fonction des redevances de l'UNDSS	174 590	(258 549)
Redevance totale de l'UNDSS	2 931 048	1 049 072
Exigences MOSS et autres dépenses de sécurité du personnel	1 001 573	0
<b>Total des dépenses</b>	<b>3 932 621</b>	<b>1 049 072</b>
<b>Bilan de clôture reporté en fin d'exercice</b>	<b>1 975 169</b>	<b>1 886 909</b>
<b><u>Comprenant:</u></b>		
Ressources à affectation spéciale – report	118 427	0
Ressources sans affectation spéciale – report	1 856 742	1 886 909
<b>Total des recettes reportées</b>	<b>1 975 169</b>	<b>1 886 909</b>

**DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS POUR L'EXERCICE CLOTURE****LE 31 DECEMBRE 2005****(en dollars des Etats-Unis)****ASIE ET OCEANIE**

Afghanistan	13 485 146		13 485 146
Australie – MFR	2 837 134	209 351	3 046 485
Bangladesh – MFR	382 850	199 032	581 882
Cambodge	2 073 226		2 073 226
Chine (y compris la région admin. spéc. de Hong Kong)	151 828		151 828
Inde	87 487		87 487
Indonésie	10 466 097		10 466 097
Iran (République islamique d')	824 682		824 682
Japon – MSL	270 492	177 249	447 741
Kazakhstan	1 006 861		1 006 861
Kirghizistan	436 526		436 526
Myanmar	23 627		23 627
Nauru	2 166 122		2 166 122
Pakistan – MFR	1 257 172	131 824	1 388 996
Papouasie-Nouvelle-Guinée	61 287		61 287
Philippines – CAM	3 164 395	1 101 024	4 265 419
République de Corée	123 249		123 249
Sri Lanka	3 471 753		3 471 753
Tadjikistan	325 773		325 773
Thaïlande – MFR	5 916 069	423 446	6 339 515
Timor-Leste	826 361		826 361
Turkménistan	121 584		121 584
Viet Nam	2 748 687		2 748 687

**TOTAL ASIE ET OCEANIE**

	<b>Programmes d'opérations</b>	<b>Programme administratif</b>	<b>Total</b>
	13 485 146		13 485 146
	2 837 134	209 351	3 046 485
	382 850	199 032	581 882
	2 073 226		2 073 226
	151 828		151 828
	87 487		87 487
	10 466 097		10 466 097
	824 682		824 682
	270 492	177 249	447 741
	1 006 861		1 006 861
	436 526		436 526
	23 627		23 627
	2 166 122		2 166 122
	1 257 172	131 824	1 388 996
	61 287		61 287
	3 164 395	1 101 024	4 265 419
	123 249		123 249
	3 471 753		3 471 753
	325 773		325 773
	5 916 069	423 446	6 339 515
	826 361		826 361
	121 584		121 584
	2 748 687		2 748 687
<b>TOTAL ASIE ET OCEANIE</b>	<b>52 228 408</b>	<b>2 241 926</b>	<b>54 470 334</b>

**EUROPE**

Albanie	1 228 182		1 228 182
Arménie	132 659		132 659
Autriche – MSL	1 842 944	218 514	2 061 458
Azerbaïdjan	301 620		301 620
Bélarus	271 434		271 434
Belgique – MFR	3 869 535	406 938	4 276 473
Bosnie-Herzégovine	1 008 831		1 008 831
Bulgarie	140 450		140 450
Croatie	727 792		727 792
République tchèque	189 963		189 963
Danemark	257 081		257 081
Estonie	37 425		37 425
Finlande – MFR	961 084	248 215	1 209 299
France – MSL	451 073	210 001	661 074
Géorgie	475 605		475 605
Allemagne - MSL	4 849 809	194 363	5 044 172
Grèce	399 124		399 124
Hongrie – MFR	532 457	241 884	774 341
Irlande	796 837		796 837
Italie – MFR	2 962 470	514 279	3 476 749
Lettonie	98 054		98 054
Lituanie	133 232		133 232
Pays-Bas	5 610 827		5 610 827
Norvège	1 195 544		1 195 544
Pologne	506 401		506 401
Portugal	296 543		296 543
République du Moldova	629 317		629 317
Roumanie	656 362		656 362
Fédération de Russie	9 459 150		9 459 150
Serbie-et-Monténégro (Kosovo)	1 136 249		1 136 249
	2 282 145		2 282 145
Slovaquie	209 069		209 069
Slovénie	91 554		91 554
Espagne	162 775		162 775
Suède	685 377		685 377
Suisse – Berne	751 002		751 002
Ex-République yougoslave de Macédoine	989 118		989 118
Turquie	1 189 276		1 189 276
Ukraine	2 202 274		2 202 274
Royaume-Uni – MSL	4 729 425	228 739	4 958 164

**TOTAL EUROPE**

	1 228 182		1 228 182
	132 659		132 659
	1 842 944	218 514	2 061 458
	301 620		301 620
	271 434		271 434
	3 869 535	406 938	4 276 473
	1 008 831		1 008 831
	140 450		140 450
	727 792		727 792
	189 963		189 963
	257 081		257 081
	37 425		37 425
	961 084	248 215	1 209 299
	451 073	210 001	661 074
	475 605		475 605
	4 849 809	194 363	5 044 172
	399 124		399 124
	532 457	241 884	774 341
	796 837		796 837
	2 962 470	514 279	3 476 749
	98 054		98 054
	133 232		133 232
	5 610 827		5 610 827
	1 195 544		1 195 544
	506 401		506 401
	296 543		296 543
	629 317		629 317
	656 362		656 362
	9 459 150		9 459 150
	1 136 249		1 136 249
	2 282 145		2 282 145
	209 069		209 069
	91 554		91 554
	162 775		162 775
	685 377		685 377
	751 002		751 002
	989 118		989 118
	1 189 276		1 189 276
	2 202 274		2 202 274
	4 729 425	228 739	4 958 164
<b>TOTAL EUROPE</b>	<b>54 450 069</b>	<b>2 262 933</b>	<b>56 713 002</b>

**DEPENSES ADMINISTRATIVES ET DE PERSONNEL PAR PAYS POUR L'EXERCICE CLOTURE**  
**LE 31 DECEMBRE 2005**  
(en dollars des Etats-Unis)

**AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT**

	Programmes d'opérations	Programme administratif	Total
Algérie	14 060		14 060
Angola	2 076 944		2 076 944
Burkina Faso	11 331		11 331
Congo	43 363		43 363
Côte d'Ivoire	1 208 731		1 208 731
République démocratique du Congo	364 145		364 145
Egypte – MFR	1 440 257	333 651	1 773 908
Ethiopie – MSL	1 187 463		1 187 463
Gambie	29 443		29 443
Ghana	1 925 142		1 925 142
Guinée	892 910		892 910
Guinée-Bissau	407 855		407 855
Iraq	9 348 284		9 348 284
Israël	24 974		24 974
Jordanie	913 613		913 613
Kenya – MFR	7 454 515	225 540	7 680 055
Koweït	598 406		598 406
Libéria	697 567		697 567
Jamahiriya arabe libyenne	63 612		63 612
Mali	78 016		78 016
Maroc	150 814		150 814
Mozambique	75 516		75 516
Namibie	97 935		97 935
Nigéria	361 799		361 799
Arabie saoudite	29 170		29 170
Sénégal – MFR	929 605	245 842	1 175 447
Sierra Leone	427 915		427 915
Afrique du Sud – MFR	1 401 198	317 002	1 718 200
Soudan	3 705 749		3 705 749
République arabe syrienne	1 201 986		1 201 986
Tunisie	325 440		325 440
Ouganda	510 331		510 331
Emirats arabes unis	1 002 899		1 002 899
République-Unie de Tanzanie	145 728		145 728
Zambie	1 450 274		1 450 274
Zimbabwe	1 544 133		1 544 133
<b>TOTAL AFRIQUE ET MOYEN-ORIENT</b>	<b>42 141 123</b>	<b>1 122 035</b>	<b>43 263 158</b>

**AMERIQUES**

Argentine - MFR	408 919	358 175	767 094
Bolivie	134 457		134 457
Canada	378 898		378 898
Chili	270 174		270 174
Colombie	5 168 033		5 168 033
Costa Rica – MFR	1 063 282	423 548	1 486 830
République dominicaine	376 318		376 318
Equateur	2 254 212		2 254 212
El Salvador	113 436		113 436
Guatemala	1 012 797		1 012 797
Haïti	1 528 095		1 528 095
Honduras	194 531		194 531
Jamaïque	161 953		161 953
Mexique	477 971		477 971
Nicaragua	64 819		64 819
Panama	11 235		11 235
Pérou – MFR	633 115	228 076	861 191
Uruguay	100 698		100 698
Etats-Unis – Aéroport JFK	240 764		240 764
Etats-Unis – Chicago	798 462		798 462
Etats-Unis – Los Angeles	393 031		393 031
Etats-Unis – Miami	419 825		419 825
Etats-Unis – New York - MSL	2 206 926	218 585	2 425 511
Etats-Unis – Newark	225 882		225 882
Etats-Unis – Comté d'Orange	584 829		584 829
Etats-Unis – San Francisco	239 649		239 649
Etats-Unis – Washington, D.C. – MFR	2 909 458	371 502	3 280 960
Venezuela (République bolivarienne du)	76 578		76 578
<b>TOTAL AMERIQUES</b>	<b>22 448 347</b>	<b>1 599 886</b>	<b>24 048 233</b>
<b>TOTAL BUREAUX EXTERIEURS</b>	<b>171 267 947</b>	<b>7 226 780</b>	<b>178 494 727</b>
<b>TOTAL GENEVE</b>	<b>29 531 788</b>	<b>22 786 578</b>	<b>52 318 366</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>200 799 735</b>	<b>30 013 358</b>	<b>230 813 093</b>

**FONDS DE PRET AUX REFUGIES****INSTAURATION ET RAISON D'ETRE DU FONDS**

Le Fonds de prêt aux réfugiés, créé en application de la résolution n° 210 (XII) du 12 mai 1960, permet le financement, en tout ou partie, des coûts de transport des réfugiés et des services connexes, en accordant des prêts sans intérêt à ceux qui ont besoin d'une assistance financière pour émigrer vers des lieux où ils pourront se réinstaller. Le remboursement de ces prêts est assuré par des billets à ordre signés par les réfugiés ou leurs répondants.

Autrefois, il existait deux fonds. A sa 61<sup>e</sup> session, le 28 novembre 1990, le Conseil a approuvé la fusion, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, du Fonds de prêt aux réfugiés et du Fonds de prêt aux réfugiés hors d'Europe.

En 2005, 52.958 mouvements (contre 57.340 en 2004) ont été effectués grâce au Fonds de prêt aux réfugiés.

**ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
Solde d'ouverture en début d'exercice:		
Solde des fonds du Gouvernement des Etats-Unis	6 308 046	7 778 634
Solde du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	456 536	616 495
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	23 100 000	17 200 000
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>29 864 582</b>	<b>25 595 129</b>
Contributions au Fonds:		
Contributions du Gouvernement des Etats-Unis	71 686 840	71 005 618
Contributions de migrants russes et ukrainiens	437 942	615 906
Remboursement des billets à ordre	18 473 666	20 308 744
Intérêts créditeurs	40 194	4 075
Recettes diverses	21 377	(35 319)
Total des contributions au Fonds	<u>90 660 019</u>	<u>91 899 024</u>
Transferts du Fonds en faveur de projets d'opérations		
Afrique et Moyen-Orient	(34 261 650)	(50 358 216)
Amériques	(5 669 101)	(4 158 444)
Asie et Océanie	(17 445 650)	(15 492 169)
Europe	(27 556 833)	(23 516 667)
Total des transferts de fonds en faveur de projets d'opérations	<u>(84 933 234)</u>	<u>(93 525 496)</u>
Augmentation de la valeur recouvrable estimative des billets à ordre	9 200 000	5 900 000
Intérêts versés au Gouvernement des Etats-Unis	(40 194)	(4 075)
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>44 751 173</b>	<b>29 864 582</b>
Solde de clôture en fin d'exercice:		
Solde des fonds versés par le Gouvernement des Etats-Unis	11 994 637	6 308 046
Solde des fonds en provenance du Fonds de prêt aux réfugiés de l'OIM	456 536	456 536
Valeur recouvrable estimative des billets à ordre	32 300 000	23 100 000
<b>Total</b>	<b>44 751 173</b>	<b>29 864 582</b>

**FONDS DE PRET AUX REFUGIES (suite)****COMPTABILITE ET EVALUATION DES BILLETS A ORDRE**

On attend des réfugiés bénéficiant du Fonds de prêt qu'ils contribuent ultérieurement aux frais de leur transport. Le coût total de transport est dans un premier temps entièrement pris en charge par l'Organisation, qui prélève le montant nécessaire sur le Fonds, mais chaque réfugié (ou unité familiale) doit signer une promesse de remboursement correspondant à ce coût. Lorsque les réfugiés sont réinstallés, on attend d'eux qu'ils honorent leur promesse de remboursement.

Le recouvrement des sommes dues indiquées sur les billets à ordre est effectué, au nom de l'OIM, par diverses agences bénévoles qui sont autorisées à prélever 25 % de ces sommes pour couvrir leurs propres dépenses. Le solde de 75 % est remis à l'OIM et crédité au compte du Fonds de prêt.

La valeur totale des futurs recouvrements de billets à ordre représente un montant important pour le fonds de prêts et sa valeur doit donc être évaluée pour pouvoir être prise en compte dans le rapport financier. Une évaluation exacte n'est pas possible, car les recouvrements futurs dépendent des efforts soutenus de collecte, lesquels peuvent aussi subir les influences des événements politiques ou économiques.

La méthode pratique et prudente d'évaluer la valeur future des recouvrements de billets à ordre consiste à faire une estimation sur la base des recouvrements antérieurs. Un calcul du taux moyen de recouvrement réalisé au 31 décembre 2005 pour les prêts émis en 1998 et les années précédentes donne un taux de 69 %. Ce taux moyen de recouvrement des prêts remboursables depuis cinq ans ou plus a constamment augmenté ces dernières années, passant d'une moyenne de 44 % en 1996 à 69 % en 2005. L'amélioration du taux de recouvrement reflète les activités de collecte du Comté d'Orange aux Etats-Unis et les meilleures techniques de recouvrement de dettes appliquées par les agences spécialisées.

	<b>2005 USD</b>	<b>2004 USD</b>
Valeur estimative des recouvrements au début de l'exercice	23 100 000	17 200 000
Valeur estimative des nouveaux billets à ordre émis durant l'exercice	19 600 000	18 300 000
Révision de la valeur estimative des recouvrements	8 073 665	7 727 142
A déduire: recouvrements perçus durant l'exercice	<u>(18 473 665)</u>	<u>(20 127 142)</u>
Valeur estimative des recouvrements à la fin de l'exercice	<b><u>32 300 000</u></b>	<b><u>23 100 000</u></b>

**PROGRAMMES DE DEDOMMAGEMENT****CREATION ET OBJET DES PROGRAMMES****Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP)**

En juillet 2000, l'OIM a été désignée par le Gouvernement allemand pour être l'une des sept organisations partenaires de la Fondation générale chargée de dédommager financièrement les anciens travailleurs forcés et/ou réduits en esclavage, et autres personnes victimes des injustices du régime nazi. L'OIM est responsable des victimes non juives vivant où que ce soit dans le monde, à l'exception de la République tchèque, de la Pologne et des républiques de l'ex-Union soviétique. Pour mener à bien cette tâche, qui consiste à porter les programmes à la connaissance des bénéficiaires potentiels, à assurer le traitement des demandes de dédommagement et à effectuer les paiements, l'OIM a créé le **Programme allemand de dédommagement du travail forcé (GFLCP)**.

Les activités déployées dans le cadre du **GFLCP** peuvent se résumer comme suit:

**Travail forcé et/ou exercé en situation d'esclavage:** Au total, 332.315 demandes ont été reçues. Elles ont toutes été traitées: 89.829 ont donné lieu à une réponse positive et 242.486 ont été rejetées. Les survivants ont été payés en deux fois, et l'Organisation procède actuellement aux paiements dus aux successeurs légitimes remplissant les conditions requises, pour les cas où les victimes elles-mêmes sont décédées. En outre, 25.396 demandes en appel de décisions prises concernant des demandes faites au titre de la catégorie des travailleurs forcés et/ou réduits en esclavage ont été reçues (17.956 demandes d'ex-détenus militaires italiens et 7.440 demandes d'autres travailleurs forcés et/ou réduits en esclavage). Il a été statué sur 3.123 recours: 291 dans un sens positif et 2.832 dans un sens négatif.

**Préjudices corporels:** Au total, 41.830 demandes ont été reçues, dont 40.538 ont été tranchées. 2.882 recours ont été formés contre les décisions négatives, dont 1.199 ont été tranchés: 276 dans un sens positif et 923 dans un sens négatif.

**Pertes de biens:** Au total, 35.050 demandes ont été reçues. Toutes ont été traitées: 10.501 ont été approuvées et 24.549 ont été rejetées. 8.081 demandes de réexamen de la première décision ont été reçues, dont 4.260 ont été tranchées: 99 dans un sens positif et 4.161 dans un sens négatif.

**ETAT DES FONDS DU GFLCP POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>8 854 740</b>	<b>4 081 143</b>
<b>Contributions au Fonds:</b>		
Contributions de la Fondation allemande	305 822 176	124 267 033
Autres recettes diverses	75 171	261 247
<b>Contributions totales au Fonds</b>	<b>305 897 347</b>	<b>124 528 280</b>
<b>Dépenses:</b>		
Dépenses administratives	9 921 452	13 998 050
Indemnités versées	281 969 515	99 363 459
Coûts de fonctionnement des programmes humanitaires et sociaux (remarque 1)	2 169 463	6 393 174
<b>Total des dépenses</b>	<b>294 060 430</b>	<b>119 754 683</b>
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>20 691 657</b>	<b>8 854 740</b>

**PROGRAMMES DE DEDOMMAGEMENT (suite)**

**Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP)**

En décembre 2000, l'OIM a également été désignée comme l'une des organisations de mise en œuvre de l'Accord sur le règlement du Contentieux entre les victimes de l'Holocauste et les banques suisses, suite à la décision prise par un tribunal des Etats-Unis. Afin de dédommager les membres non juifs des groupes minoritaires persécutés par le régime nazi ainsi que les travailleurs réduits en esclavage au sein d'entreprises suisses sous le régime nazi, l'OIM a mis sur pied le **Programme relatif aux avoirs des victimes de l'Holocauste (HVAP)**.

Les activités et les dépenses relatives au Programme **HVAP** peuvent se résumer comme suit:

**Classe I du travail forcé et/ou obligatoire:** plus de 33.000 demandes ont été reçues. **Classe II du travail forcé et/ou obligatoire:** plus de 15.000 demandes ont été reçues. **Classe des réfugiés:** plus de 1.000 demandes ont été reçues. En tout, environ 50.000 demandes ont été enregistrées; près de 41.000 demandes ont été tranchées et les sommes prévues ont été versées dans près de 19.000 cas.

**ETAT DES FONDS DU HVAP POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	2005	2004
	USD	USD
<b>Solde d'ouverture en début d'exercice</b>	<b>4 630 225</b>	<b>675 170</b>
<b>Contributions au Fonds:</b>		
Contributions des banques suisses	12 691 283	29 750 207
Contributions diverses	32 817	49 921
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>12 724 100</b>	<b>29 800 128</b>
<b>Dépenses:</b>		
Dépenses administratives	5 370 614	4 661 696
Indemnités versées	7 248 821	11 250 325
Coûts de fonctionnement des Programmes humanitaires et sociaux (remarque 1)	2 960 324	9 933 052
<b>Total des dépenses</b>	<b>15 579 759</b>	<b>25 845 073</b>
<b>Solde de clôture en fin d'exercice</b>	<b>1 774 566</b>	<b>4 630 225</b>

**Remarque 1 – Programmes humanitaires et sociaux (HSP)**

Le Tribunal de district des Etats-Unis pour le District Est de New York (Règlement avec les banques suisses) a désigné l'OIM pour gérer un programme d'assistance humanitaire en faveur de survivants âgés et nécessiteux de l'Holocauste, qu'ils soient roms, témoins de Jehovah, handicapés ou homosexuels. L'allocation du Tribunal des Etats-Unis à l'OIM au titre de l'assistance en faveur des survivants a été fixé à 20,5 millions de dollars. Au terme de la loi portant création de la Fondation allemande, l'OIM s'est vu confier la responsabilité, entre autres, de fournir une assistance sociale aux Sintis et aux Roms persécutés, et a reçu à cet effet une somme totale de 24 millions de marks (12,27 millions d'euros).

Les activités déployées dans le cadre des programmes humanitaires et sociaux (HSP) peuvent se résumer comme suit:

L'OIM a supervisé la mise en œuvre de 81 projets consistant à venir en aide à quelque 73.840 personnes – 70.099 Roms, 1.876 témoins de Jehovah, 1.861 handicapés et 4 homosexuels – dans 17 pays (Allemagne, Autriche, Bélarus, Croatie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, France, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie et Ukraine). Les projets financés par la Fondation allemande ont été clôturés en juin 2005; ceux financés par le Tribunal des Etats-Unis ont été clôturés en janvier 2006.

**Remarque 2:** Les soldes de clôture des programmes GFLCP et HVAP (au total 22.466.223 USD) sont repris dans le solde total de clôture des programmes d'opérations – report de recettes à affectation spéciale.

**FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS****ETABLISSEMENT ET OBJET D'UN FONDS DE REPONSE RAPIDE POUR LES TRANSPORTS (RRT)**

Une note d'orientation a été signée le 31 mai 2000 entre l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) sur la coopération dans le domaine des transports. Pour permettre à l'OIM d'assumer ses responsabilités telles que précisées dans cette note d'orientation, un fonds de réponse rapide pour les transports (RRT) a été établi en conformité avec le bulletin général de l'OIM n° 1277 du 27 décembre 2000.

Il sera fait appel à ce fonds dans les situations d'urgence, lorsque le besoin se fera clairement sentir d'une évaluation immédiate et de l'engagement de dépenses aux fins du transport de personnes avant l'arrivée de fonds en provenance de bailleurs. Le HCR peut être amené à demander l'assistance de l'OIM en vue d'effectuer des transports lors d'opérations de rapatriement volontaire, de retour d'émigrés, de réinstallation de réfugiés et, dans des cas particuliers, d'évacuations organisées. L'OIM assumera la responsabilité d'organiser en temps opportun les transports par voie aérienne, maritime ou terrestre des réfugiés et autres personnes relevant du mandat du HCR.

Toute utilisation dûment autorisée du RRT sera considérée comme une avance sur le financement des activités spécifiques exigeant une aide au transport. Tous les fonds avancés par le RRT seront intégralement remboursés avant l'achèvement des opérations, et ce au plus tard dans les six mois qui suivent l'autorisation.

**ETAT DU FONDS POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>Solde d'ouverture du Fonds en début d'exercice</b>	<b>2 274 350</b>	<b>3 021 290</b>
<u>Contributions au Fonds:</u>		
Gouvernement de la Finlande	194 049	182 927
Gouvernement de l'Italie		76 336
Intérêts créditeurs	58 716	38 789
<b>Total des contributions au Fonds</b>	<b>252 765</b>	<b>298 052</b>
<u>Transferts du Fonds à divers projets:</u>		
Retour de migrants sans ressources du Sahara occidental en Inde et au Bangladesh	(300 000)	(72 202)
Evacuation de ressortissants ouzbeks du Kirghizistan	(370 000)	
Retours transfrontières entre la Croatie et la Serbie-et-Monténégro		(160 040)
Rapatriements volontaires de Bosnie en Serbie-et-Monténégro		(12 750)
Rapatriements volontaires de Libériens du Ghana, du Nigéria et du Bénin		(800 000)
<b>Total des transferts du Fonds à divers projets</b>	<b>(670 000)</b>	<b>(1 044 992)</b>
<u>Remboursement des projets au Fonds:</u>		
Evacuation de ressortissants ouzbeks du Kirghizistan	110 697	
Rapatriements volontaires de Bosnie en Serbie-et-Monténégro	12 750	
Retour de migrants sans ressources du Sahara occidental en Inde et au Bangladesh	74 074	
<b>Total des remboursements de projets au Fonds</b>	<b>197 521</b>	<b>-</b>
<b>Solde de clôture du Fonds en fin d'exercice</b>	<b>2 054 636</b>	<b>2 274 350</b>



**GOVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRES**  
**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES POUR L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

Le Fonds fiduciaire du Guatemala relève d'un système comptable distinct et n'apparaît pas dans les états financiers de l'OIM.

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>RECETTES</b>		
<b>FONAPAZ:</b>		
Octroi de terres et de crédits aux populations déracinées – FORELAP	715 461	254 785
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	6 100 683	129 941
Projets de réhabilitation – PRODIC REHABILITACION	1 488	
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	680 855	277 440
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	2 851 419	1 676 479
Programmes techniques – exécutif I - PTV	317 047	2 981 842
Programmes techniques – exécutif II - PTP	569 344	8 627 681
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch – DPM		( 237 179)
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	9 535 125	3 068 478
Supervision – SUPERVISION	1 163 381	247 759
<b>TOTAL DES RECETTES – FONAPAZ</b>	<b><u>21 934 803</u></b>	<b><u>17 027 226</u></b>
<b>SCEP:</b>		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	46 783 676	
Bureau du Ministère public – MINISTERIO PUBLICO	4 618 961	
Système pénitentiaire – SISTEMA PENITENCIARIO	611 478	
<b>TOTAL DES RECETTES – SCEP</b>	<b><u>52 014 115</u></b>	<b><u>0</u></b>
<b>TOTAL RESOURCES</b>	<b><u>73 948 918</u></b>	<b><u>17 027 226</u></b>
<b>DEPENSES</b>		
<b>FONAPAZ:</b>		
PROSABIE	337 536	104 830
Programmes de développement intégré pour les communautés – PRODIC	4 274 907	346 496
Enseignants pour la paix – EDUCADORES PARA LA PAZ	694 091	797 023
Questions administratives – FUNCIONAMIENTO	2 991 075	1 484 597
Programmes techniques – exécutif I - PTV	( 101 979)	1 725 617
Programmes techniques – exécutif II - PTP	4 883 067	1 928 521
Projet d'infrastructure faisant suite au cyclone Mitch – DPM		( 5 423)
Programme de développement frontalier Guatemala/Mexique – PRODESFRO	2 130 379	4 899 580
Supervision – SUPERVISION	363 965	252 857
Réévaluation du taux de change du solde reporté	( 119 287)	27 503
<b>TOTAL DES DEPENSES – FONAPAZ:</b>	<b><u>15 453 754</u></b>	<b><u>11 561 601</u></b>
<b>SCEP:</b>		
Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales – SCEP	25 154 783	
Bureau du Ministère public – MINISTERIO PUBLICO	3 489 040	
Système pénitentiaire – SISTEMA PENITENCIARIO	25 907	
<b>TOTAL DES DEPENSES – SCEP</b>	<b><u>28 669 730</u></b>	<b><u>0</u></b>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b><u>44 123 484</u></b>	<b><u>11 561 601</u></b>
Recettes excédentaires pour l'exercice	29 825 434	5 465 625
Recettes/ (dépendes) reportées en début d'exercice	4 532 909	( 932 716)
<b>Recettes reportées en fin d'exercice</b>	<b><u>34 358 343</u></b>	<b><u>4 532 909</u></b>

**GOVERNEMENT DU GUATEMALA – FONDS FIDUCIAIRES (suite)****ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2005**

	2005 USD	2004 USD
<b>ACTIF</b>		
Avoirs bancaires et liquidités	63 662 766	25 179 854
Sommes à recevoir	642 192	342 278
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>64 304 958</b>	<b>25 522 132</b>
<b>PASSIF ET FONDS</b>		
Sommes à payer	29 946 615	20 989 223
Recettes reportées en fin d'exercice	34 358 343	4 532 909
<b>TOTAL DU PASSIF ET DES FONDS</b>	<b>64 304 958</b>	<b>25 522 132</b>

**Remarque générale:**

Sous l'égide du Gouvernement guatémaltèque et du FONAPAZ (Fonds national pour la paix), l'OIM agit en qualité de partenaire d'exécution pour tout un ensemble d'activités destinées à améliorer les conditions de vie de la population guatémaltèque, notamment dans les zones de retour et de réinsertion, et dans les zones voisines. Suite à un échange de correspondance entre l'OIM et le Gouvernement guatémaltèque en 1997, il a été convenu que le financement de ces activités se ferait sous la forme d'un fonds fiduciaire. Les termes de cette relation fiduciaire ont été officialisés dans un accord daté du 4 juin 1998 et actualisés dans un protocole d'accord daté du 12 décembre 2000. Cet accord précise que le but du Fonds est d'administrer les projets dans lesquels l'OIM est engagée, en coopération avec le Gouvernement guatémaltèque et le FONAPAZ. Les dépenses du fonds fiduciaire sont autorisées par des représentants du Gouvernement et font l'objet de procédures comptables de la part de l'OIM, conformément à son règlement financier.

Le Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales est financé par le Secrétaire à la coordination exécutive de la présidence (SCEP), une institution qui recueille des demandes d'investissement social soumises par les communautés urbaines et rurales en accord avec les dispositions du décret n° 35-04 du Congrès guatémaltèque et du Budget d'état général pour les rentrées et les dépenses – année fiscale 2005. Plus précisément, ce programme comprend les éléments ci-après: construction de routes locales; fourniture d'eau potable et de structures d'assainissement; construction d'écoles; infrastructures, services sanitaires et assistance sociale; exécution de programmes productifs; ainsi que d'autres éléments destinés à améliorer le niveau de vie des populations vivant dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté partout dans le pays. L'OIM fournira une assistance technique et administrative à la mise en œuvre et au fonctionnement du Programme d'appui aux communautés urbaines et rurales encouragé par la présidence du Guatemala au travers du SCEP. Ce programme prend appui sur la longue expérience de l'OIM dans l'exécution fructueuse de projets complets de développement dans le cadre du FONAPAZ.

Suite à l'incorporation des projets du SCEP, le nom du Fonds, qui était "Fonds fiduciaire FONAPAZ" est devenu "Fonds fiduciaire du Guatemala".

**Politiques comptables**

Les états financiers ont été établis sur la base comptable du rééchelonnement des dépenses. En conséquence, les recettes sont reconnues comme telles non pas lorsqu'elles sont acquises, mais uniquement lorsqu'elles sont reçues, tandis que les dépenses sont reconnues lorsqu'elles ont été effectuées et/ou lorsque l'obligation est acquise. Les recettes et les dépenses des fonds fiduciaires sont présentées par catégorie de projet. Les transactions sous-jacentes et les écritures comptables sont exprimées en quetzales guatémaltèques. L'état financier résumé est donné en dollars des Etats-Unis, après conversion au taux de 7,60 selon le taux du 31 décembre 2005 (contre 7,80 au 31 décembre 2004).

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR - PROGRAMMES D'OPERATIONS**  
**EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

ETATS MEMBRES	Contributions sans affectation spéciale USD	Contributions à affectation spéciale			Total USD
		Remboursable* USD	Autres USD	Total USD	
Argentine			1 625 159	1 625 159	1 625 159
Australie		7 869 778	34 596 304	42 466 082	42 466 082
Autriche	226 440	198 791	638 202	836 993	1 063 433
Belgique	843 718		7 181 891	7 181 891	8 025 609
Canada		9 495 387	3 646 450	13 141 837	13 141 837
Chili			1 617 997	1 617 997	1 617 997
Colombie			1 228 854	1 228 854	1 228 854
Costa Rica			15 460	15 460	15 460
Croatie			102 403	102 403	102 403
République tchèque			745 276	745 276	745 276
Danemark		524 021	2 049 020	2 573 041	2 573 041
République dominicaine			5 000	5 000	5 000
Equateur			3 390 922	3 390 922	3 390 922
El Salvador			51 140	51 140	51 140
Finlande		669 785	1 574 442	2 244 227	2 244 227
Allemagne			15 197 511	15 197 511	15 197 511
Grèce			185 714	185 714	185 714
Guatemala			11 113 580	11 113 580	11 113 580
Guinée-Bissau			499 634	499 634	499 634
Honduras			1 647 994	1 647 994	1 647 994
Hongrie	48 366	103 538	27 637	131 175	179 541
Irlande		69 371	2 037 202	2 106 573	2 106 573
Italie			9 279 426	9 279 426	9 279 426
Japon			31 362 889	31 362 889	31 362 889
Lettonie			62 062	62 062	62 062
Lituanie			80 886	80 886	80 886
Mexique			597 872	597 872	597 872
Pays-Bas		302 181	25 956 383	26 258 564	26 258 564
Nouvelle-Zélande		726 983	1 447 564	2 174 547	2 174 547
Norvège		906 207	7 921 347	8 827 554	8 827 554
Panama			7 923	7 923	7 923
Paraguay			42 743	42 743	42 743
Pérou			18 669 172	18 669 172	18 669 172
Pologne	20 000		124 777	124 777	144 777
Portugal			767 468	767 468	767 468
République de Corée			629 138	629 138	629 138
Roumanie			85 957	85 957	85 957
Slovaquie			45 241	45 241	45 241
Slovénie			20 014	20 014	20 014
Afrique du Sud			185 307	185 307	185 307
Suède		1 103 729	13 536 134	14 639 863	14 639 863
Suisse	321 706	452 482	4 746 339	5 198 821	5 520 527
Thaïlande			3 604	3 604	3 604
Turquie			100 000	100 000	100 000
Royaume-Uni			33 538 851	33 538 851	33 538 851
Etats-Unis d'Amérique	850 000		197 876 920	197 876 920	198 726 920
Uruguay			498 872	498 872	498 872
<b>Total - Etats Membres</b>	<b>2 310 230</b>	<b>22 422 253</b>	<b>436 764 681</b>	<b>459 186 934</b>	<b>461 497 164</b>
<b>ETATS NON MEMBRES, AGENCES ET AUTRES</b>					
Etats non membres			851 697	851 697	851 697
Union européenne			64 906 274	64 906 274	64 906 274
Institutions des Nations Unies			21 916 822	21 916 822	21 916 822
Fondation "Mémoire, responsabilité et avenir"			306 310 909	306 310 909	306 310 909
Agences bénévoles et autres		454 419	59 569 390	60 023 809	60 023 809
Intérêts créditeurs, change et revenus divers	2 989 615		3 257 644	3 257 644	6 247 259
<b>Total - Etats non membres, agences et autres</b>	<b>2 989 615</b>	<b>454 419</b>	<b>456 812 736</b>	<b>457 267 155</b>	<b>460 256 770</b>
Remboursement de billets à ordre			18 473 666	18 473 666	18 473 666
Réfugiés, migrants et répondants			21 927 087	21 927 087	21 927 087
<b>TOTAL GENERAL DES CONTRIBUTIONS</b>	<b>5 299 845</b>	<b>22 876 672</b>	<b>933 978 170</b>	<b>956 854 842</b>	<b>962 154 687</b>

\* Remboursements ou prépaiements par des Etats Membres, des Etats non membres, des institutions des Nations Unies et autres agences essentiellement dans le cadre des programmes de transport aux fins de réinstallation.

Voir l'appendice 11 pour la liste des contributions volontaires par donateur et par programme.

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale	A affectation spéciale
	USD	USD
<b><u>ETATS MEMBRES</u></b>		
<b>ARGENTINE</b>		
Technical Assistance to Secretariat of Tourism - National Institute of Statistics and Censuses in Argentina		589 665
Technical Cooperation Project in the Area of Migration (PLACMI)		508 000
Assistance to Small Producers in the Province of Río Negro in Argentina		477 867
Technical Assistance for the Rural Development of Provinces in Argentina		52 765
Agreement between IOM and the Secretariat of Science, Technology and Productive Innovation - refund		( 3 138)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 625 159</b>
<b>AUSTRALIE</b>		
Processing of Australia-Bound Irregular Migrants		17 645 839
Sustainable Return and Reintegration of Sri Lanka Refugees and Development of Host Community		2 340 000
Tsunami Emergency		2 324 800
Care and Voluntary Return of Irregular Migrants in Indonesia		2 119 510
Pakistan Earthquake Emergency		1 851 837
Capacity Building for Migration Management - Inception Phase (CBMM) in Iraq		1 560 273
Immediate Relief and Rehabilitation Assistance to Internally Displaced Persons in Iraq		1 088 208
Reintegration Support for Internally Displaced Persons in Nanggroe Aceh Darussalam, Indonesia		780 000
Jangalak Rehabilitation Project (JRP) in Afghanistan		680 211
Enhanced Migration Management for Timor-Leste		650 542
IOM Regional Support to Assisted Voluntary Returns to Iraq		400 000
Strengthening Intelligence Capacity to Combat Border Crimes in Cambodia		293 152
Return and Reintegration of Trafficked and Other Vulnerable Women and Children in the Mekong Region		269 500
Refurbishment of Indonesian Immigration Offices (REFINIM)		229 008
Cultural Orientation for Australia-Bound Migrants from East Africa		217 530
Technical Capacity Building in Migration Management and Assistance to Returning Labour Migrants in Sri Lanka		200 382
Border Control and Migration Assessment in Fiji		173 235
Border Control and Migration Assessment in Pakistan		170 721
Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime		168 852
Border Control and Migration Assessment in Laos		156 438
The Enhanced Migration Management Programme		153 188
Enhanced No-Interest Travel Loans for SHP Entrants in Australia		151 608
Cultural Orientation for Australia in Egypt		128 467
Australia-bound Cultural Orientation in Middle East		116 669
Return Assistance to Afghan Asylum Seekers Currently Residing in Australia		113 240
IOM Assistance to the Intergovernmental Consultations on Refugees, Displaced Persons and Migrants (APC)		62 696
Cultural Orientation for Australia "South Asia" (AUSCO)		58 352
Capacity Building for Border Control Management (CBBCM) in Jordan		56 393
Website on Regional Consultative Processes		54 000
Intersessional Workshop on Developing Capacity to Manage Migration		53 000
Cultural Orientation for Australia in West Africa (AUSCO WA)		52 940
Urban Displacements in Zimbabwe: Emergency Humanitarian Assistance		52 623
Migration and Development: Cooperation between IOM and the World Bank		50 000
Evacuation of 450 Uzbek Nationals		42 984
Australia Cultural Orientation in South-East Asia (AUSCO SEA)		33 433
Australia Cultural Orientation in Iran (AUSCO THR)		32 587
Migration Management Assessments in Timor-Leste		19 914
Capacity Building in Migration Management Programme in Afghanistan		17 912
Pre-Consular Support Service in Damascus		12 386
Australia-Bound Cultural Orientation in Zimbabwe (AUSCO Zimbabwe)		8 319
Regional Identity Management Workshop on Challenges and Opportunities for Cooperation in Bangkok		5 555
Reimbursable transportation and other costs		7 869 778
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>42 466 082</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME****PROGRAMMES D'OPERATIONS - EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale	A affectation spéciale
	USD	USD
<b>AUTRICHE</b>	226 440	
Emergency Shelter Assistance in Earthquake-Affected Areas of Pakistan		470 588
European Migration Network: Establishment and Launching of the National Contact Point in Austria		80 000
Coordination of Assistance for Voluntary Returns to Afghanistan		41 509
Nexus Institute to Combat Human Trafficking		28 354
Strengthening of Regional Structures and Continued Support for a Trafficked Victims Shelter in Belgrade		17 751
Reimbursable transportation and other costs		198 791
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>836 993</b>
<b>BELGIQUE</b>	843 718	
Centre for Return and Development		4 547 247
Mobilization of African Great Lakes Diaspora for the Development of the Countries of Origin		1 339 869
Associate Experts		407 051
Capacity Building of Georgian Law Enforcement Entities for the Prosecution of Traffickers and Smugglers		318 851
Voluntary Return of Irregular Migrants from Morocco		136 893
Reinforcement of Non-Governmental Organizations in Democratic Republic of Congo		135 685
Staff and office expenses in Brussels		135 051
Support for the Academy for Migration and Refugee Studies in Tehran		67 843
THB Awareness Raising for Secondary School Students in Slovakia		47 667
Capacity Building in Migration Management Programme in Democratic Republic of the Congo		27 686
AIDS Prevention, Positive Living and Empowerment (APPLE)		6 053
Transnational Measures for Ensuring Equal Rights for Minority European Union Citizens		5 356
Preventing Migration of Congolese Women in Kinshasa through Community Stabilization Activities		4 090
Study tour of the Belgian Senate to Ukraine, Moldova and Romania		2 549
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>7 181 891</b>
<b>CANADA</b>		
Pakistan Earthquake Emergency		1 259 783
Tsunami Emergency		1 212 121
Canadian Orientation Abroad (COA)		613 836
Prevention and Assistance Programme for Former Child Combatants in Colombia		326 487
Palestinian Israeli Claims Mechanisms (PICM)		125 293
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		68 000
Development of NGO Capacity to Provide Assistance to Victims of Trafficking in Kyrgyzstan		53 251
Legal Assistance to Victims of Human Trafficking in Romania		47 044
Development of Conceptual Framework and Strategies on Counter-Trafficking in Pakistan		42 326
Overview of International Migration - Module and Trainer's Guide		20 161
Emergency Response to Aceh's Tsunami Disaster		18 028
Repatriation and Social Reintegration of Children at Risk Affected by Migrant Trafficking in Republic of Honduras		16 440
Provision of Services in Albania between IOM and Citizenship and Immigration Canada		10 924
To Promote the Involvement of Albanian TV and Sports Stars in the Struggle against HIV/AIDS		8 034
Pre-Departure Malaria Protocol in Africa		3 598
Land Emergency Repatriation of West African Third Country Nationals in Liberia - refund		( 178 876)
Reimbursable transportation and other costs		9 495 387
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>13 141 837</b>
<b>CHILI</b>		
Technical Assistance to the National Indigenous Development Council (CONADI) in Chile		994 538
Towards a Migratory Policy in Chile		284 890
Technical Cooperation among Developing Countries (TCADC)		279 763
Chilean Special Account (CSA)		30 000
Technical Cooperation Project in the Area of Migration (PLACMI)		15 000
Characterization of Risk and Vulnerability Factors towards HIV/AIDS in the Immigrant Population in Chile		13 806
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 617 997</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale	A affectation spéciale
	USD	USD
<b>COLOMBIE</b>		
Protection of the Land and Property of Internally Displaced Persons in Colombia		811 404
Improvement of Health Services for Internally Displaced Persons in Colombia		188 915
Legal Protection of Internally Displaced Persons' Property in Colombia		124 255
Technical Cooperation Among Developing Countries (TCADC)		62 340
Access to Technology Information Systems for Narino's Coffee-Growing Families		41 940
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 228 854</b>
<b>COSTA RICA</b>		
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		15 460
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>15 460</b>
<b>CROATIE</b>		
Research and Capacity Building on HIV/AIDS and Croatian Migrant Workers		102 403
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>102 403</b>
<b>REPUBLIQUE TCHEQUE</b>		
Selection of Qualified Workers - Leaflets		267 195
Assisted Voluntary Returns in the Czech Republic		173 968
Support for Migration Management in Ukraine		73 805
Reintegration of Rejected Asylum Seekers and Illegal Migrants Returning Voluntarily to Georgia		60 469
Support for Stabilization of Potential Migrants and Prevention of Irregular Migration of Minors in the Czech Republic		57 015
Prevention of Irregular Migration from Armenia through Vocational Training and Creating Job Opportunities		40 593
Training in the Czech Republic for Officials of the Ministry of Security of Bosnia and Herzegovina		25 817
Support for Migration and Asylum Infrastructure Building in Bosnia and Herzegovina		23 459
Supplementary Research for the Analysis of Migration and Settlement of Roma Community		10 545
Pilot Research among Customers of Commercial Sex Services in Two Border Regions of the Czech Republic		7 215
Support for Migration Management in Moldova (SMMM)		5 195
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>745 276</b>
<b>DANEMARK</b>		
Return of Qualified Afghans from Neighboring Countries		978 042
Integrated Assisted Voluntary Return Programme from Denmark to Iraq		370 406
Integrated Return, Reception and Reintegration of Afghan Nationals		341 344
Capacity Building in Migration Management (IDCU) in Afghanistan		274 110
IOM-FRESTA Strategic Partnership Programme for Central Asia		86 087
Voluntary Return Assistance from Denmark		52 035
Danish International Development Agency - Internally Displaced Persons Registration in Northern Uganda		13 170
An Assessment: Human Trafficking of Turkish Citizens		12 911
Migration, Asylum, Refugees Regional Initiative (MARRI) - refund		( 13 973)
Combating Trafficking in Women in Moldova - Prosecution and Criminalization - refund		( 22 841)
Migration, Asylum and Refugees Regional Initiative - refund		( 42 271)
Reimbursable transportation and other costs		524 021
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 573 041</b>
<b>REPUBLIQUE DOMINICAINE</b>		
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		5 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>5 000</b>
<b>EQUATEUR</b>		
Modernization of Passport Issuance System for Ecuador		3 050 922
Institutional Cooperation between IOM and UDENOR		330 000
Labour Migration from Ecuador to Spain		10 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>3 390 922</b>
<b>EL SALVADOR</b>		
Return of Salvadoran Migrants in Mexico and Guatemala		25 000
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		15 000
Technical Cooperation Among Developing Countries (TCADC)		6 140
Statistical Information System on Migration in Central America (SIEMCA)		5 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>51 140</b>

## Appendice 11 (en anglais seulement)

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale	A affectation spéciale
	USD	USD
<b>FINLANDE</b>		
Facilitating Sustainable Return of Internally Displaced Persons in Sudan		764 706
Prevention of Trafficking in Cambodia		363 196
Trafficking Assessment and Counter-Trafficking Capacity Building Project for the Kaliningrad Oblast		182 857
Cultural Orientation Programme for Finland-bound Refugees		160 338
Staff and office expenses in Helsinki		57 136
MORE Project Closing Conference in Helsinki		28 878
Return and Reintegration of Rejected Asylum Seekers from Finland		17 331
Reimbursable transportation and other costs		669 785
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 244 227</b>
<b>ALLEMAGNE</b>		
Reintegration and Emigration of Asylum Seekers from Germany (REAG / GARP)		9 319 110
Transitional Shelter Assistance to Vulnerable Communities in Aceh (TSAVA)		3 242 542
Emergency Relief and Stabilization Project (ERSP) in Indonesia		1 297 017
Winterization Assistance to Earthquake-Affected Population in Pakistan (WAAP)		411 765
Seconded staff		180 737
Associate Experts		160 839
Info Campaign (REAG/GARP)		144 037
Reintegration of Victims of Trafficking: Strengthening of National Supporters in Germany		109 200
Migration, Asylum, Refugees Regional Initiative (MARRI) - running costs		103 137
Return of Skilled and Qualified Afghan Nationals to the Public Sector		75 282
REAG Counselling in Bavaria		50 807
Return of Skilled and Qualified Afghan Nationals to Jobs in the Private Sector in Afghanistan		50 188
Transfer of Staff from Bonn to Nuremberg		47 059
Look and See Visits to Afghanistan		29 686
Integration of Afghan Returnee Children from European Union Countries into Schools		26 637
Roma Survivors Interview (Holocaust Survivors Interview) in Moldova		9 357
Internally Displaced Persons Return and Reintegration Assistance in Huambo and Kuanza		9 300
Integrated Experts Programme (GAPPO)		8 552
Pilot Programme for the Promotion of Development of Emigration Zones in Tunisia (PROCHE)		4 737
Seminar on Counter-Trafficking in Germany - refund		( 4 936)
Technical Assistance for Tschaldavar Checkpoint in Kyrgystan - refund		( 8 862)
Technical Assistance for AK-Tilek Checkpoint in Kyrgystan - refund		( 9 045)
Support for Enterprise Development in Minority Regions (SEDMIN) in Kosovo - refund		( 59 635)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>15 197 511</b>
<b>GRECE</b>		
ASPIDDA (SHIELD): Combating Exploitation - Creating Perspective in Greece		133 199
Pilot Assisted Voluntary Return Project Ex Greece		41 740
Information Center in Greece for Support Activities		6 824
Assisted Voluntary Return of Afghan Asylum Seekers from Greece (under the AKTINERGIA programme)		3 951
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>185 714</b>
<b>GUATEMALA</b>		
Diagnostic and Feasibility Study for Sanitary Infrastructure in Potun, Peten, Guatemala		5 509 849
Port Infrastructure in the Port of Champerico in Guatemala		3 974 321
Urban and Rural Community Support Programme in Guatemala		675 015
FONAPAZ Project		610 076
IOM-Guatemala Multilateral Cooperation with Institutions		200 663
Return of Vulnerable Guatemalan Migrants		138 656
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		5 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>11 113 580</b>
<b>GUINEE-BISSAU</b>		
Financial and Procurement Unit for the Programme of ex-Combatants (funded by the World Bank)		499 634
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>499 634</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME****PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>HONDURAS</b>		
Integral Project for the Modernization of the Passport Issuance Process by the Republic of Honduras		1 633 244
Assistance for Honduran Migrants Returned from the United States of America		14 750
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 647 994</b>
<b>HONGRIE</b>		
	48 366	
Hungarian Assisted Return and Information Programme		27 637
Reimbursable transportation and other costs		103 538
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>131 175</b>
<b>IRLANDE</b>		
Assisted Voluntary Return Programme in Ireland		742 323
Pakistan Earthquake Emergency		646 916
Research and Capacity Building in Conflict Management and Federalism in Ethiopia		213 599
Support for Displaced Migrant Workers and Other Mobile Populations in the Field of Health Care in Thailand		130 719
Voluntary Assisted Return Programme for Unaccompanied Minors Living in Ireland		92 939
Voluntary Assisted Return and Reintegration Programme for Nationals of Sub-Saharan African Countries in Ireland		91 922
HIV/AIDS National Capacity-Building and Awareness-Raising Activities in Bosnia and Herzegovina		60 533
Study for Irish Economic and Social Council (NESCI)		58 251
Reimbursable transportation and other costs		69 371
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 106 573</b>
<b>ITALIE</b>		
Information Dissemination for the Prevention of Irregular Migration from the Arab Republic of Egypt		791 505
Measures to Support and Integrate Voluntary Return from Italy to Romania		706 834
Migration for Development in Africa: MIDA Senegal		705 882
Migration for Development in Africa: MIDA Ghana		705 882
Promotion of the Human Rights of Victims of Trafficking and Sexual Exploitation in Cambodia		680 312
Institutional Support for the Activities of the Central Service (ISA) in Italy		661 163
Community Health Revitalization Programme (CHRP) in Indonesia		604 595
The Migrant's Image in Italy through Media, Civil Society and the Labour Market		563 015
Voluntary contributions - to be allocated		409 034
Development and Migration Circuits in European Union Member States and Sub-Saharan Africa		361 882
Institutional Support for the Voluntary Return Measures of the National Asylum Programme		321 278
Assisted Voluntary Return and Reintegration of Victims of Trafficking ex Italy		314 068
Counter-Trafficking in Women and Children in the Balkans		313 676
Migration Information and Liaison Service (MILS)		313 676
Trafficking Prevention in Albania and Romania (TPAR)		310 355
Associate Experts		154 780
Migratory Flows from Sri Lanka to Italy - Personal Care Sector		142 535
Urgent Preparatory Actions to the "TRIM programme" on Transit and Irregular Migration Management in Libya		131 990
Technical support for Spain		131 744
Partnership in European Union (Integration of Asylum Seekers) promoted by ANCI		128 864
System Actions to Support Social Integration for Migrant Workers in Italy (SASI)		120 995
Selection, Training and Transfer of Migrant Workers from Moldova to Italy		101 784
Integrarsi Local Networks for AS&R Integration in Italy		90 359
Capacity Building of Georgian Law Enforcement Entities for the Prosecution of Traffickers and Smugglers		65 359
UN, IOM and International Migration: Towards the High-Level Dialogue on International Migration (HLD)		62 735
Regional Migrant Service Centres (MSC) in the Western Balkans		62 735
Somali Family Reunification to Italy		62 735
Repatriation of non-European Union Citizens from Italy		58 925
Integrated Migration Information System (IMIS)		53 806
Voluntary Return of Sri Lankans Stranded in the Arab Republic of Egypt		50 206
Pilot Programme for the Promotion of Development of Emigration Zones in Tunisia (PROCHE)		36 675
Support Measures for the Voluntary Return of Stranded Migrants in Italy		30 113
Irregular Migration and Trafficking in Unaccompanied Minors in Romania and Moldova		29 929
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>9 279 426</b>



**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale	A affectation spéciale
	USD	USD
<b>JAPON</b>		
Tsunami Emergency		25 000 000
Facilitating Sustainable Return of Internally Displaced Persons in Sudan		4 633 641
Pakistan Earthquake Emergency		1 000 000
Return and Reintegration Assistance for Trafficked Victims in Japan		222 486
Associate Experts		264 482
Urban Displacements in Zimbabwe: Emergency Humanitarian Assistance		87 812
Resettlement of Vietnamese in Japan		60 477
Symposium on the Integration of Foreigners in Japan		51 327
Technical Cooperation Project in the Area of Migration		32 664
Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime		10 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>31 362 889</b>
<b>LETTONIE</b>		
Step by Step in Latvia		39 029
Open Labour Market for Women in Latvia		23 033
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>62 062</b>
<b>LITUANIE</b>		
Assisted Voluntary Return and Reintegration of Unsuccessful Asylum Seekers from Lithuania		80 886
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>80 886</b>
<b>MEXIQUE</b>		
Assisted Voluntary Return from Mexico		362 020
Statistical Information System on Migration in Central America (SIEMCA)		202 488
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		33 364
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>597 872</b>
<b>PAYS-BAS</b>		
Return of Asylum Seekers from the Netherlands (REAN)		14 100 685
Strengthening the Indonesian National Police Force through Institution Building		2 405 594
Management Co-ordination Mechanism (MCM) to Verify and Monitor Voluntary Returns in Sudan		2 000 000
Post-tsunami Family Shelter and Non-Food Items Project in Aceh, Indonesia		1 741 381
Urban Displacements in Zimbabwe: Emergency Humanitarian Assistance		1 498 798
Immediate Relief and Rehabilitation Assistance to Internally Displaced Persons in Iraq		1 088 208
Associate Experts		393 889
IOM Trust Fund Programme		376 471
Assistance to Ex-combatant Youngsters		370 017
Stranded Migrants in Northern Africa		293 040
Reintegration Assistance to Separated Ministry of Defence Personnel in the Republic of Croatia		254 045
Regional HIV Safe-Mobility Curriculum in Mekong Region		239 000
MIDA Ghana Health Project II		140 527
Programme for Prevention Assistance and Reintegration of Smuggling Victims in Colombia		134 982
Expanding and Consolidating Reintegration Assistance to Former Albanian Victims of Trafficking in Albania		121 183
Reducing Irregular Migration through Informed Decisions (MIRC) of the Migration Department in Moldova		112 683
Return of Unaccompanied Minors to the Democratic Republic of the Congo		103 259
Information Dissemination for the Prevention of Trafficking in Human Beings in Georgia (2004-2006)		100 000
Assisted Voluntary Return of Irregular Migrants Stranded in Syria		97 316
KPC (Kosovo Protection Corps) Trust Fund		75 320
Return Migration and Health II in the Netherlands		60 587
Return and Reintegration of Afghan Asylum Seekers from the Netherlands		56 879
Combating Trafficking in Turkey: A Strategic Approach to Law Enforcement		41 132
International Dialogue for Migration: Seminar on Migration and Development		35 000

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>PAYS-BAS (suite)</b>		
Trafficking, Awareness Raising of Judicial Authorities		25 882
Migration and Religion in a Globalized World		24 038
Randstad Return Initiative		22 592
Assessment Study of Migrants in Syria		21 176
Information Dissemination for the Prevention of Irregular Migration in Armenia		14 434
Migration Policy and Research Programme (MPRP)		10 987
HIV/AIDS Prevention Programme for Professional Truck Drivers in Senegal		9 695
Research Priority on HIV/AIDS, Population Mobility and Migration		8 760
Awareness Raising on Trafficking in Human Beings for Secondary School Students in Slovakia		4 724
Prevention of the Spread of HIV/AIDS and Sexually Transmitted Infections (STIS) in Slovenia		2 828
Creation of the Unified Database for Social Assistance on Counter-Trafficking in Lithuania		2 506
Tsunami Emergency		2 148
Cross-Border Returns Between Croatia and Bosnia and Herzegovina - refund		( 8 474)
Reintegration Assistance to Separated Ministry of Defense Personnel in the Republic of Croatia - refund		( 12 193)
Fund to Assist Returnees from Netherlands - refund		( 12 716)
Reimbursable transportation and other costs		302 181
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>26 258 564</b>
<b>NOUVELLE-ZELANDE</b>		
Post-Tsunami Recovery in Banda Aceh		1 419 295
Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime		28 269
Reimbursable transportation and other costs		726 983
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 174 547</b>
<b>NORVEGE</b>		
Reintegration Assistance to Separated Ministry of Defense Personnel in the Republic of Croatia		2 170 374
Assistance to the Voluntary Return of Unsuccessful Asylum Seekers from Norway		1 802 003
Southern African Counter-Trafficking Assistance Programme		613 945
Assistance to UNHCR and the Government of Angola on the Internal Movement of Refugees		473 565
UN Consolidated Inter-Agency Appeal for Côte d'Ivoire		405 832
National Mental Health Programme in Cambodia		384 402
Cultural Orientation Programme for Norway-bound Refugees		383 218
Assistance to Displaced Persons in Côte d'Ivoire		318 616
Long-Term Recovery and Reintegration Assistance to Trafficked Women and Children in Cambodia (LTRR)		245 220
Capacity-Building Project Targeting Staff of the Ministry of Foreign Affairs of Moldova		200 000
Stabilization Project for the Victims of Trafficking in the Border Regions of The former Yugoslav Republic of Macedonia		193 530
Assistance to Trafficked Women and Children in Macedonia (PAPR)		161 328
Research and Capacity Building in Conflict Management and Federalism in Ethiopia		151 396
Travel Assistance to Families of Tsunami Victims		147 959
Counter-Trafficking in Kenya: A Capacity-Building and Awareness-Raising Initiative		104 707
Regional Temporary Exit Programme for Persons at High Risk in Colombia		98 150
Feasibility Study on Social Housing for Migrants in Albania		66 050
Return and Reintegration for Victims of Trafficking in Poland		21 017
Reintegration Assistance to Separated Defence Personnel in Serbia and Montenegro		12 015
European Union Electoral Observation Mission to the General and Presidential Election in Indonesia 2004		5 188
Survey of Trafficking in Persons from Central Asia		3 338
Exchange of Information and Lessons Learned in the Field of Reducing Irregular Migration - refund		( 4 034)
Workshops for the Development of Counter-Trafficking Initiatives in Bangladesh - refund		( 14 678)
Regional Mechanism to Support Negotiations with Source, Transit and Destination Countries - refund		( 21 794)
Reimbursable transportation and other costs		906 207
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>8 827 554</b>
<b>PANAMA</b>		
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		7 923
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>7 923</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale	A affectation spéciale
	USD	USD
<b>PARAGUAY</b>		
Technical Cooperation Project in the Area of Migration (PLACMI)		42 743
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>42 743</b>
<b>PEROU</b>		
Technical Support to Lima's Town Hall Work Execution Services		14 281 185
Strengthening the Public Prosecutor's Office in Peru		3 207 480
Programme to Reorganize and Modernize the Public Prosecutor's Office		704 022
Strengthening the Management System of Lima's Town Hall		476 485
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>18 669 172</b>
<b>POLOGNE</b>		
	20 000	
Tsunami Emergency		99 980
Assisted Voluntary Return and Reintegration of Unsuccessful Asylum Seekers from Poland		24 797
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>124 777</b>
<b>PORTUGAL</b>		
Tsunami Emergency		482 509
Programme for Voluntary Return ex Portugal		235 544
Cooperation-Action-Investigation-World Vision		44 515
Sowing to Collect in Lisbon		4 900
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>767 468</b>
<b>REPUBLIQUE DE COREE</b>		
Tsunami Emergency		500 000
Survey on Labour Emigration Management Systems of Republic of Korea		72 459
Pakistan Earthquake Emergency		50 000
Manila Administrative Center - to cover small projects in Korea		6 679
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>629 138</b>
<b>ROUMANIE</b>		
Reducing the Incidence of Trafficking in Aceh Post-Tsunami		46 235
Assisted Humanitarian Voluntary Returns from Romania (AHVR)		30 857
European Union Electoral Observation Mission in Afghanistan		8 865
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>85 957</b>
<b>SLOVAQUIE</b>		
Capacity Building and Implementation of Assisted Voluntary Returns in Slovakia		29 186
Voluntary Return ex Bratislava		9 594
Information Campaign about Assisted Voluntary Returns to the Country of Origin in Slovakia		6 461
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>45 241</b>
<b>SLOVENIE</b>		
Translation of the Rapid Action-oriented Research on Trafficking in Slovenia		9 900
Awareness Raising about Integration of Refugees (ARNIR) in Slovenia		6 649
Prevention of the Spread of HIV/AIDS and Sexually Transmitted Infections (STIS) in Slovenia		2 290
Translation of IOM Glossary into Slovene		1 175
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>20 014</b>
<b>AFRIQUE DU SUD</b>		
Internally Displaced Persons Return and Reintegration Assistance in Huambo and Kuanza in Angola		109 500
Migration Dialogue for Southern Africa (MDSA)		25 269
Southern African Counter-Trafficking Assistance Programme		25 269
Emergency Assistance to Mobile and Vulnerable Populations in Zimbabwe		25 269
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>185 307</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>SUEDE</b>		
Multisector Support for Return and Reintegration in Sudan		2 221 270
Pakistan Earthquake Emergency		1 244 294
Combating Trafficking in Human Beings in South-East Europe and the Balkans Region		1 077 921
Emergency Assistance to Mobile and Vulnerable Populations in Zimbabwe		1 041 773
Partnership on HIV/AIDS and Mobile Populations in Southern Africa (PHAMSA)		774 980
Establishment of European Union-Compatible Migrations and Visa Matters - CARDS in Western Balkans		741 464
Tsunami Emergency		717 634
Internally Displaced Persons Return and Reintegration Assistance in Huambo and Kuanza in Angola		704 579
Information Support Services to Internally Displaced Persons Returns in Sudan		687 152
Capacity Building for Developing Migration Procedures and Migration Policies in the Republic of Moldova		627 608
Associate Experts		524 219
Swedish Medical Teams for Kosovo and Bosnia and Herzegovina		499 970
High-Impact Awareness Raising on HIV/AIDS in Angola		472 915
Combating Trafficking in Women in Ukraine		423 000
The East-Central European Cross-Border Cooperation Enhancement Process (the "Söderköping Process")		309 647
Combating Trafficking in Women in Moldova (Prosecution and Criminalization/Protection and Reintegration)		297 924
Combating Trafficking in Human Beings in Turkey: Direct Assistance to Victims of Trafficking		271 696
Assistance to Victims of Trafficking in Human Beings in Kyrgyzstan		256 031
Protection of the Land and Property of Internally Displaced Persons in Colombia		186 494
Head of MARRI Unit		140 621
Legal Assistance for Migrants in Kazakhstan and Central Asia		130 646
Internally Displaced Persons Return and Reintegration in Uganda		124 172
Return of Somali Nationals from Sweden to Somalia: Preparation and Appraisal		112 208
Community Strengthening Programme for the Protection of Ethnic Groups' Property in Colombia		98 742
Seconded staff		90 650
Research and Capacity Building in Conflict Management and Federalism in Ethiopia		64 028
Combating Trafficking in Women in Turkey, Awareness Raising/Capacity Building		39 963
Voluntary Return Assistance from Sweden		23 662
"Democratization and Human Rights" in South-Eastern Europe		12 019
Interpreting services for the Embassy of Sweden in Kenya		11 247
Regional Programme of Assistance for the Protection of Trafficked Women and Children in Western Balkans - refund		( 392 395)
Reimbursable transportation and other costs		1 103 729
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>14 639 863</b>
<b>SUISSE</b>		
	321 706	
IOM Bern office costs		740 347
Tsunami Emergency		442 478
Sustainable Internally Displaced Persons Returns and Reintegration in Vulnerable Environments (SIRRVE) in Afghanistan		430 185
Voluntary Return for Vulnerable Cases to Bosnia and Herzegovina and Serbia and Montenegro		396 891
Internally Displaced Persons Return and Reintegration Assistance in Huambo and Kuanza in Angola		305 387
Bern Initiative		289 420
Assisted Voluntary Return to Angola		271 017
Assisted Voluntary Return Programme in the Canton of Vaud, Switzerland		225 947
Employment Assistance Services (EAS) for Returnees from Switzerland to Guinea, Sierra Leone, Burkina Faso and Mali		190 981
Assisted Voluntary Return from Switzerland to Nigeria		164 249
Reintegration Assistance Switzerland (RAS)		155 678
Employment Assistance Services (EAS) for Kosovar Returnees from Switzerland		150 165
Training Programme for Members of the Judiciary and Students of Law in The former Yugoslav Republic of Macedonia		136 041
Community-Owned Sustainable Water Use and Agricultural Initiatives (COSWA) in Azerbaijan		125 000
Assisted Voluntary Returns from Switzerland to Guinea		124 420
Assisted Voluntary Return to the Democratic Republic of Congo		100 000
Employment Assistance Services (EAS) in Bosnia and Herzegovina		91 667
Capacity Building for Nigerian Immigration Services to Improve Border Management		88 640

## Appendice 11 (en anglais seulement)

LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMMEPROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>SUISSE (suite)</b>		
Cooperation with Stability Pact Office in Enhancing Social Cohesion in Brussels		63 451
Assisted Voluntary Returns from Switzerland to Sierra Leone		62 200
International Migration Law Course - San Remo 2005		49 277
Revitalization of Shvanidzor in South Armenia - A Pilot Project on Rehabilitation of Water System		45 815
Water Supply for Vukosavlje in Bosnia and Herzegovina		44 228
Capacity Building in Migration Management in Ukraine		39 370
RIF - Return Information Fund		38 630
International Migration Law Book		35 000
Prevention of Trafficking in Women and Children in Tehran		30 000
Humanitarian Assistance to the Village of Jasa Tomic in Serbia and Montenegro		18 324
Reconstruction of Mental Health Center in Bosanski Samac, Bosnia and Herzegovina		15 005
Combating Trafficking in Human Beings in Belarus - Protection and Reintegration Assistance		10 138
Awareness Raising for the Prevention of Trafficking in Slovakia		8 298
Information Referral Services (IRS) for Returnees from Switzerland to Bosnia and Herzegovina		8 287
Regional Clearing Point in Belgrade		7 752
Information Referral Service (IRS) for Swiss Returnees in Pristina		6 989
Community Infrastructure Rehabilitation Project in Azerbaijan		6 344
Sustainable Internally Displaced Persons Return and Reintegration in Vulnerable Environments in Afghanistan		4 862
Migration Health Research		4 425
Assistance to Victims of Trafficking in Ukraine		2 455
Support to IOM's Technical Cooperation Capacities in Southern Africa and Neighboring Countries		1 229
Performance against Trafficking of Women from Armenia		1 000
Associate Experts - refund		( 12 501)
International Migration Policy Programme - refund		( 172 752)
Reimbursable transportation and other costs		452 482
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>5 198 821</b>
<b>THAÏLANDE</b>		
Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime		3 604
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>3 604</b>
<b>TURQUIE</b>		
Pakistan Earthquake Emergency		100 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>100 000</b>
<b>ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD</b>		
Voluntary Assisted Return and Reintegration Programme (VARRP)		15 524 749
Community Stabilization Initiative / Alternative Livelihoods in Afghanistan		5 747 126
Tsunami Emergency		1 915 709
Emergency Assistance to Mobile and Vulnerable Populations in Zimbabwe		1 477 949
Pakistan Earthquake Emergency		1 334 520
The Programme for Assisted Voluntary Returns for Irregular Migrants in the United Kingdom (AVRIM II)		1 112 459
Internally Displaced Persons Return and Reintegration Assistance Programme (IRRAP) in Afghanistan		943 396
Humanitarian Assistance to Deported Migrants and Mobile Populations in Zimbabwe		626 326
Immigration Analysis and Investigations Project (IAIP) for the Republic of Indonesia		592 863
Mass Information Campaign for Prevention of Irregular Migration from Romania to the United Kingdom		522 411
Management Co-ordination Mechanism (MCM) to Verify and Monitor Voluntary Returns in Sudan		500 000
Cross-Border Mobility, Irregular Migration and HIV/AIDS in Zimbabwe - Information Dissemination Strategy		460 321
Urban Displacement in Zimbabwe: Responses to HIV Vulnerability and Gender-Based Violence		401 900
Returns to Afghanistan Programme (RAP)		375 866
Stranded Migrants in Northern Africa		363 196
Joint United Nations Proposal for Fast-Track Funding for a Strengthened HIV/AIDS Response in Zimbabwe		287 356
International Conference in China: Maximizing the Benefits of Internal Migration for Development		274 771
Transitional Assistance to Former Soldiers in Bosnia and Herzegovina		180 505
Capacity Building for Protection of Vulnerable Labour Migrants in Asia		173 563
International Dialogue for Migration: Seminar on Migration and Development in Switzerland		172 414

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME****PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD (suite)</b>		
Migration Health Assessment, Health Treatment and Travel Services for the Refugee Resettlement Programme		164 289
Assisted Voluntary Return for Irregular Migrants in the United Kingdom		124 852
Registration and Socio-economic Reintegration of Former Kosovo Liberation Army Soldiers (ICRS) in Kosovo		114 193
Research and Capacity Building in Conflict Management and Federalism in Ethiopia		113 100
Capacity Building of Border Security Forces (BSF) and Law Enforcement Forces (NAJA) in Iran		110 900
Enhanced Border Control Capacity Cambodia		90 265
Voluntary Returns of Irregular Migrants Stranded and Destitute in Serbia and Montenegro		82 353
Reintegration in the Balkans by Reinforcing Local Non-governmental Organizations		46 182
Programme for the Development and Maintenance of a Private-Sector Initiative around HIV/AIDS in Lesotho		33 056
Capacity Enhancement and Outreach Programme for Safe Migration in Bangladesh		32 842
Raising Awareness about Safe Migration in Bangladesh through Outreach Programmes		27 049
Outreach Expansion Project in United Kingdom		18 975
Documentary Film: Work in the United Kingdom and Risks of Irregular Labour Migration		17 309
Assistance to Victims of Trafficking from Lithuania		15 878
Cultural Orientation Project for United Kingdom-bound Burmese Refugees in Thailand (UKCO-TH)		13 275
Capacity Building for Border Control Management (CBBCM) in Jordan		13 203
Legal Assistance to Victims of Human Trafficking in Romania		10 000
High-Impact Awareness Raising about HIV/AIDS in Angola		10 000
Workshop on Labour Migration in the Western Balkans Region		3 853
Survey on Zimbabwean Nationals in the United Kingdom and South Africa - refund		( 15 623)
Developing Best Practices: Counter-Trafficking of Women and Girls in the Balkans - refund		( 28 043)
Regional Information Campaign in Poland, Slovakia, Czech Republic and Hungary - refund		( 33 343)
Return, Reintegration and Development in Somalia - refund		( 413 114)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>33 538 851</b>
<b>ETATS-UNIS D'AMERIQUE</b>	850 000	
US Refugee Programme - Bureau of Population, Refugees and Migration		66 000 249
Provincial Reconstruction - Quick Impact Projects in Afghanistan		21 474 847
Community Strengthening Initiatives in Northern Ecuador: Sucumbios, Carchi and Esmeraldas		13 944 059
School and Clinic Construction and Refurbishment Programme in Afghanistan		13 942 275
Assistance to Internally Displaced Persons and Receptor Communities in Colombia		11 083 556
Afghanistan Transition Initiative (ATI)		9 849 792
Preparation for and Response to the Needs of Internally Displaced Persons in Iraq		7 501 845
Haiti Transition Initiative		6 291 072
Iraq Property Claims Programme		6 038 947
Programme for Strengthening Peace in Colombia		4 472 487
Pakistan Earthquake Emergency		2 430 243
Assistance Programme for Displaced People along Colombian Borders with Ecuador, Panama and Venezuela		2 000 253
Emergency Assistance to Mobile and Vulnerable Populations in Zimbabwe		1 797 202
Strengthening Technical Capacity in Trinidad and Tobago		1 589 000
Prevention of New Internal Displacements as a Result of Drought in Afghanistan		1 563 789
Activity Management for Migrant Operations in Guantanamo Bay		1 491 109
Transportation and Logistics Assistance to UNHCR on the Internal Movement of Refugees within Angola		1 300 000
Building Iraq's Capacity to Address Migrants' Voluntary Return Assistance Needs		1 300 000
Support Programme for ex-Combatant Children in Colombia		1 256 830
Assistance for Angolan Refugees Repatriation Operation for Zambia		1 212 372
Combating Trafficking in Persons in Central Asia		1 057 749
Provincial Women's Centres in Afghanistan		1 026 728
Transportation and Logistics Assistance for the Return of Sudanese		1 000 000
Emergency Assistance to Tsunami Victims in Indonesia		999 997
Voluntary Repatriation of Liberians from Nigeria		835 000
Counter-Trafficking in Ukraine		822 893
Reintegration Support in NAD (Nanggroe Aceh Darussalam) Project in Indonesia		700 135
Pilot Programme of Assistance for the Return, Rehabilitation and Reintegration of Trafficked Persons in Indonesia		600 000
Conflict Management Initiative Angola		580 347

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME****PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)</b>		
Assistance to Victims of Trafficking in Mexico		500 000
Emergency Relief Assistance to Tsunami Victims in Sri Lanka		500 000
Trafficking Prevention and Victim Protection Project in Cambodia		450 000
Expansion of Tajikistan Border Guard Training Centre to Khorog, Tajikistan		450 000
Assistance to Victims of Trafficking in Turkey		444 906
Migrant Health Project in Tak and Chiang Rai, Thailand		403 580
Enhancing Migration Management in Ukraine		350 000
Trafficking Reduction Programme in Cambodia		339 162
Assistance to Mobile Populations in Zimbabwe		326 794
Income tax reimbursement		307 171
Yeji Trafficked Children in Ghana		300 000
Combating Trafficking in Persons in Tajikistan: Shelter for Assistance to Victims		300 000
Voluntary Repatriation of Angolan Refugees by Air Charter from Namibia		300 000
Enhancing Immigration Inspection and Border Control on the Land Border of Kazakhstan and Uzbekistan		300 000
Preparatory Assistance Programme for Internally Displaced Persons Return and Reintegration in Sudan		299 985
Return and Integration of Trafficked Women and Children between Selected Countries in the Mekong Region		287 286
Reintegrate Victims of Trafficking in Cambodia		250 000
Counter-Trafficking Initiative in Tanzania		250 000
Psychosocial Rehabilitation and Material Support in Cambodia		248 771
Internally Displaced Persons Liberia - Return and Reintegration Assistance		240 000
Border Control Kazakhstan and Central Asia		239 426
Associate Experts		236 601
Reintegration Programme for Kosovar Victims of Trafficking, Particularly Women and Children		233 079
Pilot Research Project for the Improved Collection of Data on Trafficking in Persons among ASEAN Countries		231 026
Inter-Agency Referral System (IARS) Project for Return and Reintegration Assistance to Trafficking Victims in Malaysia		215 000
Training on Counter-Trafficking for International Law Enforcement Academies (ILEA)		207 880
Capacity Building for the Prevention of Trafficking in the Caribbean		207 194
Combating Trafficking in Humans in Armenia: A Social Mobilization Project		200 000
Alien Affairs Management Improvement in Costa Rica		200 000
Preventing Trafficking by Providing Information on Counselling Services in Ethiopia		173 406
Protection, Return and Reintegration of Trafficked Persons in Serbia		164 039
Economic Rehabilitation of Trafficked Victims in India		162 654
A Partnership Network to Combat and Prevent Trafficking in Persons in Bulgaria		160 000
Prevention of Sexual Exploitation of Children and Adolescents and Assistance of Victims in Chile		160 000
IOM/UNHCR Joint Seminar in the Caribbean		160 000
The Technical Cooperation Centre for Europe and Central Asia: Support for 2005-2006 Activities		160 000
Migration Management in the EECA: Training in the "Essentials of Migration Management" Tool Kit		150 565
Trafficking Prevention and Awareness-Raising Campaign in Bosnia and Herzegovina (PARC)		150 480
International Trafficking of Women for the Sex Industry in Peru		150 000
Establishment of the Technical Support Unit (TSU) of the Regional Conference on Migration		141 400
Counter-Trafficking Training to Migration Authorities of the Regional Conference		140 000
Programme of Assistance for the Protection and Reintegration of Trafficked Women and Children		130 000
Border Management in Tajikistan, "Bratsvo" Checkpoint		129 000
Screening and Treating TB in Burmese Refugee Camps in Thailand		125 000
Transitional Assistance to Former Soldiers in Bosnia and Herzegovina		125 000
Emergency Response to Aceh's Tsunami Disaster		123 220
Prevention of Trafficking in Persons in Belarus		121 376
Building Networks of Support for Trafficked Persons in Quang Ninh Province, Viet Nam		120 000
Shattered Dreams - Raising Awareness about People Trafficking in Thailand		113 000
Assistance to the Victims of Trafficking in United States of America		110 700
Programme in Southern African Counter-Trafficking Assistance		110 000
Counter-Trafficking Activities in Romania 2003		110 000
Intersessional Workshop on Developing Capacity to Manage Migration		108 110
Technical Assistance to the Government of Tajikistan on Combating Trafficking in Human Beings		100 000

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME****PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>ETATS-UNIS D'AMERIQUE (suite)</b>		
Training for Counter-Trafficking Activities with Pilot Training Sessions in the Caribbean		97 000
Counter-Trafficking Training Programme for Religious Personnel		95 000
Counter-Trafficking Awareness Campaign Targeting Young Women and Girls		90 743
Assistance to Restaveks in Haiti		90 000
Combating Trafficking in Women in Belarus		85 000
Assess and Build Initial Capacity for Bangladesh Government's Machine-Readable Passport Programme		78 722
Public Information Campaign for the Prevention of Trafficking in Persons in Bangladesh		76 659
Migration Dialogue for Southern Africa		70 000
Global Assistance Counter-Trafficking Database		66 782
Awareness Raising about Migrant Rights and Welfare in Thailand		66 686
Bali Ministerial Conference on People Smuggling, Trafficking in Persons and Related Transnational Crime		61 388
Political Rights Enfranchisement System Strengthening (PRESS)		52 903
Technical Cooperation Project in the Area of Migration (PLACMI)		50 000
Trafficking Victims Assistance Centers in Moscow		50 000
World Migration Report		50 000
Fourth South American Conference on Migration		50 000
Seminar on Health and Migration - International Dialogue		44 872
IOM Rehabilitation Centre in the Republic of Moldova		44 700
Performing Arts against Trafficking in Persons in Romania		43 531
Transitional Assistance to Victims of Trafficking in Bosnia and Herzegovina		36 832
Counter-Trafficking Interventions for Victims of Trafficking in Bangladesh		31 517
Awareness Building to Stop Violence against and Trafficking in Women and Children in Bangladesh		31 508
Capacity Building for Officials in Lithuania: Development of a Counter-Trafficking Training Manual		26 635
Multi-Agency Model of Cooperation for Combating Trafficking in Human Beings in Bulgaria		5 561
Registration and Survey of Iraqi Former Soldiers		2 294
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>197 876 920</b>
<b>URUGUAY</b>		
Programme for Youngsters with Employment Problems in Uruguay		193 931
Cooperation Agreement with the University of Uruguay		153 168
Cooperation Agreement with the Government of Uruguay		151 773
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>498 872</b>
<b>Total partiel Etats Membres</b>	<b>2 310 230</b>	<b>459 186 934</b>
<b>ETATS NON MEMBRES</b>		
<b>ESPAGNE</b>		
Voluntary Return of Immigrants from Spain		603 513
Stranded Migrants in Morocco		248 184
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>851 697</b>
<b>Total partiel -- Etats non Membres</b>		<b>851 697</b>
<b>UNION EUROPEENE</b>		
Demobilization and Reintegration of Former Combatants and Detainees in the Indonesian Province of Aceh		4 567 308
Transport and Logistics Assistance to Angolan Nationals Returning from Zambia		4 445 780
Immediate Emergency Relief in Nias and Simeulue Islands in Indonesia		3 849 208
European Union Electoral Observation Mission in Afghanistan		3 795 268
Capacity Building in Migration Management in Ukraine		3 698 811
European Union Electoral Observation Mission in Haiti		3 311 853
European Union Electoral Observation Mission to Guinea Bissau		2 390 886
European Union Electoral Observation Mission in Venezuela (EU-EOM)		2 337 943
European Union Electoral Observation Mission to West Bank and Gaza		2 248 631
Emergency Assistance for Tsunami-Affected Displaced Persons in Eastern Sri Lanka		2 203 863
Election Support Project (ESP) in Iraq		2 162 965



**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>UNION EUROPEENNE (suite)</b>		
Philippine Border Management Project		1 726 315
European Union Electoral Observation Mission in the Democratic Republic of the Congo (EU-EOM)		1 667 752
Assistance to Community Stabilization in Timor-Leste		1 595 655
Emergency Shelter Assistance in Earthquake-Affected Areas of Pakistan		1 509 581
European Union Election Support Project Iraq		1 421 846
Rehabilitation of Primary Health Care Centres Damaged by the Tsunami in Indonesia		1 314 691
Programme for the Enhancement of Transit and Irregular Migration Management in Libya (TRIM)		1 054 151
Transport and Logistical Support for Tsunami Recovery and Reconstruction in Sri Lanka		1 047 151
Transportation Assistance for the Most Vulnerable Internally Displaced Persons in Liberia		1 028 870
European Union Election Observation Mission in Sri Lanka (EU-EOM)		899 622
Darfur Registration and Database Management		896 732
Humanitarian Assistance to Internally Displaced People in Iraq		819 615
Combating Trafficking in Human Beings in Ukraine		810 493
Emergency Humanitarian Assistance to Mobile and Vulnerable Populations in Zimbabwe		751 841
Assistance for Relocation of Internally Displaced Families in Jaffna District in Sri Lanka		692 800
Development of Reliable and Functioning Policing Systems to Strengthen the CARDS Countries		627 860
Regional Dialogue and Programme on Facilitating Migration between Asia and the European Union		587 098
Technical Capacity Building on Migration Management and Assistance to Returning Labour Migrants in Sri Lanka		583 215
Assistance to Displaced Persons in West Côte d'Ivoire (Guglio)		554 159
Immediate Assistance to Internally Displaced and Destitute Households Evicted in Urban Areas in Zimbabwe		470 522
Combating Irregular Migration: Support to Readmission Policy Development and Implementation in Albania		461 357
An Integrated Approach to Promoting Legal Migration through National Capacity Building		400 976
Enhanced Capacity Building in Migration Management to Support Effective Readmission of Returnees to Sri Lanka		395 806
Support for Enterprise Development in Minority Areas (SEDMIN III)		372 959
National Strategy on Migration: Development of a Migration Management System in Albania		361 019
Community Stabilization Programme, Eastern Regions of Kosovo		359 023
Dialogue and Technical Capacity-Building Programme in Migration Management for Central Asia and Pakistan		342 854
Reintegration in the Balkans by Reinforcing Local Non-governmental Organizations		331 369
Fighting Trafficking in Persons in the Republic of Moldova		329 268
Support for Dialogue and Irregular Migration Management in the Maghreb, West Africa		305 359
Health and Rehabilitation Project in Iraq (MEHRPI II)		244 613
Training of Border Guards and Border Police in Providing Assistance to Victims of Trafficking		236 456
IOM Security Upgrades for Re-entry into Iraq		227 597
Capacity Building for Migration Management Programme for Moldovan Border Guards and Border Officials		217 654
Community Stabilization Programme (CSPIII)		202 673
Integration Pilot Project for Socio-economic Development in a Local Region with High Migration Potential in Morocco		186 176
Coping with Return in Netherlands		184 550
European Migration Network: Establishment of the National Contact Point in Austria		172 894
Partnership for Vocational Activation of Roma People through Social Economy Tools		168 465
Return of Skilled and Qualified Afghan Nationals to Jobs in the Private Sector in Afghanistan		167 245
Return of Afghans from the European Union		165 430
Strengthening of an Operational Network in the European Union		159 821
Placement of Afghans from European Union Countries in the Public Administration of Afghanistan (PAEP-EU)		122 460
Democracy and Election Support Mission Afghanistan		113 580
Trafficking, Awareness Raising of Judicial Authorities - EU Member States		110 022
Support to Migration Management Capacities in Bosnia and Herzegovina		103 817
Capacity Building and Implementation of Assisted Voluntary Returns in Slovakia		100 013
Regional Migrant Service Centres (MSC) in the Western Balkans		98 497
Preparing Assistance to Vulnerable Populations in the Areas of Kyrgyzstan affected by Natural Disasters		96 380
Best Practice Handbook for Selected Countries of the Enlarged European Union and Romania		92 814
Rehabilitation of Roads in Katanga Province to Facilitate the Return of DRC Refugees and Internally Displaced Persons		84 688
Emergency Assistance to Mobile and Vulnerable Populations in Zimbabwe		82 510
Voluntary Assisted Return for Nationals of Sub-Saharan African Countries in Ireland		76 259
Completion and Management of the Temporary Assistance Centre for displaced TCNs in Guiglo, Western Cote d'Ivoire		75 811
Indicted/Convicted Foreign Minors Judicial Proceedings and Rehabilitation Measures		73 118

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>UNION EUROPEENNE (SUITE)</b>		
Community-Based Disaster Risk Reduction with Earthquake-Safer Construction Practices (CBDRR) in Tajikistan		70 587
PERSE-FONI (Integrated Interventions in Favour of Women) in Greece		70 370
European Union Electoral Observation Mission to the General and Presidential Election in Indonesia 2004		66 437
E-learning Tool on Anti-discrimination Legislation for the Judiciary		64 026
Community Stabilization Programme (CSP4)		50 480
Hungarian Assisted Return and Information Programme		46 613
Return of Skilled and Qualified Afghan Nationals to the Public Sector		43 762
Dimensions of Integration - Migrant Youth in Central European Countries		43 358
Transit Centres for Returning Internally Displaced Persons in Afghanistan		36 319
Partnership for Vocational Activization of Roma People through Social Economy Tools		33 638
Support for Enterprise Development in Minority Areas (SEDMIN II)		29 737
Awareness Raising and Legal Training for Lawyers on Discrimination Practices		29 230
Network of Officers Fighting Human Trafficking in European Union Member States		27 683
Post-Information Centre for Migrants, Refugees and Repatriates in Greece		25 890
Sust. Resettlement & Reint. of Internally Displaced Persons in Sri Lanka		25 434
Coordination of Assistance for Voluntary Returns to Afghanistan		22 860
Cooperation on Chechen Illegal Migration		22 749
European Union Electoral Observation Mission to Palestine Legislative, Presidential and Municipal Elections		16 222
Seminar/Workshop on Trafficking of Unaccompanied Minors in European Union Member States		16 194
Look and See Visits to Afghanistan		9 543
Pre-Screening of Asylum-Seekers and Migrants (CARDS National Programme 2003)		7 201
Return, Reintegration and Rehabilitation of Internally Displaced Persons in Sri Lanka		6 603
Strengthening Humanitarian Protection and Reconciliation through Institution Building in Indonesia		5 165
Community Stabilization Initiatives for Minority Communities in Kosovo		3 947
Victim Assistance for Minors in European Union Member States, Candidate and Third Countries		3 412
Community Investment Projects (CIP 2005)		3 058
Feasibility Study for an Enhanced Cross-border Information Exchange System between Moldova and Ukraine		2 561
Awareness Raising about the Integration of Migrants and Refugees into Slovene Society		1 313
Migrant Rights Resource Center in Morocco - refund		( 59 893)
European Union Electoral Observation Mission to Mozambique 2003 - refund		( 158 111)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>64 906 274</b>
<b><u>ORGANES DES NATIONS UNIES</u></b>		
<b>OIT</b>		
Registration of Albanian Emigrants		3 334
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>3 334</b>
<b>OCHA</b>		
Livelihood Assistance to Tsunami Victims in Sri Lanka		1 700 000
Emergency Shelter Assistance to Tsunami Victims in Sri Lanka		950 000
Support for Displaced Migrant Workers and Other Mobile Populations in the Field of Health Care in Thailand		550 000
Internally Displaced Persons' Intentions concerning Return to their Places of Origin in Sudan		8 056
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>3 208 056</b>
<b>ONUSIDA</b>		
Enhancing Community Capacity to Respond to HIV/AIDS among the Mobile Population - Senegal		75 000
To Promote the Involvement of Albanian TV and Sports Stars in the Struggle against HIV/AIDS		35 625
Myanmar Migrant HIV Vulnerability Study		30 000
Technical Capacity Building in Migration Management and Assistance to Returning Labour Migrants in Sri Lanka		14 133
HIV Transport Workers - Great Lakes Initiative on HIV/AIDS (GLIA) Countries		13 440
Migration Health Pre-Departure Orientation		7 743
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>175 941</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>UNAMI</b>		
Security Awareness Induction Training (SAIT) in Iraq		445 241
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>445 241</b>
<b>PNUD</b>		
Demobilization and Reintegration of Former Combatants in Afghanistan		4 134 611
Afghanistan's New Beginnings Programme (ANBP) - Reintegration Ex-Combatants/Small Business Start-ups in Afghanistan		4 115 892
Pakistan Earthquake Emergency		1 500 000
Security Awareness Induction Training in Iraq		432 769
Information and Support for Internally Displaced Person Return in Nuba Area, Sudan		343 750
Return of Qualified Iraqis		314 837
Seconded staff		258 017
Border Management Central Asia (BOMCA) IV, Airport Control in Kazakhstan		180 881
Drought Response in Astana Valley in Afghanistan		178 329
Assessment of Internally Displaced Persons Communities in Somali National Regional State, Ethiopia		162 681
Security Awareness Induction Training (SAIT) in Iraq		160 727
Enhancing Development Impact of Migrant Remittances in Tajikistan		131 165
Emergency Assistance to Mobile and Vulnerable Population in Zimbabwe		96 000
HIV/AIDS Prevention among Labour Migrants and their Families in Tajikistan		76 537
Resettlement of 90 Displaced Families in Fonds Verrettes		72 339
HIV/AIDS Vulnerability Assessment Mapping and Migration Patterns Study in Timor-Leste		71 135
Border Staff Training under Border Management Central Asia Project		44 950
Performance against Trafficking of Women from Armenia		27 393
Provision of Transportation Services to the Demobilize, Disarm, Rehabilitate, Reintegrate (DDRR) Programme in Liberia		12 972
Transfer of Knowledge through Expatriate Nationals to Bosnia and Herzegovina (TOKTEN)		12 701
MRF Bangkok - To cover research projects		3 000
Border Management in Central Asia (BOMCA) - refund		( 25 094)
Out-of-Country Registration and Voting (OCRV) - refund		(1 994 530)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>10 311 062</b>
<b>HCR</b>		
Transportation to Countries of Resettlement or Transit of Refugees from Various Countries		390 185
Pre-Screening of Asylum Seekers and Migrants (CARDS National Programme 2003)		368 909
Voluntary Repatriation of Liberians from Ghana, Nigeria and Benin		263 959
Transportation and Logistics Assistance on the Internal Movement of Refugees within Angola		195 900
Repatriation from Kenya		146 767
Assistance to Congolese Refugees Returning from Zambia to Katanga, Eastern Democratic Republic of Congo		80 000
Voluntary Repatriation of Refugees from South Africa		58 987
UNHCR Repatriation to Rwanda from Zambia		56 200
Study of Cross-Border Migration Flows between Afghanistan and Pakistan		55 000
IOM/UNHCR Joint Seminar in the Caribbean		55 000
Assessment of Internally Displaced Persons Population in Masindi District in Uganda		49 707
Protection of the Land and Property of Internally Displaced Persons in Colombia		48 246
Post-Arrival Health Assessment for Uzbek Refugees in Romania		24 678
Voluntary Repatriation of Refugees of Various Origins		23 947
UNHCR Ad Hoc Movements		18 846
Voluntary Repatriation of Refugees from Russian Federation		9 865
Afghanistan Study of Cross-Border Migration		2 665
Voluntary Repatriation of Haitians - refund		( 14 370)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>1 834 491</b>
<b>FNUAP</b>		
Baseline Assessment of HIV/AIDS Awareness and Service Provision in Northern Uganda		19 250
Combating Trafficking in Human Beings in Turkey: Core Support for Direct Assistance to Victims of Trafficking		10 000
Updating and Reprinting of the Training Manual and Booklet on "Migration Health Pre-departure Orientation"		9 767
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>39 017</b>

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME**  
**PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>UNJLC</b>		
Seconded staff		152 589
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>152 589</b>
<b>UNICEF</b>		
UNICEF-IOM: Construction of Temporary Schools in Nanggroe Aceh Darussalam Province (NAD) in Indonesia		2 299 502
Capacity Building in Protection and Prevention against Trafficking of Children in Yemen		89 936
Security Training for UNICEF Staff in Iraq		45 793
Preventing and Combating Child Trafficking in Moldova		43 981
Prevention of Sexual Abuse and Exploitation among Internally Displaced Adolescents and Young Adults in Colombia		42 827
Information Mechanism for the Protection of Migrant Non-accompanied Children in Central America and Mexico		29 980
Improvement of Childcare Services and Facilities at the Bangkok Immigration Detention Centre		25 519
Yeji Trafficked Children in Ghana		22 679
Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) of Underage Soldiers in Afghanistan		18 200
Internally Displaced Persons Return and Reintegration Assistance in Huambo and Kuanza		11 021
MRF Bangkok - to cover research projects		7 935
Internally Displaced Persons' Intentions concerning Return to their Places of Origin in Sudan		3 000
Technical Cooperation in the Area of Migration (PLACMI)		2 793
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 643 166</b>
<b>MINUK</b>		
Return of Internally Displaced Persons to Kosovo, Peje/Pec Municipality		2 795 704
Capacity Building, Reception and Reintegration in Kosovo		403 329
Kosovo Protection Corps Training - refund		( 205 128)
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>2 993 905</b>
<b>OMS</b>		
Supporting Migrants in Tsunami-affected Provinces of Thailand		46 531
Improvement of Health Conditions of Migrants in Ranong and Samutsakorn Provinces in Thailand		45 799
Internally Displaced Persons' Intentions concerning Return to their Places of Origin in Sudan		9 430
Resettlement of Ninety Displaced Families in Fonds Verrettes		5 260
MRF Bangkok - to cover research projects		3 000
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b>110 020</b>
<b>Total partiel - Organes des Nations Unies</b>		<b><u>21 916 822</u></b>
<b><u>FONDATION "MEMOIRE, RESPONSABILITE ET AVENIR"</u></b>		
German Forced Labour Compensation Programme		195 493 857
Compensation for Nazi-Era Property Loss		110 328 319
Flick Donation for Former Roma Slave Labourers		488 733
<b>Total - contributions à affectation spéciale</b>		<b><u>306 310 909</u></b>
<b><u>AGENCES BENEVOLES ET AUTRES</u></b>		
Academy for Educational Development - ATSEC - Global Civil Society Strengthening Project, Dhaka		5 332
Academy for Educational Development - Strengthening Coordination for Combating Trafficking in Bangladesh		32 787
Adventist Development and Relief Agency - Preventing Trafficking among Children (PTAC) in Moldova		8 000
Afghanistan Reconstruction Trust Fund (ARTF) - Afghan Expatriate Services Programme		2 549 361
African Capacity-Building Foundation - Capacity Building in Migration and Development in Sub-Saharan Africa		37 490
American International Group (AIG) Disaster Relief Fund - Pakistan Emergency Relief		100 000
American Red Cross - Transitional Housing in Nanggroe Aceh Darussalam		4 107 597
American Women's Club - Shelter Assistance in Indonesia		1 938
Institute of Socio-Professional Reintegration of Former Combatants - Reintegration of Former Combatants in Mungo Municipality		248 872
Asian Development Bank - National Anti-Trafficking Strategic Plan for Action in Bangladesh		8 230
Association of Universities Montevideo Group - Technical Cooperation Among Developing Countries (TCDC)		29 192
Australian Red Cross - Assistance for Families in Jaffna District Affected by the Tsunami in Sri Lanka		217 597
Australian Red Cross - Provision of Eye Care Services to Six Tsunami-Affected Districts in Sri Lanka via Mobile Eye Camps		731 156
Bilateral Safety Corridor Coalition - Bilateral Law Enforcement Training		36 150

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME****PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>AGENCES BENEVOLES ET AUTRES (suite)</b>		
Bom-bit Foundation - Baseline Research on Korean Victims of Trafficking in Japan		8 821
CARE - AIDS Prevention, Positive Living and Empowerment (APPLE)		20 562
Center for Economic Research and Graduate Education - Internal Restrictions in the Czech Republic		7 287
Center for Science, Society and Citizenship - Biometric Identifying Technology Ethics (BITE)		33 048
Chevron Texaco - Community Revitalization Initiative in Angola		832 558
Colegio Euroamericano - Management of Funds to Transfer Qualified Human Resources		106 674
Comisión Interamericana de Mujeres (CIM) - Combating Trafficking in Persons in Mexico		80 000
Conseil d' Europe - Central European Forum for Migration Research in Warsaw		3 705
Costa Rica-USA Foundation for Cooperation - Building Capacity in Selected Schools in Costa Rica		46 030
Council of Europe Development Bank - Stabilization for Victims of Trafficking in the former Yugoslav Republic of Macedonia		60 533
Czech Helsinki Committee -Training of Public Officials and Non-Governmental Organizations in the Czech Republic		86 434
DOW Chemicals -Temporary Shelter Support for Tsunami Survivors in Nias in North Sumatra		799 806
Empresas de Narino LTDA - Sustainable Development Programme for Narino's Coffee-Growing Families in Colombia		1 148 169
Family Health International - Awareness Building for Police on the Prevention of HIV/AIDS in Bangladesh		57 328
Financier Halles University Belgium - Central European Forum for Migration Research in Warsaw		30 488
Fondazione Benni - Research on Migrant Families in the Province of Bologna in Italy		25 873
Fondazione Cassa di Risparmio de Roma - Migrant Domestic Workers' Rights and Obligations in Rome		14 778
Foundation for PME - Central European Forum for Migration Research in Warsaw		291 489
German Agency for Technical Cooperation - Assistance: Unaccompanied Minor Victims of Trafficking to Bulgaria		6 545
Global Commission on International Migration - Migration Dialogue for Southern Africa (MIDSA)		30 000
Global Commission on International Migration - International Migration Policy Programme (IMP)		250 928
Global Development Network - Central European Forum for Migration Research in Warsaw		15 000
Handicap International - Livelihoods for Persons with Disabilities (PWD) in Herat		33 000
Hellenic Migration Policy Institute - Prevention of Trafficking in Human Beings in the Republic of Moldova		11 761
Icelandic Red Cross - Movements from Europe to Iceland		24 121
IECI - Out-of-Country Voting (OCV) in Iraq		17 400 828
Institute of Urban Environment and Human Resources (UEHR) - Equality in Health Programme in Rome		74 573
Inter-Governmental Consultations (IGC)		1 682 001
International Republican Institute - Iraq Property Claims Programme		63 602
Islamic Educational Scientific and Cultural Organization - Migration and Religion in a Globalized World		10 000
Japan Foundation - Media and Trafficking Workshop in Mekong in Thailand		11 603
Joint Coalition Forces - Commander Emergency Reconstruction Programme (CERP) in Afghanistan		165 316
King Baudouin Foundation - Balkans Temporary Residence Permit Project		182 353
Korea Press Foundation - Manila Administrative Centre - to cover small projects		7 367
L' Agence Intergouvernementale de la Francophonie - Associate Expert		145 376
Lakarmissionen - Capacity Building Programme for Victims of Trafficking in the Republic Moldova		20 989
Legal Settlement Fund - Holocaust Victim Assets Litigation (Swiss Banks)		12 691 283
Milward Brown - Tsunami Emergency		62 000
Municipality of Bosanski Samac, Bosnia - Reconstruction of Mental Health Centre in Bosnia and Herzegovina		3 008
Network for Migrant Rights - Korea-Pakistan Emergency Relief		10 000
Norwegian Refugee Council - European Union Electoral Observation Mission in Afghanistan		6 098
Norwegian Refugee Council - Internally Displaced Persons' Intentions concerning Return to their Places of Origin in Sudan		5 000
Operations USA - IOM Community Health Revitalization Program (CHRP) in Indonesia		250 000
Organization for Economic Cooperation and Development - External Relations		1 029
Organization for Security and Co-operation in Europe - Assistance to Former Soldiers in Bosnia and Herzegovina		149 816
Organization for Security and Co-operation in Europe - Information Resource Centre for Labour Migrants in Tajikistan		82 239
Organization for Security and Co-operation in Europe - Information in Support of Migration Amnesty in the Russian Federation		19 840
Organization of American States (OAS) - Management of Funds to Transfer Qualified Human Resources		18 119
Organization of American States (OAS) - CBMM Assessments in the Caribbean		217 152
Organization of American States (OAS) - Technical Cooperation among Developing Countries		117 082
Organization of American States (OAS) -Trafficking of Women and Minors in Bolivia for Exploitation		69 168
Pan American Development - Humanitarian Assistance for Internally Displaced Persons in Colombia		180 000
Polish Humanitarian Organization - "You can learn to understand" (MUR) in Warsaw		2 192

**LISTE DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR DONATEUR ET PAR PROGRAMME****PROGRAMMES D'OPERATIONS – EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

	Sans affectation spéciale USD	A affectation spéciale USD
<b>AGENCES BENEVOLES ET AUTRES (suite)</b>		
Programa de Cooperación Hispano-Peruano - Management of Funds to Transfer Qualified Human Resources		10 604
Regione Lazio (via Strateghia) - MIGRIMPRESA		33 441
Royal Schelde (Netherlands)		134 000
Save the Children (UK) - Return and Reintegration of Trafficked Women and Childred in the Mekong Region		4 662
Save The Children Federation, Inc - Enabling Communities to Combat Child Trafficking through Education in Indonesia		341 767
Save The Children Federation, Inc - HIV/AIDS Prevention in Mobile Populations along the High-Risk Corridor		108 803
Social Solidarity Network - Integral Educational Assistance Programme for People Displaced in Rural Areas in Colombia		434 783
Social Solidarity Network - Interinstitutional Cooperation between IOM and the Social Solidarity Network (RSS) in Colombia		7 467 395
Soros Foundation - E-learning Tool on Anti-discrimination Legislation for the Judiciary		5 000
Stability Pact for South-Eastern Europe - "Democratization and Human Rights" in South-Eastern Europe		85 707
Stability Pact for South-Eastern Europe - "Visa Policy, Migration and Refugee Return in South-Eastern Europe"		178 028
Stability Pact for South-Eastern Europe - Seconded staff		234 077
Stability Pact for South-Eastern Europe - Disaster Preparedness and Prevention Initiative in South-Eastern Europe		565 229
Stability Pact for South-Eastern Europe - Nexus Institute to Combat Human Trafficking		140 101
Stability Pact for South-Eastern Europe - Organized Crime Training for Operational Managers in South-Eastern Europe		371 064
Standard Chartered Bank - Community Health Revitalization in Tsunami-Affected Areas of Aceh Province		179 742
Swedish Red Cross - Reimbursable transportation and other costs		454 419
Terres des Hommes - Trauma Project in Cambodia		16 349
The Global Fund - Construction of an Inter-sectorial Response in Health in Colombia		1 722 185
The Global Fund - Tuberculosis Screening Services for Migrants in Detention in Thailand		9 488
Titan Sencom Division - Capacity Building in Migration Management Development in Georgia		282 857
UAE Red Crescent Society - Tsunami Emergency		9 986
University Bochum - Roma Survivors Interview (Holocaust Survivors Interview) in the Republic of Moldova		12 016
Wide Open School Foundation - Training of Public Officials and Non-Governmental Organizations in the Czech Republic		6 195
World Bank - "Development-friendly": A Study of Policymakers' Perspectives in Countries of Origin and Destination		23 481
World Bank - Migration and Development: Cooperation of IOM and the World Bank - refund		( 2 288)
World Bank - MRF Bangkok- to cover research projects		5 000
World Bank - Protection of Internally Displaced Persons' Property in Colombia		432 753
World Childhood Foundation - Day-care Centre and Playground for Child Victims of Trafficking in Kiev		10 670
World Vision Sri Lanka - Improving Water and Sanitation Conditions for Tsunami-affected Populations in Sri Lanka		350 000
Income transferred to projects from the Emergency Preparedness Account (EPA)		82 142
Income transferred to projects from the Sasakawa Endowment Fund		55 000
Income transferred to projects/repaid from the Rapid Response Transportation Fund		472 479
<b>Total partiel - Agences bénévoles et autres</b>		<b>60 023 809</b>
<b>Interest income, exchange and miscellaneous income</b>	<b>2 989 615</b>	<b>3 257 644</b>
<b>Promissory note repayments</b>		<b>18 473 666</b>
<b>Refugees, migrants and sponsors</b>		<b>21 927 087</b>
<b>TOTAL</b>	<b>5 299 845</b>	<b>43 658 397</b>
<b>TOTAL GENERAL - CONTRIBUTIONS</b>		<b>962 154 687</b>

**OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES  
SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'OIM POUR L'EXERCICE 2005**

MISSION DE VERIFICATION ET OBJET

Nous avons vérifié les états financiers et les comptes de l'Organisation internationale pour les migrations pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2005. C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. La tâche principale des Vérificateurs externes consiste à examiner et à vérifier les états financiers annuels et à faire savoir si ces états financiers donnent une image exacte et fidèle, à tous égards importants, de la situation financière de l'Organisation à la fin de l'exercice financier et des résultats de ces opérations pour l'année considérée.

Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé, par sondage, à un examen des pièces fournies à l'appui des sommes comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectuées par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

OPINION

Conformément à l'article 12.1 du Règlement financier, nous avons vérifié, pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2005, les états financiers de l'Organisation internationale pour les migrations à Genève, à savoir l'actif, le passif et les fonds, exprimés en dollars des Etats-Unis, ainsi que les recettes et les dépenses, exprimées en dollars des Etats-Unis et en francs suisses.

Nous avons obtenu tous les renseignements et les explications que nous avons demandés et, après vérification des comptes, nous déclarons qu'à notre avis, les états financiers et les notes explicatives s'y rapportant donnent une image exacte et fidèle des recettes et des dépenses des programmes et des fonds de l'Organisation pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2005, ainsi que de sa situation financière à cette date.

Un rapport distinct, contenant un résumé des résultats de vérification, ainsi que nos principales observations et recommandations, a été soumis à l'OIM pour information et examen.

Catrine Spro Hansen

Cecilie Middelthon

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège  
23 mars 2006

**CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL**  
**RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005****Introduction**

La raison d'être de la Caisse de prévoyance de l'OIM est la constitution d'un fonds de retraite pour les membres du personnel. A cet effet, deux fonds ont été constitués, l'un en francs suisses, essentiellement pour les employés (catégorie Services généraux) du Siège, et l'autre en dollars des Etats-Unis, essentiellement pour l'ensemble des fonctionnaires (catégorie Administrateurs) et les employés de certains bureaux extérieurs. Il existe à présent un troisième fonds, détenu en euros, qui n'est alimenté que par les transferts à partir des deux autres fonds.

Les fonds détenus en dollars et en francs suisses sont alimentés au moyen de déductions obligatoires sur les traitements du personnel et de contributions de l'Organisation qui sont en principe de 7,9 % et de 15,8 %, respectivement, du traitement soumis à retenue aux fins de la retraite.

Ces doubles cotisations sont placées dans un fonds central "de base", investi sous la forme de titres portant intérêt à court terme dans la monnaie dans laquelle les fonds sont détenus. Une bonne part du portefeuille en francs suisses est gérée par Pictet Asset Management, une société privée de Genève spécialisée en placements de capitaux. Le portefeuille en dollars est placé sous la forme de dépôts renouvelables à court terme auprès de la banque UBS à Genève. D'autres avoirs en espèces, détenus en dollars et en francs suisses, sont en outre gérés par la Division de la Trésorerie au Siège et placés sous la forme de dépôts bancaires à terme.

Les investissements des fonds détenus dans ces portefeuilles présentent un très faible niveau de risque et sont supposés fournir un rendement reflétant les marchés monétaires à court terme (c'est-à-dire avec une date d'échéance expirant au plus tard à un an).

En 2000, l'Organisation a offert aux membres du personnel la possibilité de placer, à leurs propres risques, jusqu'à 50 % de leur avoir dans des fonds communs de placement en actions. Ces investissements sont directement répercutés sur l'avoir des membres du personnel concernés dans la Caisse de prévoyance qui enregistre ainsi les pertes subies ou les gains réalisés.

Six fonds communs de placement sont actuellement proposés aux membres du personnel souhaitant y investir une partie de leur avoir, soit en francs suisses (CHF), soit en dollars E-U (USD), à savoir: Banque Pictet – Actions marché suisse (CHF), Action marché mondial (CHF), Actions marché Etats-Unis (USD), Actions marché mondial hormis Am. Nord (USD), Pictet – Fonds LPP 25 (CHF) et UBS – Fonds mixte A (USD).

En 2005, les avoirs détenus dans le Fonds IST Foundation Mixta Optima ont dû être vendus pour des raisons légales liées aux traités internationaux d'imposition interdisant à l'OIM d'investir dans ce Fonds. Un fonds de remplacement, le Fonds LPP 25 de Pictet qui présentait un profil similaire en termes de répartition d'actifs, a été proposé aux membres du personnel comme formule de substitution pour leurs placements.

Les fonds placés par Pictet (à l'exclusion du Fonds LPP 25) sont investis intégralement dans des actions qui présentent à court terme un niveau de risque moyen à élevé. Les autres fonds sont investis dans des portefeuilles équilibrés composés d'actions et d'obligations qui présentent un niveau de risque moyen à faible.

Par ailleurs, les membres du personnel ont la possibilité de convertir jusqu'à quatre fois dans l'année, en dollars E.-U., en euros ou en francs suisses, une partie du solde qu'ils détiennent sous la forme de placements de base dans la Caisse de prévoyance. Ceci a pour but de diversifier les risques de change. L'option de la conversion en francs suisses a été restreinte aux fonctionnaires et aux membres du personnel du Siège. Les avoirs en euros ont été investis dans le portefeuille général de l'OIM détenu en euros, et non dans un portefeuille spécifique aux placements de base dans la Caisse de prévoyance, car le volume total des fonds en euros relevant de la Caisse de prévoyance n'était pas suffisant en soi pour produire valablement des intérêts.



**CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL (suite)**  
**RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

A la fin de 2004, un Groupe de travail sur la sécurité sociale (WGSS) composé de deux membres de l'Administration et de deux membres du SAC (Comité de l'Association du personnel) a été créé afin d'examiner l'option d'un fonds de pension. Le WGSS est arrivé à la conclusion qu'un système fiable et sûr de sécurité sociale devait nécessairement être fondé sur le paiement périodique d'une pension de retraite, et non sur le paiement d'une somme globale versée en une fois lors du départ à la retraite, le versement périodique d'une pension en cas d'incapacité de travail ou de décès survenu(e) pendant la période active, une protection visant à prémunir les membres du personnel contre toute chute du pouvoir d'achat des formules d'épargne due à l'inflation et/ou à une dépréciation des monnaies. L'option en faveur de laquelle s'est prononcé le WGSS a été celle de l'adhésion à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (UNJSPF) en raison de l'éventail de ses prestations, mais aussi parce que l'OIM applique déjà à son personnel l'ensemble des conditions définies dans le régime commun des Nations Unies.

Après avoir procédé à de nombreuses consultations avec le personnel et avoir pris en considération l'opinion du SAC, le WGSS a recommandé au Directeur général de demander pour l'OIM l'affiliation à l'UNJSPF et d'inscrire cette question à l'ordre du jour des sessions d'automne des organes directeurs. Cette recommandation a reçu l'aval du Directeur général.

Le document correspondant (MC/2177) a été soumis au Sous-Comité du budget et des finances et au Conseil pour examen et approbation. Le 2 décembre 2005, le Conseil a adopté la résolution n° 1130 (XC) invitant le Directeur général à soumettre au Conseil de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies une demande d'affiliation à cette dernière, et à amender le Règlement du personnel en conséquence. Les formalités requises seront effectuées par l'Administration de l'OIM dans le courant de 2006.

**Membres de la Caisse de prévoyance**

Le nombre de membres de la Caisse de prévoyance au 31 décembre 2005 s'élevait à 1.773. Il a évolué de la façon suivante:

	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Siège – en francs suisses	215	218	206	180
Siège – en dollars E-U	571	542	544	440
Employés des bureaux extérieurs – en dollars E-U	987	816	719	350
<b>Total</b>	<b>1773</b>	<b>1 576</b>	<b>1 469</b>	<b>970</b>

**Conditions du marché et résultats**

Les marchés mondiaux en actions ont eu un démarrage lent en 2005 mais se sont constamment redressés durant l'année. La plupart des fonds communs de placement ont connu une excellente année, améliorant leur valeur dans une fourchette comprise entre 18 et 27 % pour les actions détenues en francs suisses et 2 et 19 % pour les actions détenues en dollars E.-U. Comme indiqué plus haut, le Fonds Mixta Optima a été liquidé en septembre 2005, date à laquelle sa valeur avait progressé de 22 % depuis le début de l'année. Le Fonds LPP 25 qui lui a été substitué a produit des rendements modestes entre son introduction en octobre 2005 et la fin de l'année. Des tableaux des indices des marchés boursiers et des rendements historiques de la Caisse de prévoyance sont incorporés au présent rapport financier afin d'éclairer le lecteur sur les conditions du marché.

Dans la mesure où les fonds placés dans la Caisse de prévoyance sous la forme d'obligations (placements de base) sont limités à des investissements à court terme, le rendement moyen enregistré en 2005 pour chaque devise a été le reflet direct de l'évolution des marchés respectifs à court terme durant l'année. Cette année a été marquée par huit augmentations successives des taux d'intérêt par la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui sont passés de 2,25 % à 4,25 % à la fin de l'année. Cependant, les taux européens sont restés pratiquement statiques durant toute l'année, n'enregistrant qu'une modeste hausse de 0,25 % en décembre 2005 pour passer ainsi à 2,5 %, tandis que les taux suisses s'alignaient avec une marge comparable pour atteindre 1 %. A l'heure actuelle, la perception générale du marché est que les taux d'intérêt américains rejoignent la courbe supérieure de leur cycle, une ou deux augmentation(s) seulement étant encore prévue(s), ce qui aurait pour effet de porter les taux à court terme à 5 %.

**CAISSE DE PREVOYANCE DU PERSONNEL (suite)**  
**RAPPORT FINANCIER DE L'EXERCICE CLOTURE LE 31 DECEMBRE 2005**

Inversement, les taux d'intérêt en euro devraient continuer d'augmenter en 2006, car l'économie européenne dans son ensemble manifeste des signes de reprise s'accompagnant d'une inquiétude liée au risque de pressions inflationnistes. Les taux d'intérêt suisses ne devraient pas augmenter dans une mesure sensible et il est prévu qu'ils resteront en deçà des taux en euro, conformément à l'objectif qui est de ne pas favoriser la montée du franc suisse par rapport à l'euro.

Les résultats pour l'exercice sont présentés dans les états financiers suivants. L'épargne nette totale constituée par les membres du personnel est passée de 64,8 millions USD à 74,9 millions USD pour ce qui concerne le portefeuille détenu dans cette monnaie, tandis qu'elle passait de 32,2 millions à 34,5 millions CHF en ce qui concerne le portefeuille en francs suisses, et de 1,9 à 2,9 millions d'euros pour le portefeuille en euros.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**

**ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>ACTIF</b>		
Comptes courants	197 055	297 490
Comptes de dépôt	63 006 681	55 313 754
Investissements dans des fonds communs de placement (Note 1)	5 429 764	5 092 816
Intérêts acquis	121 226	90 416
Compte réciproque de l'OIM (Note 2)	5 903 585	3 982 420
Recouvrable des revenus à la source	285 319	88 543
	<u>74 943 630</u>	<u>64 865 439</u>
 <b>PASSIF</b>		
Compte réciproque de la Caisse de prévoyance en CHF	57 965	86 877
	<u>57 965</u>	<u>86 877</u>
<b>ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE</b>	<b><u>74 885 665</u></b>	<b><u>64 778 562</u></b>
Constitué de l' <b>EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL</b>	<b><u>74 885 665</u></b>	<b><u>64 778 562</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>COTISATIONS</b>		
Cotisations du personnel	4 186 724	3 930 320
Cotisations de l'Organisation	8 373 448	7 860 640
Transferts de la Caisse de prévoyance des bureaux extérieurs	164 650	77 134
Remboursements de prêts au logement	584 034	345 315
	<u>13 308 856</u>	<u>12 213 409</u>
<b>RETRAITS</b>		
Retraits du personnel à la cessation de service	4 069 903	3 982 848
Prêts au logement	1 413 256	1 092 353
Transferts à la Caisse de prévoyance en CHF	790 490	26 087
Transferts à la Caisse de prévoyance en Euros	936 209	892 985
	<u>7 209 858</u>	<u>5 994 273</u>
<b>COTISATIONS DU PERSONNEL DES BUREAUX EXTERIEURS</b>		
Cotisations nettes du personnel en provenance des bureaux extérieurs / aux bureaux extérieurs	1 758 156	1 193 393
<b>TOTAL NET DES COTISATIONS DE L'ANNEE</b>	<u><u>7 857 154</u></u>	<u><u>7 412 529</u></u>
<b>TOTAL DE L'EPARGNE NETTE CONSTITUEE PAR LES MEMBRES DU PERSONNEL</b>		
<b>Epargne du personnel en début d'année</b>	64 778 562	55 948 381
<b>Cotisations nettes</b>	7 857 154	7 412 529
<b>Rendement net</b>	2 249 949	1 417 652
<b>Epargne du personnel en fin d'année</b>	<u><u>74 885 665</u></u>	<u><u>64 778 562</u></u>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**

**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>USD</b>	<b>USD</b>
<b>RECETTES</b>		
Intérêts sur comptes courants	1 348	4 313
Intérêts sur comptes de dépôts	1 962 893	731 440
Dividendes des fonds communs de placement	8 389	6 944
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 2)	120 252	77 513
	<u>2 092 882</u>	<u>820 210</u>
<b>DEPENSES</b>		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 1)	379	46 655
Redevances des comptes de dépôt	93	87
	<u>472</u>	<u>46 742</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION</b>	<b><u>2 092 410</u></b>	<b><u>773 468</u></b>
<b>REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)</b>		
Fonds communs de placement - Changements dus aux fluctuations de prix (Note 3)	157 539	644 184
	<u>157 539</u>	<u>644 184</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION</b>	<b><u>2 249 949</u></b>	<b><u>1 417 652</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**  
**NOTES**

	2005 USD		2004 USD	
<b>1. Investissements dans des fonds communs de placement</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>
Pictet – Actions marché E-U	2 129 610	2 376 492	2 040 974	2 347 659
Pictet – Actions marché mondial hormis Am. Nord	2 950 203	2 395 715	2 504 260	2 395 731
UBS – Fonds mixte A en USD	704 885	657 557	547 582	506 965
	<u>5 784 698</u>	<u>5 429 764</u>	<u>5 092 816</u>	<u>5 250 355</u>

Les membres de la Caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les profits ou pertes réalisé(e)s découlant de la vente de fonds communs de placement sont imputé(e)s séparément au compte de recettes et de dépenses et reflété(e)s dans les comptes du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet. Au 31 décembre 2005, la valeur du marché des fonds communs de placement dépassait leur coût de 354.934 USD au total. Cette somme n'est pas reflétée dans le compte de recettes et de dépenses.

**2. Compte réciproque de l'OIM**

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à l'OIM ou par l'OIM et à la Caisse de prévoyance ou par la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U, en euros et en francs suisses en cours d'année. En 2005, ce taux était de 2,75 %, contre 2 % en 2004.

**3. Réévaluations**

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs à leur valeur du marché respective en fin d'année.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U**

**RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS**

		<b>2005</b>		<b>2004</b>		
		<b>USD</b>		<b>USD</b>		
		<b>%</b>	<b>Montant</b>	<b>%</b>	<b>Montant</b>	
<b>RENDEMENT TOTAL</b>						
Avant réévaluation	a	3,038	2 092 410	a	1,805	773 468
Après réévaluation	a	3,275	2 249 949	a	2,376	1 417 652

**PLACEMENTS DE BASE (CORE FUND)**

**Fonds gérés au plan interne**

Liquidités et dépôts à court terme	b	3,310	1 964 148	b	1,400	735 666
Compte réciproque de l'OIM	c	2,750	120 252	c	2,000	77 513

**Fonds gérés à l'extérieur**

Il n'y a pas eu de fonds en dollars E.-U gérés à l'extérieur ni en 2005, ni en 2004.

**FONDS COMMUNS DE PLACEMENT**

Pictet – Actions marché E-U	d	1,819	43 667	d	7,358	174 629
Pictet – Actions marché mondial hormis Am. Nord	d	18,600	457 084	d	14,595	342 909
UBS – Fonds mixte A en USD	d	1,956	11 342	d	7,571	26 430

Les pourcentages indiqués ci-dessus sont calculés comme suit:

- Gain ou perte annuel(le) exprimé(e) en pourcentage du solde annuel moyen après ajustement du montant moyen des nouveaux investissements de l'année.
- Gain annuel exprimé en pourcentage du solde mensuel moyen.
- Taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.
- Gain ou perte total(e) exprimé(e) en pourcentage du coût unitaire annuel moyen.

**CAISSE DE PREVOYANCE EN DOLLARS E-U****INFORMATION COMPARATIVE****Taux bancaires sur dépôts**

Taux LIBOR sur dépôts en USD à 3 mois	2005	2004
	%	%
31 mars	3,12	1,11
30 juin	3,52	1,61
30 septembre	4,06	2,02
31 décembre	4,54	2,56

**Mouvements boursiers**

	2005		2004	
	Index 31.12.2005	Changements depuis 1.1.2005 (%)	Index 31.12.2004	Changements depuis 1.1.2004 (%)
Indice Dow Jones (Etats-Unis)	10 717	-0,61	10 783	3,15
Indice FTSE (Royaume-Uni)	5 619	16,72	4 814	7,53
Indice Nikkei (Japon)	16 111	40,23	11 489	7,61
Indice SSMI (Suisse)	7 584	33,22	5 693	3,74

**Historique des rendements de la Caisse de prévoyance de l'OIM en dollars E-U**

Année	Placements de base	Fonds communs de placement	Ensemble
	%	%	%
<b>2005</b>	3,25	9,42	3,28
<b>2004</b>	1,47	10,73	2,38
<b>2003</b>	1,10	19,99	2,88
<b>2002</b>	1,43	-16,51	-0,40
<b>2001</b>	4,26	-17,35	1,93
<b>2000</b>	6,57	-11,50	4,98
<b>1999</b>	1,41	-	1,41
<b>1998</b>	7,63	-	7,63
<b>1997</b>	5,59	-	5,59
<b>1996</b>	5,51	-	5,51
<b>1995</b>	5,52	-	5,52
<b>1994</b>	4,89	-	4,89
<b>1993</b>	5,03	-	5,03
<b>1992</b>	5,38	-	5,38
<b>1991</b>	7,92	-	7,92
<b>1990</b>	9,58	-	9,58



**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES**

**ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b>ACTIF</b>		
Comptes courants	34 632	78 556
Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs (Note 1)	19 526 532	19 450 115
Investissements dans des fonds communs de placement (Note 2)	5 161 573	4 063 251
Compte réciproque de l'OIM (Note 3)	9 586 489	8 411 174
Compte réciproque – Caisse de prévoyance en USD	77 952	98 865
Recouvrable des revenus à la source	118 945	55 207
	<u>34 506 123</u>	<u>32 157 168</u>
<b>PASSIF</b>	0	0
	<u>0</u>	<u>0</u>
<b>ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE</b>	<u><u>34 506 123</u></u>	<u><u>32 157 168</u></u>
Constitué de l'		
<b>EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL</b>	<u><u>34 506 123</u></u>	<u><u>32 157 168</u></u>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b>COTISATIONS</b>		
Cotisations du personnel	1 313 506	1 301 976
Cotisations de l'Organisation	2 627 012	2 603 951
Transferts reçus des comptes de la Caisse en USD	992 266	11 846
Remboursements des prêts au logement	247 888	266 780
	<u>5 180 672</u>	<u>4 184 553</u>
<b>RETRAITS</b>		
Retraits du personnel à la cessation de service	3 395 950	3 190 717
Prêts au logement	628 013	481 725
Transferts à la Caisse de prévoyance en Euros	297 000	701 477
	<u>4 320 963</u>	<u>4 373 919</u>
<b>TOTAL DES COTISATIONS NETTES DE L'ANNEE</b>	<b><u>859 709</u></b>	<b><u>( 189 366)</u></b>
 <b>TOTAL DE L'EPARGNE NETTE CONSTITUEE PAR LES MEMBRES DU PERSONNEL</b>		
<b>Epargne du personnel en début d'année</b>	32 157 168	31 924 257
<b>Cotisations nettes</b>	859 709	( 189 366)
<b>Rendement net</b>	1 489 246	422 277
<b>Epargne du personnel en fin d'année</b>	<b><u>34 506 123</u></b>	<b><u>32 157 168</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES**

**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>CHF</b>	<b>CHF</b>
<b>RECETTES</b>		
Revenus des fonds confiés à des gestionnaires	118 097	65 772
Dividendes des fonds communs de placement	23 361	19 999
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 3)	172 255	149 183
Gains réalisés sur fonds communs de placement (Note 2)	51 917	0
	<u>365 630</u>	<u>234 954</u>
<b>DEPENSES</b>		
Pertes réalisées sur fonds communs de placement (Note 2)	0	101 827
	<u>0</u>	<u>101 827</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE AVANT REEVALUATION</b>	<b><u>365 630</u></b>	<b><u>133 127</u></b>
<b>REEVALUATION (gains et pertes non réalisés)</b>		
Fonds confiés à des gestionnaires -	13 882	( 8 449)
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)		
Fonds communs de placement -	1 109 734	297 599
Changements dus aux fluctuations de prix (Note 4)		
	<u>1 123 616</u>	<u>289 150</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE APRES REEVALUATION</b>	<b><u>1 489 246</u></b>	<b><u>422 277</u></b>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES**  
**NOTES**

	2005 CHF	2004 CHF
<b>1. Fonds confiés à des gestionnaires extérieurs</b>		
Liquidités et dépôts à court-terme	19 526 532	19 450 115
Obligations	<u>0</u>	<u>0</u>
	<u>19 526 532</u>	<u>19 450 115</u>

Les fonds confiés à des gestionnaires comprennent un portefeuille de titres de créance à échéance fixe géré par Pictet et Cie. Le portefeuille est passé en 2002 d'un modèle axé sur les titres à moyen terme à un modèle "fonds marché monétaire" à court terme.

<b>2. Investissements dans des fonds communs de placement</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>	<b>Valeur du marché</b>	<b>Coût</b>
Pictet – Actions marché suisse	2 007 357	1 939 647	1 461 429	1 941 993
Pictet – Actions marché mondial	2 733 820	3 259 081	1 991 174	3 085 850
Fonds IST Mixta Optima	-	-	610 648	599 694
Pictet – Fonds LPP 25	<u>420 396</u>	<u>417 397</u>	<u>-</u>	<u>-</u>
	<u>5 161 573</u>	<u>5 616 125</u>	<u>4 063 251</u>	<u>5 627 537</u>

Les membres de la Caisse de prévoyance ont la possibilité d'investir dans des fonds communs de placement. Ces investissements apparaissent dans les comptes à la valeur du marché, avec indication des pertes non réalisées. Les profits ou pertes réalisé(e)s découlant de la vente de fonds communs de placement sont imputé(e)s séparément au compte de recettes et de dépenses et reflété(e)s dans les comptes du membre du personnel concerné. Par "coût", il faut entendre le coût historique depuis la prise d'effet. En 2005, le Fonds Mixta Optima a été liquidé et le Fonds LPP 25 de Pictet lui a été substitué.

**3. Compte réciproque de l'OIM**

Le compte réciproque de l'OIM représente les sommes dues à ou par l'OIM et à ou par la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U, euros et en francs suisses en cours d'année. En 2005, ce taux était de 2,10 %, contre 2 % en 2004.

**4. Réévaluations**

Ces montants représentent les profits et les pertes découlant de la réévaluation des avoirs à leur valeur du marché respective en fin d'année.



**CAISSE DE PREVOYANCE EN FRANCS SUISSES****INFORMATION COMPARATIVE****Taux bancaires sur dépôts**

Taux LIBOR sur dépôts en CHF à 3 mois	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>%</b>	<b>%</b>
31 mars	0,78	0,25
30 juin	0,75	0,50
30 septembre	0,79	0,70
31 décembre	1,01	0,72

**Mouvements boursiers**

	<b>2005</b>		<b>2004</b>	
	Index 31.12.2005	Changements depuis 1.1.2005 (%)	Index 31.12.2004	Changements depuis 1.1.2004 (%)
Indice Dow Jones (Etats-Unis)	10 717	-0,61	10 783	3,15
Indice FTSE (Royaume-Uni)	5 619	16,72	4 814	7,53
Indice Nikkei (Japon)	16 111	40,23	11 489	7,61
Indice SSMI (Suisse)	7 584	33,22	5 693	3,74

**Historique des rendements de la Caisse de prévoyance de l'OIM en francs suisses**

Année	Placements de base	Fonds communs de placement	Ensemble
	%	%	%
<b>2005</b>	1,07	20,47	4,57
<b>2004</b>	0,73	2,77	1,33
<b>2003</b>	0,45	9,84	2,33
<b>2002</b>	1,23	-22,22	-2,80
<b>2001</b>	3,07	-19,31	-0,51
<b>2000</b>	2,64	-5,91	1,52
<b>1999</b>	-0,61	-	-0,61
<b>1998</b>	1,53	-	1,53
<b>1997</b>	2,58	-	2,58
<b>1996</b>	1,89	-	1,89
<b>1995</b>	3,21	-	3,21
<b>1994</b>	4,13	-	4,13
<b>1993</b>	5,73	-	5,73
<b>1992</b>	8,07	-	8,07
<b>1991</b>	8,04	-	8,04
<b>1990</b>	8,18	-	8,18

**CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS**

**ETAT DE L'ACTIF ET DU PASSIF AU 31 DECEMBRE 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
<b>ACTIF</b>		
Compte réciproque de l'OIM (Note 2)	2 853 284	1 923 942
	<u>2 853 284</u>	<u>1 923 942</u>
<b>PASSIF</b>	0	0
	<u>0</u>	<u>0</u>
<b>ACTIF NET TOTAL DE LA CAISSE</b>	<u><u>2 853 284</u></u>	<u><u>1 923 942</u></u>
Constitué de l'		
<b>EPARGNE NETTE DES MEMBRES DU PERSONNEL</b>	<u><u>2 853 284</u></u>	<u><u>1 923 942</u></u>

**CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS****COTISATIONS ET RETRAITS POUR 2005**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
<b>COTISATIONS</b>		
Transferts de la Caisse de prévoyance en USD	755 503	684 720
Transferts de la Caisse de prévoyance en CHF	191 120	457 643
	<u>946 623</u>	<u>1 142 363</u>
<b>RETRAITS</b>		
	<u>64 530</u>	<u>0</u>
	<u>64 530</u>	<u>0</u>
<b>COTISATIONS TOTALES NETTES DE L'ANNEE</b>	<b><u>882 093</u></b>	<b><u>1 142 363</u></b>
 <b>TOTAL DE L'EPARGNE NETTE CONSTITUEE PAR LES MEMBRES DU PERSONNEL</b>		
 Epargne du personnel en début d'année	1 923 942	760 112
 Cotisations nettes	882 093	1 142 363
 Rendement net	47 249	21 467
 Epargne du personnel en fin d'année	<u>2 853 284</u>	<u>1 923 942</u>



**CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS**

**ETAT DES RECETTES ET DES DEPENSES**

	<b>2005</b>	<b>2004</b>
	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
<b>RECETTES</b>		
Intérêts sur les créances envers l'Organisation (Note 2)	47 249	21 467
	<u>47 249</u>	<u>21 467</u>
<b>DEPENSES</b>		
	<u>0</u>	<u>0</u>
<b>RESULTAT NET DE L'ANNEE</b>	<u><b>47 249</b></u>	<u><b>21 467</b></u>

**NOTES SUR LA CAISSE DE PREVOYANCE EN EUROS**

**1. Caisse de prévoyance en euros**

Depuis juillet 2003, tous les membres de la Caisse de prévoyance de l'OIM ont la possibilité de placer en euros leurs avoirs dans le fonds "de base" (Core Fund).

**2. Compte réciproque de l'OIM**

Le compte réciproque de l'OIM représente les montants dus à l'OIM ou par l'OIM et à la Caisse de prévoyance ou par la Caisse de prévoyance. Les intérêts sont calculés sur la base du solde moyen au taux composite dérivé du rendement moyen pondéré des dépôts en dollars E-U, en francs suisses et en euros en cours d'année. En 2005, ce taux était de 2,10 %, contre 2 % en 2004.

**RENDEMENT DES INVESTISSEMENTS**

	<b>2005</b>		<b>2004</b>	
	<b>EUR</b>		<b>EUR</b>	
	<b>%</b>	<b>Montant</b>	<b>%</b>	<b>Montant</b>
<b>RENDEMENT TOTAL</b>	2,100	47 249	2,000	21 467
<b>PLACEMENTS DE BASE (CORE FUND)</b>				
Liquidités et dépôts à court terme	2,100	47 249	2,000	21 467

Les pourcentages indiqués sont calculés au taux fixe prédéterminé du compte réciproque de l'OIM.

**OPINION DES VERIFICATEURS EXTERNES DES COMPTES  
SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA CAISSE DE PREVOYANCE DE L'OIM  
POUR L'ANNEE 2005**

MISSION DE VERIFICATION ET OBJET

Nous avons vérifié les états financiers de la Caisse de prévoyance de l'OIM pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2005. Les états vérifiés par nous sont joints en appendice 13 au rapport financier de l'OIM pour 2005.

C'est l'article 12.1 du Règlement financier de l'OIM qui précise les bases du travail de vérification comptable. Nous avons accompli notre travail de vérification comptable conformément aux normes internationales généralement reconnues en la matière, et aux normes comptables de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI), sous réserve qu'elles s'appliquent au contexte de l'OIM. Ces normes nous imposent de planifier et d'effectuer les vérifications comptables de façon à avoir l'assurance, dans une mesure raisonnable, que les faits présentés dans les états financiers ne sont pas erronés. Nous avons procédé par sondage à un examen des pièces comptabilisées, ainsi que des informations annexes relatives aux états financiers. Nous avons évalué les principes comptables appliqués et les estimations significatives effectuées par la Direction, de même que la présentation générale des états financiers. Nous pensons que le travail ainsi effectué confère à notre opinion une assise raisonnable.

OPINION

A notre avis, les états financiers donnent une image exacte et fidèle, à tous égards importants, de la situation financière de la Caisse de prévoyance de l'OIM au 31 décembre 2005 et des résultats de ses opérations pour l'année écoulée.

Catrine Spro Hansen

Cecilie Middelthon

Jan Otto Jøranli

Commissaires comptables au Bureau du Vérificateur général des comptes de Norvège  
23 mars 2006